

HAZ.

111

I

1

1

1

1

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XVII

A

6

NAPOLI



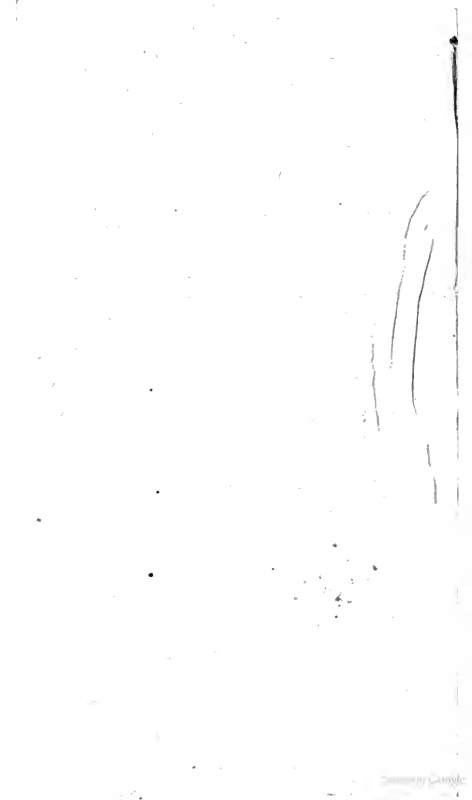








LES
INTERETS PRÉSENTS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.
TOME SIXIÈME.

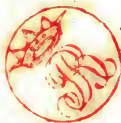


LES
INTERETS PRESENS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix
d'Utrecht inclusivement, & sur les Preuves
de leurs Prétentions particulieres.

Par Mr. **J. ROUSSET**,
*Membre de la Societé Royale des Sciences de
Berlin, &c.*

TOME SIXIÉME.



A LA HAYE;
Chez **ADRIEN MOETJENS**, Libraire.

M. DCC. XXXIV.





LES INTERETS
P R E S E N S
D E S
PUISSANCES SOUVERAINES
de l'Europe.

+++++

[P.]

1718. TRAITÉ d'Amitié & de
Réglement de Limites entre la France
& la Lorraine , conclu à Paris en
1718. Europæische Ruhe.



LOUIS, par la grace de Dieu,
Roi de France & de Navarre :
A tous ceux qui ces présentes
Lettres verront , salut. Com-
me notre amé & féal le Sieur Domini-
que de Barberie , Chevalier Seigneur
de Saint-Contest & autres lieux , Con-
seiller en notre Conseil d'Etat, & notre
amé & féal le Sieur Henri François de
Paule le Fevre , Chevalier Seigneur
Tome VI. A d'Or-

2 LES INTERETS PRESENTS

d'Ormesson , Amboille & autres lieux, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel , notre Conseiller en notre Conseil des Finances , nos Commissaires & Députez aux Conférences qui se sont tenuës pour regler & terminer tout ce qui restoit à executer à l'égard de notre très-cher & très-ami frere le Duc de Lorraine , conformément & en execution des Traitez de Paix de Ryswick & de Baden , en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avons donnez, avoient conclu , arrêté & signé le 21. du présent mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiste Machuet Chevalier , Baron de Drouville , Seigneur de Sanley & autres lieux , Conseiller d'Etat , Premier Président de la Cour Souveraine de notredit Frere , & le Sieur François de Barrois , Chevalier , Baron de Manonville , Seigneur de Koeurs & autres lieux , Conseiller d'Etat de notredit Frere , ses Envoyez Extraordinaires près de Nous , & ses Commissaires ausdites Conférences , aussi munis de ses Pleins-pouvoirs , le Traité dont la teneur s'ensuit.

Le feu Roi de glorieuse memoire ayant toujours eu à cœur de terminer & ajuster avec Monsieur le Duc de Lorraine , tout ce qui restoit à execu-

tes

ter à son égard en conséquence du Traité de Paix conclu à Ryswick le 30. Octobre 1697. Sa Majesté peu après ce Traité auroit nommé des Commissaires, pour, avec ceux dudit Duc, examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agissoit, à quoi ils se feroient respectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix; mais la matiere s'étant trouvée d'une longue discussion, la Guerre survenue entre les principales Puissances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conferences tenuës à ce sujet. La Paix n'eut pas plutôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roi continuant dans le même desir, & en execution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la Négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commissaires du Roi & du Duc y travailloient depuis plusieurs mois, & selon toute apparence ils l'auroient heureusement terminée : mais ayant plu à Dieu, au mois de Septembre de la même année, d'appeller à soi le feu Roi, elle fut encore interrompue jusques au commencement de l'année 1716. que le Roi auroit à l'imitation du feu Roi son Bisayeul, & de l'avis de Son Altesse Royale Monsieur Philippe

4 LES INTERETS PRESENS

Duc d'Orleans , Petit-Fils de France, Oncle du Roi , Régent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conférences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryfwick , le Duc de Lorraine , pour lui, ses Hoirs & Successeurs , doit être rétabli dans la libre & pleine possession des Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles son grand Oncle paternel possédoit en 1670. lorsqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roi , à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryfwyck. Qu'après une précédente & longue occupation du même Pays par les Armes de Sa Majesté , commencée vers l'année 1633. il avoit été passé à Vincennes un Traité entre le feu Roi & le feu Duc Charles, le dernier Février 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ses Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Pays qu'il avoit autrefois possédez , dépendant des trois Evêchez de Metz , Toul & Verdun, & généralement dans tout ce dont jouissoit son prédécesseur le dernier Duc Henry lors de son décès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la réserve de

ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que sur l'exécution de ce Traité, étant survenu plusieurs difficultez, il en fut arrêté, & signé un autre entre le feu Roi & ledit Duc Charles, le dernier Août 1663. par lequel il est porté qu'il seroit nommé au plutôt des Commissaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient survenues depuis la signature du Traité du dernier Fevrier 1661. sur l'exécution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epure & de Saint Mansuy, Phalsbourg, Marquisat de Nomeny, & Saint-Avold & autres lieux, lesquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cause de la seconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roi en 1670. tems auquel le Duc Charles faisoit solliciter par ses Envoyez auprès du feu Roi, la décision d'icelles, & la pleine execution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toujours demandé l'exécution en vertu de celui de Ryswyck, comme représentant le feu Duc Charles son grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions resultans desdits Traitez. A quoi les Commissaires du Roi ayant fait difficulté, prétendans

6 LES INTERETS PRESENS

opposer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryfwyck contre ceux de 1661 & de 1663. en ce que ledit Ducne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryfwyck, que purement & simplement, dans les Etats, lieux & biens que le Duc Charles possédoit réellement & de fait en 1670. & la contestation ayant été portée au Conseil, il y auroit été reconnu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées sur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, ensuite de quoi les Commissaires de Lorraine ayant continué de soutenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les restitutions des Villes, Pays & Lieux, avec les fruits & jouissances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec restitution des jouissances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, ensemble la restitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en possession avant & depuis l'année 1670. par Lui prétendus en vertu du Traité de Ryfwyck & des fruits & jouissances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en execution du

du même Traité & des ajustemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, suivant l'ancien usage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commissaires du Roi y auroient répondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majesté & pour le soutien de ses Droits. Après plusieurs Conferences tenues entre les Commissaires respectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez discutées à fond, proposé respectivement les échanges & abornemens convenables, mesuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Païs & des Droits à ceder & à retenir, & enfin soigneusement pesé tout ce qui restoit à ajuster pour l'entiere execution des Traitez. Et le Roi desirant que le tout soit réglé par les Commissaires qui de sa part ont tenu lesdites Conferences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de sadite Altesse Royale Monsieur le Regent, donné Commission & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres Lieux, Conseiller d'Etat de Sa Majesté; Son Ambassadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix

8 LES INTERETS PRESENS

conclue à Baden , & au Sieur Henry François de Paule le Fevre , Chevalier Seigneur d'Ormesson , Amboille & autres Lieux , Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majesté , Conseiller en Son Conseil des Finances.

Et Monsieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ses Commissions & Pleins-pouvoirs au Sieur Jean-Baptiste de Mahuet , Chevalier , Baron de Drouville , Seigneur de Sauley & autres Lieux , Conseiller d'Etat , premier President de la Cour Souveraine , Son Envoyé Extraordinaire , & au Sieur François de Parroy , Chevalier Baron de Manonville , Seigneur de Kocurs & autres Lieux , Conseiller d'Etat , & Son Envoyé extraordinaire , lesquels après s'être communiquez reciproquement leursdits Pleins-pouvoirs & Commissions qui seront inferez à la fin du Present , sont convenus des conditions & Articles qui suivent.

I. Les Traitez passez entre le feu Roi & le feu Duc Charles de Lorraine , le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. ensemble ceux passez entre le Roi & l'Empereur & l'Empire à Ryswyck , le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en ce qui concerne le Duc de Lorraine , devant servir de
baze

baze & de fondement au présent Traité , seront pleinement exécutez, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement derogé par celui-ci.

II. Sa Majesté par le XXXII. Article du Traité de Ryswyck s'étant réservée la Forteresse de Saarlouis avec une demi-lieuë de circuit à designer par les Commissaires du Roi & du Duc , laquelle Forteresse & demi-lieuë de circuit sont demeurées à Sa Majesté en pleine Souveraineté à perpetuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieuë portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roi ayant de concert avec les Officiers de son Altesse Royale de Lorraine, conservé depuis la Paix de Ryswyck jusqu'à présent, & pour le service de la Garnison, les Villages de Listroff, Emstroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevange, les Bâtimens qui y restent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Censes, Métairies, & generalement toutes les dependances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages desdits Villages & Ville de Valdrevange aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conseil, que ce qui a été fait en cela par provision,

A 5 demeu-

demeurera definitif , & en consequence que lesdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dependances generalement quelconques, soit qu'ils excèdent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpetuité en pleine Souveraineté au Roi, Son Altesse Royale de Lorraine lui en faisant surabondamment & entant que besoin seroit toute cession & transport, auquel effet il sera procedé à l'abornement des Finages & dependances desdits Lieux, par des Commissaires de part & d'autre, pour les séparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voisins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux-ci rentreroit dans la demi-lieue de circonference de la Place, lesquels derniers Villages & Bans seront pareillement abornez, le tout sans préjudice des Droits de parcours dont les Habitans desdits Lieux ont d'ancienneté jouï reciproquement pour le paturage de leurs bestiaux sur les Bans les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toujours, sans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ses appartenances & dependances
étant

étant conformément au XXXIII. Article dudit Traité de Ryswyck , demeurées à perpetuité en toute Souveraineté & propriété au Roi , ses Hoirs & Successeurs, en échange de quoi Sadite Majesté, a du ceder à son Altesse Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez , de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet échange n'ayant pû jusqu'à present être consommé, & le feu Roi ayant considéré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontieres , ou qui en reviennent , devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc. Que d'ailleurs les Pais des Evêchez & de la Lorraine étant non seulement limitrophes , mais presque tous mutuellement enclavez, l'étendue en entier de la Prevôté de Longwy étoit non seulement de difficile échange , mais peu necessaire au service de la Place , Sadite Majesté prit la resolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoi Sadite Altesse Royale auroit consenti , à la charge qu'il lui en seroit fourni l'équivalent , & la Proposition ayant été portée au Conseil & agréée , il a été convenu que ledit Ar-

ticle XXXIII. du Traité de Ryfwyck demeurera reſtraint par le Preſent, & n'aura lieu que pour les Villes haute & baſſe de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herſerange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glaba, Aurru, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & dependances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave deſdits Bans & Finages, ſoit qu'ils excèdent ou non la demi-lieue de circonſerence de la Place de Longwy, deſignée au Plan & Carte Topographique qui en a été dreſſé. Le Duc cede pareillement la propriété franche & déchargée de toutes dettes, engagements, & Hypotheques, de toutes les Seigneuries, Juſtices, Fiefs, Cenſes, Metairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus & généralement de tout ce qui peut lui appartenir dans leſdites Villes & Villages, leſquels avec leurs appartenances, dependances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & propriété au Roi, tant en vertu dudit Traité de Ryfwyck que du préſent, pour en jouir par Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs, comme Sadite Alteſſe Royale, & ſes Predeceſſeurs en ont jouï, ou du jouïr &

& dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est propriétaire, se trouvant situé sur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prevôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Altesse Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonference de la dite Place designée audit Plan & Carte, il a été arrêtée que pour la convenance respective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en propriété que Souveraineté, la dite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demi-lieue, appartiendra en propriété auxdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouir sous la Souveraineté du Roi : A l'effet de quoi elle sera séparée du surplus de ladite Forest des Recruttes, qui sera restituée à Son Altesse Royale, par un fossé & par des bornes qui y feront plantées par les mêmes Commissaires qui procederont à l'abornement des Lieux cedez au Roi, contre ceux de ladite Prevôté qui seront restituez au Duc.

V. Le surplus des Villages & Lieux
de

de la dite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, appartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieue du circuit de la Place, seront remis à Son Altesse Royale, pour en jouir par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & propriété, comme ledit feu Duc Charles en jouissoit en 1670. Sa Majesté en tant que besoin seroit lui en faisant toute retrocession, avec Renonciation à cet égard au benefice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryswyck, & pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & propriété des Lieux de la même Prevôté de Longwy qui restent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, separation & abornement sur les differens terrains, & sur le pied de la dite Carte Topographique, sans prejudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans desdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera reciproquement entretenu & conservé suivant leur ancien usage. Mais lesdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront dechargez :

Sçavoir

Sçavoir, ceux qui restent à la France de toutes Jurisdic-tions, Bannalitez, Servi-tudes, Corvées & autres prestations gé-néralement quelconques, envers le Do-maine du Duc, & reciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prévôté qui doivent lui retourner, sont & demeu-rent affranchis, libres & déchargez de toutes Jurisdic-tions, Bannalitez, Servi-tudes, Corvées, & autres prestations ge-neralement quelconques, dont ils pour-roient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roi, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Mag-delaine, Redrange, Athus, Asch, Ba-tincourt, Bury-la-Ville, Houdlemont & autres, si aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturier les Foins des Prez nommez les Breuils du Châ-teau de Longwy, & en conséquence de la division ainsi faite de ladite Pre-vôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prévôté qui doivent revenir à Son Altesse Royale, lui se-ront restituez, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Pre-vôté, comme sont les comptes du Do-main

maine de la Grurie & autres , ils seront partagez en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roi ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman , Saarbourg , & Phalsbourg en Souveraineté & propriété franche & déchargée de toutes dettes & Hypotheques , & étant survenu en la même année 1661. des difficultez sur l'exécution dudit Article , entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc , au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg ; & de celui de Niderwiler dependant de Saarbourg , faisant partie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman , Saarbourg & de Phalsbourg , avec la demi-lieuë de route & les Villages en dependans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demi-lieuë qui devoit former ladite route , les Commissaires du Roi auroient pretendu prendre d'autres Villages dependans dudit Phalsbourg , & au lieu de suivre la route par celui de Niderwiler , en auroient
formé

formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cedez , & néanmoins conserver toujours celui de Niderfwiler , ce qui faisoit un double emploi. Il a été convenu par le present que ledit Village de Niderfwiler , ensemble les autres pris dans la dependance de Saarbours , & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeureront au Roi , de même que les Villages de Henridorff , Lutzelbourg , Dann , Hultenhaußen , Hassembourg , & Wilsperg , de la dependance de Phalsbourg , en sorte , qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg , compris dans la route , la Principauté entiere dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté , auquel effet Sadite Altesse Royale lui en fait cession & transport en propriété & Souveraineté dechargée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc , toutes les Seigneuries , Fiefs , Justices , Domaines , Bois , Forests , Revenus & generalement tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans lesdites Places & Postes de Saarbours & Phalsbourg , Villages en dépendans , cede par le Traité de 1661. & par le présent leurs Bans & Finages , appartenances & dépendances & annexes generalement quelconques , déchargées de toutes dettes

tes & hypotheques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, enforte que ledit Duc, ses Hoirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque prétexte que ce soit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roi à tous droits & prétentions de Souveraineté, de propriété, ou autres, sur les Villages, & Abbayes de S. Epure, & de S. Mansuy près de Toul, leurs Bans & Finages, sur les appartenances & dependances desd. Bans & Finages, droits & Domaines, si aucuns Sad. Alteſſe y en a. Elle renonce pareillement à tous droits & prétentions de Souveraineté, & autres, sur les Villages de Vaucremont, Stoncourt, Viller & Aurich, autrement Ongerange, composant le Ban de Saint Pierre, & sur les Villages de Xouſſe ou Xüiſſe, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir au Roi, tant ſuivant ſes anciens Droits & prétentions, qu'entant que beſoin ſeroit en vertu de la préſente renonciation & ceſſion, au moyen de quoi toutes les difficultez & conteſtations à régler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la propriété & Sou-

Souveraineté de la Forest de Kallenhoven , & par le V. Article du Traité de 1661. le Roi étant demeuré saisi de la Place de Sierck , & du nombre de trente villages en dépendans, dont quelques-uns voisins de ladite Forest y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage , marnage & paturage. Il a été convenu pour prévenir toutes les difficultez , que Sa dite Altesse Royale cederà & cede à Sa Majesté en propriété & Souveraineté , trois mille arpens mesure ordinaire du Pays , à prendre dans ladite Forest , à commencer à l'extrémité extérieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray , ou de la Thuillerie , aboutissant du côté Septentrional aux bans des Villages de Kerlingen & de Trichingen , & rentrer depuis ladite extrémité dans le corps de ladite Forest, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toisé desdits trois mille arpens cedez, lesquels seront abornez & séparés du reste de ladite Forest par des bornes , & par un Fossé , qui seront plantez & faits en présence de Commissaires de part & d'autre , dans lesquels trois mille arpens sont entendus compris les trois cens arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhetel , pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant la-

ladite cession, Sa Majesté sera chargée dans lesdits trois mille arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoutumez ausdits Villages dépendans de Sierk, & à ladite Chartreuse de Rhétel, le surplus de ladite Forest Lorraine en demeurant exempt, en sorte que chaque Souverain ne sera chargé dans ses Forests que des usages des Villages & lieux de sa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dépendant de la Lorraine, voisin de la Forest de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, se trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cedez au Roi en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cédé à Sa Majesté en vertu du présent Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dépendance de Sierk, & que ses Habitans jouiront de l'usage qui leur appartient dans la portion de ladite Forest abandonnée au Roy, en échange duquel Village S. M. cede à Son Altesse Royale celui d'Ewendorff dépendant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, lesquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainsi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances, ensemble leurs Domaines & Revenus appar-

appartiendront à l'avenir , le premier au Roi , & le second au Duc , qui sera tenu de fournir aux Habitans d'ice-lui dans sadite Forest de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville , Vilcey , Hageville , Jonville & Olley qui ont été retenus jusqu'à présent sous l'Autorité du Roy ayant été reconnus être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté à cause de la Terre de Gorze , & Son Altesse Royale , à cause du Bail-lage de Nancy & de la Prevôté de la Chaussée , demeureront échangez & séparés en entier pour éviter toutes contestations , ainsi qu'il ensuit. Sça-voir , que les Villages de Vilcey , Hageville & Jonville , resteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances , revenus , Droits & Domaines particuliers qui y appartoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar , Son Altesse Royale faisant à Sa Majesté , entant que besoin seroit , toute cession & transport de ses Droits & prétentions sur lesdits Villages & dépendances , & en échange , la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley , avec leurs dépendances , appartiendra en entier audit Duc ; Sa Majesté lui faisant pareillement toute
cession

cession & transport des parts, portions & Droits qui lui appartenoient esdits Lieux : bien entendu , que le present échange , & ajustement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits , revenus ni autres choses qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice & Domaine sur la rue dite de Bar au Village de Kunetange , Prevôté de Thionville , lequel appartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté : en échange dequoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a sur l'emplacement du Château de Bauzemont , situé dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Altesse Royale en consideration du present Traité, renonce à tous ses Droits & pretentions sur les fruits & jouissances de tous les Lieux & Païs qui ont été retenus sous la domination de Sa Majesté , & contestez avant 1670. & depuis le Traité de Ryfwyck jusqu'à present , lesquels Lieux & Païs lui sont restituez , ou qu'elle abandonne par le present Traité , & en fait toute cession & remise à Sa Majesté , à la reserve néanmoins des
jouiss-

jouissances, & fruits de la Ville & Prevôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryfwyck jusqu'à celui de Ratifications du présent Traité, pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commissaires du Duc, les Comptes, Registres & autres Enseignemens qui ont servi à la jouissance & perception des revenus de ladite Ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Cessions, Renonciations du Duc, les ajustemens précédens, & en considération de tout ce que dessus le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncez en l'Article III. du présent Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saarbours, & autres ci-devant énoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les Lieux & Villages de Jeumenil, Houséras, Autrey, Saint-Benoist, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Noffoncourt, Menil,

24 LES INTERETS PRESENTS

Menil, Sainte-Barbe, Anglemont, Bazien, & Mearmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Cenfes, Fiefs & Ufuines y enclavées, leurs appartenances & dépendances compofant la Châtellenie dudit Ramberviller, fans en rien excepter, enfemble la Souveraineté fur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la propriété appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoi-qu'ils ne foient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sa dite Majesté fes Droits de Souveraineté fur les Villages de Rouille, & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances fans en rien excepter, lesquels, quoi-qu'ils ne foient pas originairement de ladite Châtellenie, y font ordinairement annexés, tous lesquels Lieux & Villages, ainfi qu'ils font ci-devant nommez & fpecifiez, appartiendront, à l'avenir, à perpétuité, audit Duc, fes Hoirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils foient qui y appartennoient ci-devant à Sa Majesté à quelque titre que ce foit, enforte qu'Elle & les Rois fes Successeurs

n'y

n'y puissent désormais rien prétendre, sans préjudice néanmoins aux droits de propriété, Domaines, Revenus, Justices, Jurisdictions qui appartiennent dans lesdits Lieux à l'Évêque de Metz & aux autres Vassaux, lesquels leur sont conservés en leur entier, à la charge de faire exercer lesdites Justices & Jurisdictions dans l'étendue de la dite Châtellenie, & desdits Rouille & Domtaille, sous le Ressort des Cours Supérieures du Duché de Lorraine, par des Officiers résidens sous sa domination.

XIV. Le Duc possédant en tous Droits de Superiorité Territoriale la portion du Marquisat de Nomeny qui lui est restée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entière de Hombourg, Saint-Avold, Sa Majesté a déchargé & décharge Sa dite Altesse Royale pour raison de ladite portion de ce Marquisat, & de ladite Châtellenie entière, leurs appartenances & dépendances, de tous les Droits de suprême Domaine, Jurisdiction, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis sur icelles, tant par le Traité de Munster en 1648. qu'autrement, même sur les trois Moulins dudit Saint-Avold & la Cense d'Oderfang dépendant de l'un desdits Moulins, & sur les Villa-

ges de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberfilen, qui lui seront remis si fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, desquels Droits de suprême Domaine, Jurisdictions & autres quels qu'ils puissent être, Sadite Majesté fait cession & transport audit Duc pour du tout en l'état qu'il le possède après le Traité de 1661. en jouir par ledit Duc ses Hoirs & Successeurs en toute Souveraineté, comme de son Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

X V. Sa Majesté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y est située, du ressort du Bailliage & Siege Présidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel ressort ils sont soumis, & de tous autres Droits que Sa Majesté auroit pu y prétendre, dont autant que de besoin, Elle fait toute cession & transport à Sadite Altesse, laquelle en jouira paisiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouit actuellement de la Ville de Commercy & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité passé entre le feu Roy & le-dit Duc, le 7. May

May 1707. qui sera au surplus suivi & exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majesté a encore cédé à Son Altesse Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cause de son Château de Passavant, sur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Consors dans le Village Lorrain de Martinville, & sur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & sur son Ban & Finage, Sa Majesté déchargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinville du Droit de Sauvagerie, de quatre sols par ménage qu'ils lui doivent à cause de son Château de Passavant.

Demeurera de même cédé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy sur quelques Maisons du Village Lorrain de Boccange, ensemble le Droit que Sa Majesté pourroit avoir sur partie du Territoire dudit Village, sans préjudice néanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Pais Messin, sur lesdites Maisons, sur les résidens en icelle & même sur ledit Territoire de Boccange si aucun droit il y a, lesquels Droits lui sont conservez en leur entier.

Le Village de Maxey sous Prixei , & la Rue dite la Rue du Fief , dans celui de Pagny sur Meuse , autrement la Blanchecoste , seront restituez au Duc , ayant été justifié que le Duc Charles les possédoit en tous droits de Souveraineté , Justice & Domaine , en 1670. & long-tems auparavant : lequel Village de Maxci , Sa Majesté decharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cause de son Château de Montclair , & les Habitans du même Village , du droit de Sauvegarde de deux sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majesté à cause de son Château de Vaucouleurs , à condition néanmoins que ladite Rue du Fief fera & demeurera unie au corps dudit Village , faisant partie de la Prevôté de Gondrecourt dépendant du Barrois , & comme telle comprise dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc , à cause du Barrois.

XVII. Sa Majesté fera restituer à Son Altesse Royale la Forest de Mondereu & celle de Kallenhoven , ayant été justifié que lesdites Forests appartiennent en Souveraineté à la Lorraine , &
ne

ne sont dans aucune des dépendances des Villages de la Prévôté de Sierk, cedez à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remise n'aura lieu qu'après la distraction au profit de Sa Majesté de trois mille Arpens à Elle cedez par l'Article VIII. du présent Traité, & que le Duc sera tenu de fournir, & laisser prendre dans ladite Forest de Monderen & autres de la domination du Roy, les usages & affoiiages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté suivant leurs Titres ou possessions.

XVIII. Les Villages de Moulotte ; de Mailly, de Lejwiller, d'Ariançe, & les Censés de Roza, de la Haute Voille, de Bonzonville, de Marien Flosfeldt, & la petite Seigneurie ou Censé de Saint-Martin, située près de Nomeny qui appartenoient au Duc Charles & qu'il possédoit depuis le Traité 1661. seront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Altesse Royale.

XIX. La Restitution provisionnelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagnoux Crezille, Martemont, Aingerey, Tullay aux Grozeilles, Sexei aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dependans de sa

Prevôté de Gondreville , & des Villages de Vaxy , Puttigny , Gerbecourt & Lubecourt qui composent le Val de Vaxy , dépendant de la Prevôté d'Amanche , lesquels avoient été retenus sous l'obéissance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryfwyck , vaudra & tiendra pour définitive , sans qu'à l'avenir Sadite Altesse Royale doive , ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits Lieux , sous quelque pretexte que ce soit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & sujétion personnelle des Curez des Villages ci-après qui restoit indéfinie depuis les Traitez passez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne , Commissaire du Roy , & le Sieur de Sarrafin Conseiller d'Etat , Commissaire du Duc , par lesquels Traitez ils ont procédé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux , Badonwiller , Goussaincourt, Espiez, Lezeville, d'Ainville & Saint-Germain , dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté , à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs , d'Antelot & de Grand, & Sadite Altesse Royale à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt & de Foug , à la reconnoissance des Habitans qui y doivent être Sujets

jets du Duc conformément aux anciens usages y observez. Il a été convenu que lesdits Traitez seront suivis & exécutez , & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Curez, ceux qui sont actuellement pourvûs des Cures desdits Villages, sous quelque Domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, seront tous réputez, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez qui leur succederont immédiatement dans lesdites Cures, sous quelque domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Successeurs seront Sujets du Roy, & ainsi alternativement à mesure que les Cures vaqueront, & seront remplies, les Curez appartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à Son Altesse Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Forest de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Forest vers le Septentrion, & en consequence les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme aussi celle du milieu de la Ver-

rierie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas non désignée dans ses Procès verbaux desdits mois, seront retirées & supprimées : ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y sont jusqu'à l'alignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & propriété du Terrain en nature de Forest qui est à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, jusqu'au Territoire de celle du Morillon, comme faisant ledit Terrain une partie de la Forest d'Attigny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la première vers le milieu de l'alignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la dernière à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle dernière borne fait la séparation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui séparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il sera fait visite & re-

con,

connoissance par des Commissaires respectifs, qui feront marquer les Armes de France sur lesdites bornes du côté qu'elles regardent la Forest de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Forest de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584. pour servir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'égard de la partie de Forest appelée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il est convenu que le partage en sera fait par les mêmes Commissaires en deux portions égales, & que celle qui sera joignante à la partie de la Forest de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 1584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en propriété, & l'autre partie appartiendra à Sadite Altesse Royale, tant en Souveraineté qu'en propriété : à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour séparer les portions de la Forest de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre incessamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite ; avec ses appartenances & dependances , comme elle fut remise au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouir par Sadtte Altesse Royale en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine, de même qu'en jouissoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Prédecesseurs en avoient joui auparavant.

XXIV. La Forest située sur le penchant meridional du Val de Lievre appelée Hynderwalt par les Communautés de Berckeim, de Saint Hypolite, & d'Orschweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruisseaux de Bolembach, en suivant les bornes que l'on y trouve plantées jusqu'à la rencontre d'un Rocher qui est marqué d'une Croix au confluent des deux ruisseaux de Watembach & en remontant sur la droite, & le long du ruisseau du grand Watembach, jusqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolstem, autrement Ramelstein, qui est au sommet de la montagne appelée Denckel, autrement Hury, de toutes lesquelles bornes il sera fait une description, Procès verbal, & Carte Topographique par des Com-

Commissaires qui seront nommez de part, & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres es Lieux où ils trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'audit Rocher de Ramelstein, sans préjudice néanmoins aux Droits de paturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Forest, & à la propriété des Terres ou Prez qui y sont enclavez lesquels ne sont pas en naturel de Forest, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformément à la Sentence arbitrale datée du Mercredi après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516.

XXV. Lesdites trois Communautéz de Berkeim, Saint-Hypolite & Orschweiler jouiront de ladite Forest de Hyn derwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à present, & les Officiers de chacune desdites Communautéz y auront Jurisdiction en première Instance par prévention les uns sur les autres. Ce faisant, ils auront droit de connoitre des méfus, délits & malversations dont leurs Forestiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dressé des Procès verbaux dans le cours de leurs visites : & en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles

seront portées par devant les Juges Supérieurs de la Communauté dont les Officiers auront prevenu, en sorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, seront portées par devant les Tribunaux Supérieurs de Lorraine : tous lesquels Juges supérieurs pourront indistinctement esdits cas de Ressort, faire les descentes, vûes de Lieux, enquestes, & toutes autres procédures necessaires dans ladite Forest que le cas requerera, sans pour ce acquiescer aucune Jurisdiction privative sur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté.

XXVI. Et en consequence, la Montagne particulière appelée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui est au confluent desdits deux ruisseaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach jusqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelstein, avec le terrain qui s'étend depuis cet allignement jusqu'aux bornes séparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, est déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majesté se déporte des prétentions mûes depuis peu sur Saint-

te-

te-Marie-aux-Mines , & le Val de Lievre en la partie appelée de Lorraine , sur la Seigneurie de Tanviller & dépendances , sur la Seigneurie du Dortal , & sur le Village de Manonviller , à l'exception de quelques maisons situées dans ce dernier Village , qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller Lanoy , Evêché de Metz , de tous lesquels Lieux Son Altesse Royale continuera de jouir comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté , sans aucune reserve , & sans pouvoir , Elle ni ses Successeurs , y être troublez à l'avenir sous quelque pretexte que ce soit , le tout néanmoins sans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers sur quelques-uns desdits Lieux , lesquels leur demeurent conservez en leur entier.

XXVIII.. Les Evêques de Metz , Toul & Verdun prétendans que les Ducs de Lorraine possèdent depuis long-tems plusieurs Terres & Fiefs situés dans les Etats desdits Ducs , lesquels Fiefs & Terres proviennent originaiement du temporel desdits Evêchez , dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté foy & hommage ausdits Evêques , ils ont demandé la continuation desdites foy & hommage &
Son

38 LES INTERETS PRESENS

Son Altesse Royale ayant soutenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la possession & jouissance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors restituez, même des Villes, Places & Pais qu'il avoit autrefois possédé dépendans desdits trois Evêchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouissoit lors de son décès arrivé en 1624. & qui pouvoit luy appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la reserve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouir par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine en la même manière que ledit Duc Henry en jouissoit, sans que ledit Duc Charles ny ses Successeurs y puissent être troublez sous quelque pretexte que ce soit, & sous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainsi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles son grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrêté par le present que ledit Duc & ses Successeurs Ducs de Lorraine, seront seulement à l'a-

l'avenir obligez & tenus de prêter & faire les foy & hommage auxdits Evêques pour les Terres & Fiefs situez dans les Etats qui peuvent provenir du temporel desdits Evêchez, & dont lesdits Evêques justifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, lesquels Sadite Altesse Royale, & les Ducs ses Successeurs seront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryfwyck, les Benefices Ecclésiastiques qui ont été conferez par Sa Majesté jusqu'au jour de la signature du present Traité dans les Lieux que Sa Majesté fera remettre à la Lorraine, comme étant de son ancienne dépendance, seront laissez aux Possesseurs modernes qui les ont obtenus. Il en sera usé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le present Traité, dans lesquels Sa Majesté & Son Altesse Royale, chacun dans sa Domination respectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y

ont

ont exercez, lesquels leur demeureront transferez avec lefdits Païs, pour eux & leurs Successeurs.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le present Traité doivent passer de la Domination de Sa Majesté. sous celle de Son Altesse Royale à titre de Restitution il est convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryswyck sera exécuté à leur égard, ce faisant, que toutes les Procédures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de S. M. au sujet des differends, & actions jugées définitivement, tant entre les sujets des deux Souverains qu'autres, du tems que S. M. a possédé ledit Païs & Lieux jusqu'au jour des Ratifications du present Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, de même que si Sa Majesté en étoit restée en possession, & il ne sera point permis de révoquer en doute lefdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuler, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution, mais il sera libre aux Parties d'avoir recours à la revision des Procès, selon l'ordre & la disposition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vigueur,

gueur , de même que les Lettres de Justice & de Grace , même de Retrait Feodal que S. M. peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procédures , Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus , soit avant ou depuis le Traité de Ryswyck , à l'occasion des Lieux qui dependoient cidevant des Etats du Duc , & que Sa Majesté luy fait rendre , par lesquelles Procédures , Sentences ou Jugemens , les Droits que ledit Duc peut avoir par devers luy en plusieurs Causes auroient été bleffez , l'Article XLII. dudit Traité de Ryswyck sera executé comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs , Villages & Lieux cedez , échangez , ou rendus par le present Traité , les Vasseaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils soient sans aucune reserve , demeureront du jour de l'échange des Ratifications du present Traité déchargez , quittes & absous des foy , hommage , sermens de fidélité , obeïssance , Services , Jurisdiccions & Subjections dont ils étoient tenus précédemment envers celui des Souverains qui les cede , échange ou rend , & ils passeront immédiatement sous la foy , hommage , serment de fidélité , obeïssance.

obéissance, service, Jurisdiction & Domination de l'autre Souverain, sous lequel ils doivent rester par le présent Traité, & de ses Successeurs à perpétuité, sans que l'autre Souverain ni ses Successeurs y puissent à l'avenir rien prétendre, sous quelque prétexte que ce puisse être, dérogeant l'un & l'autre respectivement à cet effet à toutes Loix, Coutumes, Statuts, Constitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmées par serment faisant au contraire, auxquelles & aux clauses dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il est expressément dérogé par le présent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions sous quelques raisons & prétexte qu'elles puissent être fondées, & en conséquence celui des deux Souverains auquel lesdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vassaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le présent Traité, pourra en vertu d'iceluy, s'en mettre en possession sans avoir besoin d'autre formalité, si bon lui semble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, sa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le présent Traité passent sous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de
la

la Lorraine qui sont restituez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryswyck aura lieu, & sera executé comme s'il étoit inseré ici de mot à mot, ce faisant, les Troupes de Sa Majesté qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent auront le passage sur & libre dans lesdits Lieux & Païs, de même que dans le surplus des Etats de Sadite Altesse Royale, en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryswyck, ayant été stipulé que l'on conservera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien usage & liberté de commerce qui doit dorenavant être exactement observé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune desdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le présent Traité plusieurs Points, & de regler les difficultez à l'occasion de l'ancien usage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajouter audit Article du Traité de Ryswyck concernant cette matiere, afin que la reciprocité qui a été l'objet desdits Usages & des Concordats, soit encore mieux entretenue, ainsi qu'il sera porté par les Articles suivans.

XXXIV.

XXXIV. En execution des mêmes Concordats & des Privileges respectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entiere liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir toutes sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique desdits deux Païs, à la charge de satisfaire aux Peages anciens seulement, tels & en la maniere déclarée ès Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puissent être, au préjudice de ladite liberté de commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir des denrées, vivres & marchandises provenans des Manufactures, & Etats Etrangers, en satisfaisant aux anciens Peages comme en l'Article précédent. Et en cas de marchandises étrangères dont

dont l'entrée, l'usage ou le Commerce feroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront passer debout, traverser & sortir en observant les conditions & précautions exprimées ès Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du present Traité, & toujours en satisfaisant aux anciens Péages.

XXXVI. Ce qui est porté par les deux Articles précédens sera observé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faisant partie de la Généralité de Metz, qui ont été cedez à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pyrenées du 7. Novembre 1659. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. soit par Son Altesse Royale dans le Traité de Ryswyck du 30. Octobre 1697. & dans le present, toutes lesquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavez, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant énoncée bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Généralité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires demeurent exceptez, comme
du

du passé, du benefice desdits reciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous lesdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & transporter les fruits, vivres & denrées de leur cru & commerce de l'un desdits Païs à l'autre, excepté en cas de disette si considerable, que si les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou administrations vulgairement appelé Canon, il ne restât pas ausdits Fermiers des grains en suffisance pour réensemencer les Terres affermées, en ce cas les Propriétaires seront obligez de leur laisser les semences, necessaires, sauf à les reprendre par préférence & privilege à la recolte suivante.

XXXVIII. Pourront aussi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & transporter toutes especes de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concru reciproquement, comme bon leur semblera, à condition néanmoins qu'en cas de disette considerable, il ne leur sera pas permis de faire sortir desdits deux Païs, les choses necessaires à la vie, qu'ils y auront acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils soient, lesquels Païs,
audit

audit cas de disette, sont par le présent Traité, reputés étrangers par rapport aux Païs de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité & aux Etats de Sadite Altesse Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour subvenir en cas de disette aux besoins, & à la consommation naturelle desdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans desdits Païs auront la faculté de transporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de disette, les gerbes de grains, les foin, les raisins ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en espece sur les heritages dont ils sont Propriétaires, Fermiers ou Cultivateurs, situez dans les Bans & Finages dependans de l'un ou de l'autre Païs lorsque lesdits heritages feront partie & seront dans la proximité des Metairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celui de l'autre Etat ou Païs où reside le Sujet qui en voudra faire le transport sans que pour raison d'icelui, il puisse être assujéti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Païs auront de leur cru & con-
és

48 LES INTERETS PRESENS

és biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils feront leurs residences , lesquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Païs à l'autre , quand bien même dans ce transport ils passeroient accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Païs , comme Territoire emprunté , sans que pour raison de ce passage , il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XL I. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Païs du Duc de Lorraine , sont les droits de Haut-conduit spécifiés dans la Déclaration du mois d'Août 1704. fondée sur les anciennes Ordonnances , Reglemens & Tarifs de ses Predecesseurs , suivant laquelle Déclaration tous lesdits Sujets de la Generalité de Metz compris au present Traité , payeront le Droit de Haut-conduit à la reserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après , qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées , & en consequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Déclaration , & tous les autres que Sadite Altesse Royale & ses Successeurs ou
leurs

leurs Fermiers Généraux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutesfois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Departemens qui font la division de son Pais, conformément à ladite Declaration; au moyen de quoi il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en représentant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut - conduit seront expédiés sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées, & il ne sera delivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront comprises dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passées en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmés par le present, & en conformi-

té de ce qui y est porté , les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz , seront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains , foins , pailles & bois provenans de leur cru & concru , soit en les transportant des Païs du-Duc dans ledit Evêché , pour les y consommer , soit dudit Evêché dans les Païs de Sadite Altesse Royale pour les y commercer ; mais ils seront seulement assujettis au Droit de Haut-conduit pour les fruits , denrées & effets qui leur proviendront d'achat , Commerce , Ferme , ou admodiation qu'ils auront faits tant dans lesdits Païs de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux , suivant les Tarifs reglez par lesdits Traitez pour les Districts de Chateaufalin , de Nancy & de Salin-l'Etape , y enoncez sous les denominations de Salone , Drouville & de Domepure , & ce pour les choses marquées ausdits Tarifs seulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalsbourg , des Villages & dependances de la principauté dudit Phalsbourg , cedez au Roi tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le présent , les Habitans de la Ville de Saarbours , des Villages de Niederwiler

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 51
wiler & autres compris dans la route de
Metz audit Phalsbourg, formée en exe-
cution du même Traité de 1661. sont
faits participans des distinctions & avan-
tages acquis dans les Etats du Duc aux
Sujets & Habitans de l'ancien Territoi-
re de l'Evêché de Metz, par les Con-
ventions d'entre les Evêques de Metz
& les Ducs de Lorraine, moyennant
quoi la réciprocité y stipulée en faveur
des Sujets desdits Ducs, dans ledit
Evêché de Metz, sera à leur égard pa-
reillement pratiquée dans lesdites Vil-
les & Lieux de Phalsbourg, Saarbours,
Niderswiller & autres énoncez au pre-
sent Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans
de la Ville de Toul & Païs Tulois,
demeureront exempts & dechargez des
Droits de Haut - conduit, de Saint
Epure, dont le Bureau est transféré à
Gondreville dans tout son District pour
toutes sortes de fruits, Denrées & Mar-
chandises nécessaires à leurs propres be-
soins, & consommation dans ladite Vil-
le & Païs Tulois. Seront encore les-
dits Bourgeois & Habitans exempts de
tout Droit de Haut - conduit dans les
quatre autres Districts pour les Fruits &
Denrées de leur cru & con cru qu'ils
transporteront desdites Villes de Toul

& Païs Tulois dans les Etats de Sa-
 dite Altesse Royale , pour y être pa-
 reillement consommez : mais les Bour-
 geois & Habitans de la Ville & Païs
 Tulois resteront comme du passé su-
 jets au Droit de Haut-conduit pour les
 Fruits, Denrées & Marchandises qu'ils
 feront passer par les Etats du Duc pour
 les transporter ailleurs que chez eux ,
 & reciproquement les Sujets de Son Al-
 tesse Royale payeront les anciens Droits
 à Toul & Païs Tulois dans ce dernier
 & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu au-
 cun Droit de Haut-conduit sur les me-
 ntes Denrées qui seront portées en la
 Ville de Verdun pour y être consom-
 mées, soit qu'on les porte à bras ou à
 hottées, ou qu'e'les y soient voiturées
 par Chevaux, Asnes, Chars, & Cha-
 rettes, comme Braise, Charbon, Fa-
 gots, Bois de Chauffage, Volailles,
 oisillons, Pommes, Poires, & autres
 menus fruits qui paroîtront visiblement
 être destinez à l'usage des Bourgeois &
 Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les
 anciens Droits, que les Sujets dudit Duc
 seront obligez & tenus de payer dans
 les trois Evêchez & autres Villes &
 Lieux de la Généralité de Metz, compris
 au

au present Traité, lesquels Droits il est necessaire de constater pour prévenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établissemens desdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits seront fixez & arrêtez sur le pied de l'usage de l'année 1600. dont on dressera des Tarifs par Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documens, Registres, & Enseignemens ou Usages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roi, ou des Villes dans les Païs & Lieux cedez par l'Espagne à la Couronne de France, & qui sont joints à la Généralité de Mets, ils seront fixes à l'époque de l'année 1641. sur les Titres, Registres, Tarifs, Enseignemens & Usages à rapporter par les Fermiers du Roi, leurs Proposez ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaise au Roi de faire ci-après percevoir les anciens Peages de Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixez comme il ensuit dans les Villes de Long-

wy , Marville , Saarlouis , & Sierck ,
 & Villages & Lieux en dependans , qui
 y font sous la domination de France.
 Sçavoir que les Sujets de Lorraine re-
 sidens dans le District ou Departement
 dudit Haut-conduit du Barrois , ne
 payeront point le Droit du Haut-con-
 duit dans Longwy , Marville & de-
 pendances , & reciproquement les su-
 jets du Roi desdites Villes de Long-
 wy , Marville , & dependances , seront
 exempts du Haut-conduit du Barrois
 dans tout son District ; mais le surplus
 des sujets du Duc venant esdites Villes
 de Longwy , Marville & dependances ,
 payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les sujets de Sadite Altesse Royale
 residans dans l'étendue du Haut-con-
 duit de Châteaufalin , ne payeront pas
 le Droit d'icelui dans les Villes de Saar-
 louis , Sierck & leurs dependances &
 reciproquement les sujets du Roy des-
 dites Villes de Saarlouis , Sierck , &
 dependances seront exempts du Droit
 de Haut-conduit de Châteaufalin dans
 tout son District : mais le surplus des
 Sujets de Lorraine venant esdites Vil-
 les de Saarlouis , Sierck , & depen-
 dances , payeront le Haut-conduit de
 Châteaufalin , le tout suivant que les
 Droits de Haut-conduit du Barrois & de
 Châ-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 55

Châteaufalin font énoncez dans la Declaration de Lorraine du mois d'Août 1704. à l'expection néanmoins des cas portez aux Articles XXXIX. & XL. du present Traité , pour lesquels les sujets des deux Souverains demeurent reciproquement exempts de tous Peages & Droits.

XLVIII. Les sujets de Son Altesse Royale qui voudront déposer leurs Bois sur le Port de la Riviere de Mozelle près la Ville de Toul , y payeront les Droits de la Ville sur ledit Port , tant & si long-tems qu'ils voudront s'en servir seulement

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant specifiez , que les sujets des trois Evêchez & des Païs dependans de la Généralité de Metz , compris dans le present Traité , doivent payer dans les Etats du Duc , ils seront encore obligez de payer tous les autres Droits y établis , soit d'entrée & issue foraine , de traverse , & autres pour les vivres , denrées & marchandises qui ne seront destinez à leurs besoins & consommations naturels , mais dont ils feront commerce , & qu'ils voudront transporter ailleurs que dans lesdits Païs de la Généralité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin

1604. subsistera selon sa forme & te-
neur, & demeurera commun avec tous
lesdits Sujets, lesquels en consequence
seront obligez de prendre des acquits
à caution dans les Bureaux où ils char-
geront s'il y en a d'établis, sinon au pre-
mier Bureau plus prochain de leur pas-
sage, pour les vivres, denrées & mar-
chandises qu'ils destineront à l'usage &
consommation de l'un ou de l'autre des-
dits deux Païs, lesquels acquits à cau-
tion seront expediez sans deballer, sous
le nom de chaque Proprietaire & Mar-
chand qui fera entrer, passer, ou sor-
tir lesdits vivres, denrées & marchan-
dises, & non sous le nom des Voituriers
& Conducteurs d'icelles. Pour l'effet
duquel acquit à caution, ils donneront
gages ou caution de renvoyer dans
quinze jours ou trois semaines au plus
tard lesdits acquits, certifiez par l'un
des Officiers qui sera commis à ce su-
jet dans chacun Hôtel de Ville desdits
Etats & Païs, & par le Maire ou prin-
cipal Officier des Bourgs, Villages &
autres Lieux où les dechargemens au-
ront été faits, portant que les vivres,
denrées & marchandises mentionnées
& déclarées esdits acquits à caution, y
auront été déchargées pour y être distri-
buées sans fraude, & sera l'émolument
des

des Commis des Bureaux fixé à quatre gros , faisant trois sols tournois pour la délivrance , reception & décharges de chacun desdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz seront , suivant le Traité du 25. Septembre 1610. dispensés de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article precedent , de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg , de Saarbourg, Niderswiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg réglée en execution du Traité de 1661. à la charge néanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine , où ils chargeront , ou dans le plus prochain de leur passage , un Certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabellion , portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandises sujettes ausdits impôts qu'ils y auront chargées , ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz , Principauté de Phalsbourg , Saarbourg, Niderswiller & autres Lieux de ladite route , avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice , dans quarante jours , d'y avoir conduit & déchar-

58 LES INTERETS PRESENTS

gé leſdites denrées & marchandises ; moyennant lequel Certificat le Com-mis du Bureau Lorrain leur délivrera un Paſſavant ſans frais , qui ſera ren-voyé avec ledit Certificat & témoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité de Metz , ci-devant deſignez , qui feront embarquer au Croſne de Nancy , & voiturier par eau du dit Nancy à Metz des effets, den-rées & marchandises , ſeront tenus , ou-tre les Droits du haut-conduit de Nan-cy & des autres Diſtricts , ſelon les dif-ferens cas ci-devant expliquez & deter-minez , de payer encore pour le Droit du Croſne , ce qui eſt porté au Tarif de 1666. ainſi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres , moyen-nant quoi leſdits Sujets des trois Evê-chez & des Païs de la Generalité , ne payeront pas le Haut-conduit du Bar-rois , ès Villes & Lieux où la Riviere de Mozelle touche aux Terres du Bar-rois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en ſera de même pour les ef-fets , denrées ou marchandises que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener ſur ladite Riviere à Nancy , pour leſquelles ils ne payeront rien en paſſant ſur le Diſtrict du Haut-
con-

conduit du Barrois , mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy , & les Droits de Crofne en y arrivant.

LIV. A l'égard des effets , denrées & marchandises que les mêmes Sujets voudront embarquer sur la Mozelle dans les Lieux du District du Haut-conduit du Barrois qui sont entre les Villes de Nancy & de Metz , ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz , seroient dechargées en chemin dans l'étendue du même District du Haut-conduit du Barrois , lesdits Sujets seront obligez de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars , Charettes & chevalées qui auront transporté lesdits effets , denrées & marchandises sur ou depuis les bords de ladite Riviere , à la reserve néanmoins que pour les denrées provenans du cru & concru des Habitans de l'Evêché de Metz , Principauté de Phalsbourg , de Saarbourg , Niederwiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg , destinées à leur consommation , pour lesquelles , suivant les Articles 43. & 44. ci-devant , ils sont exempts de payer aucun Haut-conduit : ils seront au cas susdit pareillement dispensés de payer celui du Barrois : il en sera de même pour

les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dependances, lesquels suivant l'article XLVII. ci-devant sont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & presque des Loix & autres considérations, ayant ci-devant donné lieu à établir de l'autorité & agrément des deux Souverains, une reciprocité d'Hypotheques des Actes publics passez dans l'un & dans l'autre Païs, qui subsiste entre plusieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets : il a été convenu que cette reciprocité d'Hypotheques sera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Païs de la Generalité de Metz comprises en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit Duc; & en consequence que tous les Actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres instrumens qui seront ci-après passez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires, Tabel lions, Gardenottes & Greffiers desdits deux Païs, emporteront réciproquement pareilles Hypotheques dans les mêmes Païs & telles qu'ils les auroient selon

selon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être passez naturellement avant la presente Convention , à condition néanmoins que les Droits de Seaux , ou de Bullete dus pour les Contrats réels , seront payez dans les Lieux où seront situez les héritages & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au surplus , tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre lesdits Etats & Païs , seront observez & exécutez en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou derogé par le present.

LVII. Les Sujets du Roi de la Prevôté des Vaucouleurs & dependances , ne payeront aucun Droit , pas même de Haut-conduit , pour les denrées & marchandises provenant des Terres de la Domination de Sa Majesté , qu'ils feront passer & traverser sur celles du Duc pour la consommation de ladite Prevôté & dependances , non plus que pour celles qu'ils transporteront de ladite Prevôté & dependances dans lesdites Terres du Roi , & reciproquement les Sujets de son Altesse Royale , ne seront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dependances pour le passage & la traverse qu'ils y feront de leurs

62 LES INTERETS PRESENTS

leurs denrées & marchandises provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur consommation.

L VIII. Les Sujets du Duc ou autres lesquels venant des Païs Etrangers dans ceux de Sadite Altesse Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Païs de la Generalité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturier dans lesdits Etats du Duc des marchandises des Indes, de la Chine, du Levant & autres Païs ou Manufactures Etrangères dont le Roy a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'usage, debit & Commerce dans ses Etats, par Arrêt de son Conseil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majesté & ses Successeurs pourroient défendre à l'avenir, seront tenus de déclarer à la première Ville ou Lieu de la Domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a; & s'il n'y en a pas, au Commis ou Préposé dans chacun des Lieux ci-après spécifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire entrer, traverser & passer sur lesdites Terres de la Generalité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots

lots, Caisses ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Préposé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandises seront destinées, certifiera qu'elles y auront été déchargées avec les plombs entiers & en bon état; & à faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalitez du present Article, ils seront condamnés en cinq cens livres d'amende, & lesdites Marchandises défendues, les Chevaux & équipages qui les auront conduits, declarez acquis & confisquez au Roy.

LIX. Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligés, s'ils en sont requis, de représenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté s'il y en a, sur leur passage, lesdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets plombés en bon état, ensemble ledit Acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur Visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles

reilles représentations , s'ils en sont requis en chemin par les Commis Ambulans , & Roulans en Campagne pour le service des Fermes de Sa Majesté , sans obligation néanmoins de prendre leur Visa.

LX. Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligés de séjourner ou de décharger lesdites Marchandises en route , il leur sera permis de le faire à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roy , s'il y en a dans le lieu , sinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoutumé de déposer les Marchandises ; & à défaut de Lieux publics destinez à cet effet , ils les déposeront chez un notable Habitant , & en feront sur le champ leur Déclaration aux Subdeleguez de l'Intendance de Metz , dans les Villes où il y en aura , sinon au Syndic , Mayeur , ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligés de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles , plombs , fabrication ou impression desdits plombs , non-plus que pour la confection , expédition & reception desdits Acquits à caution & Visa d'iceux ,

ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt encas fortuit : à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Préposez, ensemble les Officiers seront obligez de fournir & vaquer incessamment avec diligence & de bonne foy, en sorte que lesdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni interest par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les Lieux où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur Déclaration & plomber, seront quant à present les ci-après nommez; sçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera réputé à Cousonvoy, Mouzon & Verdun, au choix desdits Marchands & Voituriers; & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour lesdites Routes, il sera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Préposez, pour recevoir les Déclarations & plomber, sçavoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par eau sur la Saare, un à Valdevange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village

Village de Theting ; pour la route de Francfort à Metz , un en la Ville de Vic , fauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour déclarer & plomber , ou à en changer pareillement quelques-uns de ceux ci-deffus énoncez s'il est jugé neceffaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputez en fraude avant que lesdits Bureaux ou Préposez foient établis , & en état de plomber ; & après qu'ils l'auront été , lesdits Marchands & Voituriers ne seront censez être en fraude , quelques routes qu'ils ayent tenues , qu'après qu'ils auront passé les détroits des Lieux de l'établissement desdits Bureaux ou Préposez , sans y avoir fait Déclaration & plomber ; mais s'ils sont rencontrez après en avoir passé le détroit , sans y avoir fait Déclaration & plomber leurs Tonneaux , Ballots , Caiffes , & Paquets de Marchandises défendues , ou si les plombs s'entrouvent alterés ou rompus , lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-devant.

LXIV. En cas que dans la suite Son Altesse Royale ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs , certaines espe-

ces de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser seront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoi l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commissaires respectifs, des Bureaux où elles seront déclarées & plombées sous les mêmes peines.

LXV. Les délits & méfus commis ès Bois & Forest appartenans au Duc situés dans l'Evêché de Metz, seront conformément aux Concordats passez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz ès années 1603. 1615. 1621. & autres, poursuivis & jugez sans appel par devant les Juges communs du Sr. Evêque de Metz, ou de ses Vassaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans son District, d'autre part, sans qu'aucun autre Tribunal supérieur ou inférieur, quel qu'il soit, puisse en connoître, sauf aux Parties dans le cas de dény de Justice ou de nullité de Jugemens, à se pourvoir en recours pardevers les Commissaires qui seront nommez par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, pour connoître en dernier ressort desdits deux cas seulement.

LXVI. La même chose sera observée
pour

pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situez sur les Lieux compris dans la route désignée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le présent Traité sont rendus participans des avantages particuliers acquis aux sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en conséquence, les délits & méfus qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugez sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercez suivant qu'il est porté en l'Article précédent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Generalité de Metz compris dans ce present Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Païs de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Altesse Royale, seront tenus d'accorder parcatissant pour assigner les délinquans es Forêts de l'un desdits Etats & Païs, quoi
que

que residans dans l'autre , dans le cas où la procedure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes pareatis seront aussi accordez sans difficulté pour l'exécution des Jugemens qui pourroient être rendus en conséquence, tant en première Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII. Le present Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Altesse Royale , & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines , ou plutôt , si faire se peut , à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale , & sous leurs bons plaisirs , en vertu de nos Commissions & Pleins-pouvoirs respectifs , avons esdits noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires , & à icelles fait apposer lescachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier 1718.

(L.S.) DE BARBERIE	(L.S.) J.B.MA-
DE SAINT-CONTEST.	CHUET.
(L.S.) LE FEVRE	(L.S.) F. BAR-
D'ORMESSON.	ROIS.

Ce Traité fut ratifié par S. M. Très-Chrétienne le 31. Janvier ; & par S.A.R. le Duc de Lorraine le 24. du même mois 1718. [Q.]

[Q.]

1715. R E N O U V E L L E M E N T
*d' Alliance entre la France & les Can-
 tons Catholiques de Suisse , conclu à
 Soleure en 1715. tiré du Mercure
 Historique.*

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

C O M M E ainsi soit , que pendant la Diete tenuë à *Lucerne* au mois de Decembre 1713. par les Louables Cantons Catholiques & la Louable Republique de Valais, Mrs. les Deputez auroient mûrement reflechi sur l'état présent del'Europe , sur celui du Louable Corps Helvetique en general , & sur le grand malheur arrivé à la France par la mort de Mr. le Dauphin: Et considéré que par cette perte l'Alliance conclue en 1663. avec très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur L O U I S XIV. par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Ast*, Seigneur de *Gennes*, &c. glorieusement regnant , se trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger , & à huit ans après son

son décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance est utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui composent le Louable Corps Helvetique ; & en même tems reconnu le bien qui en resulteroit, en la portant le plus loin qu'il seroit possible ; Ils crurent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à son Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambassadeur du Roi en Suisse, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à sa Majesté, & eux à leurs Supérieurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde, a voulu que S. M. les Cantons & la Republique de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées ; en sorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne, Ury, Schuitz, Undervalde* haut & bas, *Zug* avec les Offices extérieures, *Glaris Catholique, Fribourg, Soleure, Appenzel Catholique*, République & Païs de *Vallais* de l'autre part, ayent donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiquez & trouvez en bonne forme : Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent, pour la sûreté, défense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchez,

72 LES INTERETS PRESENTS
Duchez , Principautez , Villes , Païs ,
Seigneuries , Droits , Terres & Sujets ,
tels qu'ils soient , que nous avons &
possession , aurons ou posséderons tant
deçà que delà les Monts.

PREMIEREMENT.

ON declare expressement, que quoi-
que tous les Cantons & Etats qui
composent le Corps Helvetique , ne
soient pas compris & denommés dans
le present Traité , l'intention est de les
inviter (autant qu'il sera convenable)
à l'accepter , n'ayant pas lieu de dou-
ter , qu'y trouvant leur avantage , ils n'y
donnent volontiers les mains , puisqu'il
est également glorieux à tous , & ab-
solutement nécessaire pour le maintien de
la Republique en général.

II. Que les Traitez de Paix perpe-
tuelle , & d'Alliance ci-devant conclus ,
seront regardez comme la base de celui-
ci , & comme une preuve constante de
l'ancienne Union entre les deux Na-
tions : mais le tems apportant du chan-
gement en toutes choses , & pouvant
arriver , que par des variations inévi-
tables , ou par des explications differen-
tes , les anciens Traitez ne soient pas
religieusement observez dans tous leurs
Points,

Points, nous avons trouvé bon du ratifier de nouveau par la presente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommement la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663. & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations le Roi Très-Chrétien, pour micux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveler la presente Alliance, pour être continuée avec le Serenissime Dauphin Héritier presomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté, qu'après le decez du premier Roi Successeur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-Chrétiens qui succederont, aussi bien que les Cantons, Republicues & Etats, jureront & ratifieront l'exacte observation de la presente Alliance dans tous ses Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prévûs dans ce Traité, ou auxquels le laps du tems auroit apporté quelque alteration; ce qui se fera à chaque changement de Regne, par les Ambassadeurs pourvûs des Pleins-pouvoirs necessaires, & par les Deputez munis du Plein-pouvoir de

Tome VI. D cha-

chaque Canton de la Suisse, Republique & Etat qui seront compris dans la présente Alliance : cette precaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à présent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage reciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les Louables Cantons, la Republique de Valais, & Alliez compris dans la Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soumis à Sa Majesté & au Corps Helvetique, fait envisager le bénéfice qui en doit resulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidelité reciproque, laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, en convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663. Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué intérieurement, soit par des Forces étrangères, ou par des divisions intestines, le Corps Helvetique en ces deux cas accordera sans aucun delai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes laquelle levée ne pourra être
de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 75
de plus de seize mille hommes : Et les
Troupes Suisses ne pourront être em-
ployées que par terre , & non sur Mer ,
conformement à l'Article VII. de l'Al-
liance de 1663. Cette levée se fera aux
depens du Roi alors regnant , qui choisi-
ra & nommera les Colonels & Capitai-
nes de tous les Cantons, Republique , &
Etats dont on prendra le monde. Lorsque
S. M. aura tiré desdites Troupes les servi-
ces desirez , elle les renvoyera chez eux
par des Routes, après leur avoir payé tou-
tes les soldes qui pourront leur être dûës,
jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons.

V. Que si en échange le Corps Helveti-
que ou quelque Canton ou Etat en parti-
culier, étoit attaqué par quelque Puissan-
ce étrangere , ou qu'il fût troublé inte-
rieurement : au premier cas , Sa Majesté
les aidera de ses Forces , suivant que la
nécessité le demandera , & que les Can-
tons en prieront Sa Majesté : & dans le
second cas , comme Ami & Allié com-
mun , S. M. ou les Rois ses Successeurs
employeront , sur la requisition de la
Partie molestée & grevée , toutes sortes
d'offices amiables , pour porter les Par-
ties à se rendre une réciproque justice ;
& si cette voye n'avoit pas tout l'effet
desiré , Sa Majesté , ainsi que les Rois
ses Successeurs, sans rien faire qui de-
truisse

truise la présente Alliance , pour l'exécuter dans son véritable sens , emploiera à ses propres dépens les Forces que Dieu lui a mises entre les mains , pour obliger l'Agresseur de rentrer dans les regles prescrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. Sa Majesté & les Rois ses Successeurs , se déclareront Garans des Traitez qui pourront se faire entre les Louables Cantons , supposé que Dieu permet , qu'il arrivât quelque division entr'eux.

VI. Les Officiers , Soldats & autres , attachez au militaire & à la solde du Roi , seront exempts de toutes Taxes faites , ou à faire , soit Capitation , Dixième , ou autres Impositions , quelque nom qu'on puisse leur donner , par rapport à leurs appointemens ou à leur solde.

Si les susnommez ont acquis , ou s'ils possèdent des Biens fonciers en France , sans examiner s'ils les tiennent d'eux , de leurs Femmes , ou autrement , ils en jouiront leur vie durant , aussi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité , en la même maniere que peuvent en jouir les Communaux , ou les Nobles ; en sorte que les Suisses susnommez n'auront à supporter que les Taxes , ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils posséderont.

Mais

Mais si lesdits soldats , quoi-qu'au service , entreprenoient , par eux , ou par leur Femmes , de faire quelque commerce , ou d'exercer un Métier , lequel métier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de S. M. en ce cas ils se trouveront confondus , & ne pourront prétendre d'autres prérogatives , que celles dont les sujets du Roi jouiront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'intérieur du Royaume , ou dans les Places frontières , jouiront de toutes les franchises , mais sans abus ; & pour les prévenir , on réglera suivant les anciens Traitez & Usages , ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par rapport au nombre des Troupes qui s'y trouveront , savoir en Vin , Viande , Tabac , Eau de vie , & autres Denrées nécessaires à leur subsistance ; & si lesdits Vivandiers Suisses en abusoient , & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit , ils seront soumis à la confiscation de ces Vivres , & à la Justice Suisse , pour être châtiés dûement.

VIII. La Solde , soit de Guerre , soit de Paix , subsistera sur le pié qu'elle est établie presentement ; savoir en tems de

D 3 Guerre ,

Guerre , lorsque les Regimens seront destinez pour servir dans les Armées , & marcher en Campagne , 17. livres 8. sols par homme par mois , & 1960. livres pour l'Etat Major aussi par mois ; & en tems de Paix , ou lorsqu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entière dans des Garnisons éloignées de la Frontière où la Guerre se fera , 16. livres par homme par mois , & 1000. livres pour l'Etat Major , aussi par mois , à la reserve du Regiment des Gardes Suisses : mais si les Troupes Suisses , qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne , ou dans les Places voisines de la Guerre , recevoient ordre d'y marcher , elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs , seront reputez complets , & jouiront de 27. hommes de gratification , ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers , que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes , le Capitaine perdra de sa gratification , suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de
la

la Nation , qui sont actuellement au service de Sa Majesté.

XI. Lors qu'étant en Campagne , les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considerables par des Sieges ou des defenſes des Places , & par des Batailles , Sa Majesté leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois , suivant qu'elle l'estimera juste , pour reparer leurs pertes ; pendant lequel tems leur payement sera ordonné , & le decompſé leur sera fait sur le pié de la première revûë , qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirez.

XII. Les Capitaines seront payez régulièrement tous les mois en argent , & ce , douze mois de l'année , moyennant quoi ils seront obligez de tenir une bonne Compagnie , de bons Officiers & Soldats , & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie , comme de Lieutenant , Sous-Lieutenant , Enseigne , & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées , on donnera 6000. livres argent de France par Compagnie de deux cens hommes , & cette somme sera deduite sur la Solde dans les six derniers mois de la première année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nou-

velles levées & aux recruës, des étapes à la sortie des Frontières de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & supposé qu'il y ait des Troupes licenciées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontières de la Suisse.

XV. Lors qu'il vauera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront; & si le Capitaine mort a des Parens, qui soient Officiers & capables, Sa Majesté les préférera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis, & continuera de permettre les recruës pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lorsque les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiez dans les revûës.

XXVIII.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton ; & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec sa Compagnie, seldits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recrues, sont obligez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, enforte qu'il ne reste personne desdites recrues, ou très-peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines ; il est convenu que l'Officier qui conduira une recrue, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable ; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de déboucher ladite recrue ; en ce cas le Canton où

la chose sera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpétuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ses Confederez, sujets, Terres, Païs & Seigneuries; & si les sujets de Sa Majesté contreviennent à cet Article, ils seront rappelés diligemment & punis selon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & sujets qu'il possède presentement ou possèdera à l'avenir; & si les sujets desdits Cantons y contreviennent, ils seront rappelés diligemment & punis selon leurs demerites.

XXI. Lors que S. M. Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs commanderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663. » qui
 » porte,

» porte, que s'il venoit durant la Guer-
 » re que S. M. T. C. ou son Successeur
 » se trouvât, ou voulût se trouver en
 » propre personne en quelque lieu ou,
 » endroit que ce fût à l'encontre de ses
 » Ennemis, Elle, ou sondit Successeur
 » pourra lever à ses depens, tant de Ca-
 » pitaines & Soldats qu'elle voudra, &
 » que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article
 XXII. de l'Alliance de 1663. conçu en
 ces termes : » Et d'autant que lesdites
 » Terres & Seigneuries possédées par
 » notre grand Oncle en l'An. 1521. ne
 » sont en notre possession, cependant
 » nous des Lignes, refuserons tous se-
 » cours, faveur, assistance & aide, sans
 » respect de qui que ce soit, & de quel-
 » que qualité & dignité que puissent
 » être, ou soient ceux qui voudroient
 » ce requerir.

Il est convenu expressement que si le
 Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs
 Successeurs vouloient rentrer dans la
 possession des Païs, Etats, Duchez,
 Principautez, Villes, Châteaux, Seig-
 neuries, Droits, & Terres stipulez dans
 l'Alliance du Roi François I. de glorieu-
 se memoire conclüe en 1521. le Corps
 Helvétique refusera tout secours, fa-
 veur, assistance & aide, sans respect

qui que ce soit , & de quelque qualité & dignité que puissent être , ou soient ceux qui voudroient requerir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi , M. le Dauphin , ou les Rois leurs Successeurs , & le Corps Helvetique jugeassent pour le bien des Parties , devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances , on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'ennemi commun ; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte , on s'oblige reciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix , Treve , ou suspension d'Armes , que de concert , en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité , qui ne soit également agréé par le Roi alors regnant , & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles , & comme tels seront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi , en justifiant de leur naissance , & qu'ils seront sortis de leur Pais avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationaux , & s'ils ont quelque métier ou Profession , ils pourront l'exercer en toute liberté , pourvû qu'ils se soumettent aux regles établies dans les lieux où ils éliront

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 85
ront leurs domiciles. Jouiront aussi de
l'exemption du Droit de Traite forain
pour les effets des Successions de ceux
de leur Nation decedez en France ,
pourvû qu'il en ait été fait inventaire
par les Juges des lieux ; suivant les re-
gles & usages ordinaires , & seront trai-
tez en tout comme les propres sujets de
Sa Majesté.

Quant aux Suisses qui la servent ac-
tuellement dans ses Troupes , à ses ga-
ges & soldes , ils seront exempts de tou-
tes charges , & n'en supporteront d'au-
tres , que celles qui seront attachées à
la nature des Biens qu'ils pourront ac-
querir comme les Nationaux dans les
Royaumes & Etats de l'obéissance du
Roi , jouissant au surplus de tous les
Privileges & exemptions qui leur ont
été accordez par les Rois Predecesseurs
de Sa Majesté , & par Elle , en vertu
des Traitez de Paix & d'Alliance. Les
mêmes Privileges & Exemptions sont
accordez à ceux de la Nation Suisse ,
qui auront été dans les Troupes de
Sa Majesté à ses gages & solde , pour-
vû qu'ils y aient servi pendant trois
années consecutives , & qu'ils en soient
sortis de l'agrément , & par un congé en
bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les sujets du Roi pourront
aussi

86 LES INTERETS PRESENS

aussi succeder en Suisse par Parentées , Testaments , Donations , ou tous autres Actes usitez , & seront protegez par les Magistrats & Juges établis ; en sorte qu'ils ne seront soumis à aucun Droit d'aubaine , traite foraine , ou autres pour leurs propres biens : mais pour ce qui est des biens Suisses , qui leur pourroient échéoir par mariages , ou autres Actes usitez dans le Païs , ils y seront maintenus de même que les Suisses , réservées pourtant les Regales & autres Droits usitez.

Les Marchands , Négocians , Messagers , Pelerins , & autres , pourront trafiquer & négocier sûrement , & sans aucun empêchement en corps & en biens , librement , & à leur volonté , aller , venir , séjourner , & demeurer en Suisse , sans fraude , ni deception , ainsi qu'il est expressement porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouïront ceux de la Nation Suisse sur le fait de leur Commerce dans le Royaume , de tous les Privilèges qui leur ont été accordez par les Rois Prédecesseurs de Sa Majesté & par Elle , ainsi qu'ils ont dû jouir en conséquence desdits Traitez : dans lesquels Privilèges Sa Majesté les confirme de nouveau , & veut qu'ils soient confirmez ,

mez, & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pourront transporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, pourvû qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passeports nécessaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une l'Alliance est, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Allié; il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le VIII. Article de la Paix perpétuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663. que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permettra aucun passage, soit en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune assistance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Assassins, & Perturbateurs du repos public, declarez tels par le Roi à l'égard des leurs, vinssent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la première requisiſtion, sans qu'il soit permis

88 LES INTERETS PRESENS.

permis à celui qui sera requis , d'examiner si le requérant fera bien ou mal fondé : prétexte qu'on veut prévenir , afin que cet Article ne soit jamais mal-interpreté & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit aussi , que des Voleurs se refugiaissent en France ou en Suisse avec les choses volées , on les saisira , pour procurer de bonne foi la restitution ; & si ces Voleurs étoient Domestiques , on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre , en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663 , d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes , Officiers , Soldats , Armes , Equipages , qui iront pour la défense des Etats , Pais , Places , Villes , Châteaux & Seigneuries appartenans à l'une desdites Parties ; & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée , & qui auroit besoin du secours & assistance de sondit Allié & Ami , à condition que dans ces passages il sera observé de payer régulièrement , & de n'apporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera ; & pour le maintien d'une bonne Police & Correspon-

respondance , il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des denrées : & pourvoiront tant à la sûreté des passans, qu'à celle des Païs & Peuples où la route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenuës de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi-bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquisitions ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, procès & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation différente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le Demandeur sera tenu de rechercher sa Partie par devant ses Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent presentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords, Sociétez ou Contracts, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se seroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naitre dans leurs Societez.

Le Roi & le Corps Helvetique s'obligent reciproquement, de faire rendre bonne & briève justice à celui, où à ceux

ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvetique.

XXXI. De plus Sa Majesté, d'une part & le Corps Helvetique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier ressort par les Juges des Cours Superieures, ou revetus de l'autorité suprême, soient exécutez dans les Etats dépendans de Sa Majesté ou du Corps Helvetique, comme s'ils avoient été rendus dans les Païs ou le condamné se trouvera après le Jugement; en sorte que si un François, pour frauder ses Créanciers ou Créditeurs, se refugioit en Suisse, il sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes les interpretations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on se promet de part & d'autre, de s'en raporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contracts & Obligations dont on est convenu dans les Traitez, Actes particuliers & Lettres Annexes, seront continuées,

nuées, & se payeront régulièrement tous les ans, ainsi que de coutume, dans la Ville de *Soleurre*, & en especes ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, reservez.

Et de la part de nous les Cantons & République & Pais de Vallais sont reservez, le Pape, St. Siège Apostolique, le Sacré Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis; aussi bien que toutes nos Franchises & Libertez, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Ordonnances, Contrac̃ts, Intelligences, & Confédérations que nous avons entre nous, qui ont été reservez dans l'Alliance de 1663, & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite reserve, au cas que quelqu'un d'entre nous desdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou molester par Guerre lesdits Reservez.

XXXIV. Et si aucuns des Reservez desdites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre.

tre partie dans les Royaumes , Etats , Païs, Duchez Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, possède, & a droit, tiendra, possèdera, & aura Droit, lors l'autre Partie sans égard, & sans considération, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molestans, ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, lesdits Cantons déclarent, qu'elle est & sera toujours purement & expressement réservée & préférée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent postérieures à l'An 1521, depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce, le très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. Roi Très-Chrétien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Ast*, Seigneur de *Genes*. &c. Et les Cantons & République & Païs de *Valais* ci-dessus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette susdite Alliance, Confédération, Obligation, Intelligence auxiliaire,

re , ont juré & promis , jurent & promettent par la présente , pour eux , & pour leursdits Successeurs , de l'observer & exécuter de parole & d'effet , fermement & inviolablement en tous ses Points & Articles , comme ils sont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambassadeur du Roi , & les Députés des Cantons & République ci-dessus mentionnez , avons signé le présent Traité , fait double en François & en Allemend , & y avons apôsé les cachets de nos Armes , après avoir promis que les Ratifications de Sa Majesté , & celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & dûe forme , & échangées respectivement dans l'espace de deux mois , à compter du jour de la signature du susdit Traité , & après être tombé d'accord , que le Roi pourra dans cinq ou six mois , ou plutôt à sa volonté , déclarer ceux qu'il lui plaira de sa part , pour être ensuite inserez dans l'Article XXXIII.

Fait à Soleurre le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte DU LUC , & par 30.
Deputez

[R].

[R.]

1718. *TRAITÉ de Paix entre l'Empereur des Romains & l'Empereur Ottoman , conclu à Passarouvitx en 1718. tiré de l'Europæische Ruhe.*

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, necnon Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolia, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatia, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoscimus, & memoriæ commendamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris, quod cum Deo ita disponente inter Nos ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han,

Han, Ottomannorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, inventu & opera mediatoria Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, post colloquia sub tentoriis ad Passarovicium in Serviæ Regno cum in finem instituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiariorum cum idoneis mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & conclusa sit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ sequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

In Nomine Sanctissima, & Individua Trinitatis.

POST QUAM duobus abhinc Annis infausste accidit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiae, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Supe-

Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lufatiæ Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una : & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte, Pax & tranquillitas illa, quæ per Gloriosissimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædecessores Carolicii in Syrmio conclusa, & stabilita fuerat, summum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum jacturam per nova quædam diffidia ante elapsum terminum interrumpébatur, exindèque cruentum ac exitiale bellum exortum sit, quod magnas Regnis & Provinciis devastaciones, & Populorum desolationes attulit; Divina tamen opitulante Clementia tam salutaria ambo Imperia receperunt consilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, & evitanda humani sanguinis effusione, nec non prospicienda Subditorum salute & bono recogitaretur.

Ideo interpositis Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum
Genera-

Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eò res perductæ sunt , ut ad tractandam & concludendam Pacem , ac renovandam pristinam amicitiam Legati Plenipotentis sat amplis instructi in certum locum mitterentur , ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo , Comes de Virmont , Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Dominus Michael à Talman , Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius ; ex parte verò Serenissimi ac Potentissimi Magni Sultani, Ahmed Han , Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ Imperatoris, Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus Ibrahim Aga , Ærarii Ottomannici secundæ divisionis Præses, & Excellentissimus Dominus Mehmed Aga, ejusdem Ærarii tertiæ divisionis Præses : nec non nomine Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentissimus Dominus Robertus Sutton , Eques Auratus ; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum

Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium mensis Maii hic Passarovicii comparuere, qui solemni Congressu, & habitis quibusdam sub tentorio usitato more Colloquiis, exhibitisque mutuo Plenipotentis ita felici successu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in sequentes viginti mutuos Articulos convenirent.

I. Provinciæ Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Transylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus distinguantur & separentur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confinium termini observentur, nullaque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum partes Valachiæ cis Alutam fluvium sitæ cum locis & Munimento Temeswarini in potestate, & possessione Sac. Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis sint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: **UT I POSSIDETIS**, in ejusdem Potestate & Dominio permaneant, ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomanorum Imperatorem pertineat.

E Transylvania elabens fluvius Aluta usque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii

bii fluvii versus Orfavam usque ad locum , è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit , constituentur confinia , atque , ut antehac circa fluvium Marusium observatum fuerat , Aluta , quoad potationem pecorum & piscationes , aliosque hujusmodi perquam necessarios usus , utriusque Partis Subditis communis sit.

Germanorum , eorundemque Subditorum Navibus onerariis è Transylvania in Danubium ultro citroque commeari liceat ; Subditis vero Valachis navicularum piscatoriarum , aliarumque Cymbarum absque impedimento usus permittitur ; Naves tamen molendinariae in locis convenientibus , ubi Navigationi Mercatorum obesse non possunt , communi Gubernatorum in confiniis existentium consensu collocentur.

Et , cum nonnulli Bojari , alique minoris conditionis ex Valachia Ottomanica tempore Belli ad Partes Romano-Cæsareas se receperint , ii vigore hujus Pacis ad pristinos Lares revertere , & ibi commorando , ad instar aliorum , habitationibus , bonis , & terris suis pacificè frui poterunt.

II. A loco , ubi Timock in Danubium influit , circiter decem horas sursum utriusque Imperii confinium constituitur ;

Isperlek-Bania cum suis antiquis Territoriis sub Ottomannico : Resſova verò sub Romano Imperatorio Dominio permanentibus , & inde inter montes versus Parackin pergatur , ita ut , Parackin Romano-Cæsareæ , & Rasna Ottomanicæ Ditioni relictis , inter utriusque Medium per congruum situm progressio fiat in Istolaz , & ibi transeundo per parvam Moraviam juxta citeriorem ripam ad Schachak , & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur , inde flectendo circa Territorium Zockolense eatur Belinam ad ripam Drinæ fluvii sitam , Belgrado , seu Alba Græca , Parackin , Istolaz , Schachak , Bedka & Belina cum antiquis suis Territoriis Augustissimo Romanorum Imperatori , cum à Sua Majestate possessa sint ; Zockol verò & Rasna cum suis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum suis emolumentis utriusque subditi communiter gaudeant.

III. Cum à Drina fluvio usque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi sitæ , sive apertæ sive occlusæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Militemunitæ sint , cum antiquis suis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Ejusdem Sac. Cæs. Regiæque Majestatis potestate per-

permanento, quare etiam integer fluvius Savus cum suis ripis ad eandem pertinet.

IV. A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad Territorium Antiqui-Novii, quod Porta Ottomannica possidet, in ripa Orientali dicti fluvii situm Jessenoviz & Dobiza, necnon aliquot Turres & Insulae, cum Praesidio Romano Caesareo-Regio insensae sunt, juxta fundamentum Pacis cum antiquis suis Territoriis Sacrae Suae Romano-Caesareae Regiaeque Majestati permanente.

V. Quemadmodum Novi-Novii Territoria in Occidentali Unnae ripa ex parte Croatiae sita, quae tum ad Augustissimum Romanorum Imperatorem pertinebant, post Tractatum Carlovicensem propter aliqua, quae tempore separationis limitum exorta sunt, dissidia & controversias, destructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomanico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & satisfactionem Suae Sac. Caes. Regiaeque Majestati restituantur, & in Eiusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus Locis & Terris revertantur.

VI. Loca demum, quae in partibus Croatiae, sita, à Savo fluvio distantia, ab utraque Parte possessa, & Praesidiis custodita juxta Carlovicensem Tracta-

tum cum suis Territoriis in utriusque potestate permaneant, atque, si quædam adhuc occupata fuerint, utriusque Imperii ad determinandos limites deputati Commissarii de controversiis decident, & usque ad extremitatem Croatia, eorum locorum Territoria, quæ in unius, aut alterius Imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separent, & determinent.

Sicuti per Carlovicensem, ita etiam per præsentem Tractatum liberum & licitum esto ab utraque Parte possessa Munimenta & Arces pro securitate utriusque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos Pagos ædificare, ubique sine impedimento & exceptione utrique Partis esto, dummodo sub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

VII. Pax ista quamvis secundum prædictas Conditiones bona concordia conclusa sit, attamen, ut omnia, quæ de confiniis promissa & acceptata sunt, ex omni parte effectum nanciscantur, constituentur quamprimum ab utraque Parte experti, fidi & pacifici Commissarii, iique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulatio, intra spatium duorum men-

mensium, & citius, si fieri poterit, Confinitia metis & terminis manifestis per superiores Articulos designata distinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratissime & citissime executioni mandentur.

VIII. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum separatione, stabiliti, siue deinceps, idoneo tempore per operam Commissariorum mutuo stabiliendi confiniumum limites sancte utrinque & religiose observentur, ita ut nulla ratione, aut prætextu extendi, transferri, aut mutari possint, neque liceat alicui Paciscentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel terminos, aut lineas quicquam juris, aut potestatis prætere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos siue ad deditioem, siue ad pendendum Tributum qualecunque, siue præteritum, siue futurum, siue ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestare, sed omnis altercatio ex integro amoveatur.

IX. Ad tollendas penitus quasunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re interposterum enascentes controversias differ-

rentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco oportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decident, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituent, quo utraque Pars suos homines & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observationem compellat; Quod si verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus sacris Capitulationibus duella & mu-
tuæ

tuae ad certamen provocationes fuerint vetitæ , imposterum etiam sint illicitæ , & , si qui ad singula certamen venire ausi fuerint , in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

X. IncurSIONES hostiles & occupationes , omnesque insultus clam , aut ex improvise facti , devastationes & depopulationes Territorii utriusque Domini omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ , Transgressores verò Articuli hujus ubicunque prehensi statim incarcerentur , & per Jurisdictionem loci , ubi capti fuerint , pro merito puniantur absque ulla remissione , & rapta , quæcunque sint , diligentissime perquisita & adinventata secundum omnem æquitatem Domin. suis restituantur ; Capitanei quoque ipsimet , Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solum , sed etiam vitæ & honoris , adstricti sint atque obligati.

XI. Pro Religiosis & Religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ , quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis , sive per antecedentes sacras Capitulationes , sive per alia signa Imperialia , sive per Edic-

ta & Mandata specialia favorabiliter concefferunt , ea omnia Sereniffimus Ottomannorum Imperator impofterum etiam obfervanda confirmabit , ita , ut Ecclefias fuas præfati Religiofi reparare & refarcire : nec non functiones fuas ab antiquo confuetas exercere poffint , & nemini permiſſum fit , contra priores Capitulationes , ac Leges aliquo genere moleſtiæ , aut pecuniariæ petitiones eoſdem Religioſos , cujuſcunque Ordinis & conditionis ſint , afficere , ſed confueta Imperatoria pietate gaudeant , & fruantur ; Præterea Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris ſolemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum fit , commiſſa ſibi circa Religionem , & loca Chriſtianæ viſitationis in ſancta Civitate Jeruſalem , aliisque in locis , ubi dicti Religioſi Eccleſias habuerint , exponere atque inſtantias ſuas facere.

XII. Publici Captivi antecedentis & præſentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti , & in publicis carceribus adhuc detenti conſideratione iſtius almæ Pacis eliberationem ſperant , nec poſſint diutius ſine læſione Imperatoriæ Clementiæ & laudatæ Conſuetudinis , ac Generoſitatis in eadem captivitatibus miſeria & calamitate relinqui ,

linqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti Captivi à die hujus Tractatûs Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem asserantur; Peculiariter, cum in partibus Transylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Stein cum penes eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur.

Cæteris verò, qui in privatorum potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, eliberationem suam honesto, & quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum, sive per testimonia sive per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; Et quandoquidem à parte Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum

Præfectorum , ut ad dimittendum Ottomanos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato , Dominos illorum adstringant , atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur ;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur , Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt , ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam liberè , securè , & pacificè exercent ; Romanorum Imperatori jam modo subjectarum , atque impofterum per Suam Majestatem à Christianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis , cujusunque sint Nationis , terra , marique , pro ut ad hanc rem destinati Commissarii convenerint , sub signis & Literis patentibus Romano-Cæsareis in Regnis & Provinciis Ottomanicis pacificus aditus & reditus pateat , emptioque & venditio libera sit , solutis necessario pendendis Vectigalibus neutiquam molestentur , quinimo protegantur. Consules & Interpretes , qui Mercatorum curant negotia , (uti prædicti Commissarii convenerint) in Ditionibus
Ot-

Ottomannici constituentur & reliquis Christianis à tributo liberis Nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algerinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliisque, quibus inhiberi necesse est; serio demandetur, ut impoſterum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam ptoꝛſus Paci adverſantem actionem perpetrent, Coerceantur quoque in ripa Maris ſitæ Dulcinenſis Arcis incolæ, ne deinceps Pyraticam exerceanť, neve naves Mercatorum infeſtent, & damnificent, eorum Lembis, ſeu Fregatis & reliquis Navibus piraticis ſublatis alias exſtruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invehere, eaſque aggredi auſi fuerint, reſtitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, reſarcitiſque damnis & jacturis, ac in libertatem aſſertis Captivis, quos cæperant, juxta Leges, ut Juſtitia exiger, ad aliorum exemplum animadvertatur, iiſque puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers ſit, quidquid ab utraque parte conſtituti, & de illis tractantes

Com-

Commissarii concluderint ac determinaverint, rati habeatur, in Capitulationibus inferatur & adjungatur.

XIV. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiam si alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit, qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant, quod, si nec hi Officio suo in punitione talium Sceleratorum satisfecerint, Indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pro Reis luant; quoque magis à Nefariorum hujusmodi petulantibus cautum sit; Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque Nefarii, etiam si consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam si-

dem

dem mereantur , nec prope Confinia tollerentur , sed ad alia remotiora loca transferantur.

XV. Ne tamen aliquo modo Confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat , loca , ubi Ragoczius , Berezenius , Antonius Esterhazy , Forgatsch , Adamus Vay , & Michael Czacky aliique Hungari , qui ab obedientia Augustissimi Romanorum Imperatoris desciverunt , & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæsierunt , in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur & disponentur , remota sint à limitaneis & confinariis partibus , & uxores tamen illorum non impediantur maritos suos sequi , & cum iis in assignato districtu commorari.

XVI. Proponentibus Plenipotentariis Suae Sacrae Romano - Imperatoriae Regiaeque Majestatis ut Rex & Respublica Poloniae in hocce Tractatu simul comprehendantur : Responsum est : inter Regem Poloniae ejusdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controversias versari , si autem Poloni ratione Chozim , aut ob alia negotia , ad proferendum aliquid haberent per Legatos , aut per literas apud
Otto-

Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt , quæ ex æquitate & justitia determinabuntur.

XVII. Ut quoque tanto magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur , & coalescat , mittentur solemnes utrinque Legati , ex æquo usitatis Cereimonialibus ab introitu in Confinia usque ad reditum in locum secundæ permutationis excipiendi , honorandi , tractandi , atque prosequendi qui in signum Amicitiae spontaneum munus , conveniens tamen , & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent & in Æquinoctio verno mense Martio iter prævia mutua correspondentia uno eodemque tempore suscipientes , in confiniis more jam pridem inter utrumque Imperium observato permutabuntur.

Solem nibus porro Legatis in Imperatoris Aulis , quidquid libuerit , petere liceat , atque permittatur.

XVIII. Regula & norma Curialium in recipiendis , receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultrocitraque comineantibus & commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum æquali decore & secundum distinctam characteris Missorum prærogativam obser-

observetur: Legatis Romano-Cæsareis, & Residentibus, & quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placuerit, vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit. Ministri porro Cæsarei, sive Oratoris, sive Legati, sive, Residentis sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruuntur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes. Cursores etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæsarea ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeunt, & ultro citroque venientes salvo Passu tuto & secure permeant, atque, ut commodè iter suum perficiant, omni favore adjuventur.

XIX. Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris rati habitum iri, atque, ut solemnè Rati-
ficationis Diplomata intra spatium 30. dierum à die subscriptionis, vel citius in Confiniis per Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciprocè, rectèque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibi-
liter

liter præstituros, obligant, atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce, & extendatur favente Deo ad viginti quatuor annos lunares, & continuo sequentes, à die qua ejusdem subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso; vel etiam medio tempore priusquam elaboratur, liberum esto utrique Partium, si ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu, quæcunque stabilita sunt, pacta inter Majestatem Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris; & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomanorum Imperatoris, & Hæredes; Eorundem Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sitas Regionnes, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, observentur sanctè religiosè & inviolabiliter.

Et demandetur serid omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibuscvis in Eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adæquatè conformantes omnibus modis caveant, nec contra Pacem & Amicitiam hanc
sub

sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant, aut damnificent, sed quolibet prorsus inimiciæ genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se pœnis animadvertendum fore.

Ipse quoque Crimenfis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocitatæ, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura ritè observanda adstricti sint, nec iisdem contraveniendo hostilitates qualescunque exerçant erga quasvis Romano-Cæsareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro sive ex aliis Exercituum generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatorias hæc Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is pœnis rigorosissimis coërceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & securitas Subditorum utriusque Imperii à suprafata die subscriptionis, & cessent exinde, atque sustollantur omnes utrinque inimiciæ, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque fine, & quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitatis inhibere possint, transmittantur

tantur quam celerrimè mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confiniorum Præfectos; cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præsertim confiniis istam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuantur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere præsumpserit, pœnis superius declaratis irremissibiliter subjaceat.

Ut demum conditiones Pacis viginti hisce Articulis conclusæ, utrinque acceptatæ, & debito summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem D. Plenipot. Ottoman. vi concessæ iisdem Facultatis Imperatoriæ Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentia nostræ propriis mánibus, & propriis Sigillis subscriptas hasce pactorum Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum & validum Instrumentum extradidimus.

Acta hæc sunt in Congressu ad Passarovicium, in Servia, sub Tentoriis celebrato, die 21. Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L.S.) DAMIANUS	(L.S.) MICHAEL
HUGO COMES DE	DE TALMAN.
VIRMONT	[S.]

[S.]

1718. TRAITE de Paix entre
l'Empereur Ottoman & la Républi-
que de Venise , conclu à Passarowitz
en 1718. tiré del'Europäische Ruhe.

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

QUANDOQUIDEM Deus omni-
potens indulgit , inter Serenissi-
mum , & Potentissimum Sultannum AH-
MED HAN, Ottomannorum , Asia,
& Græciæ Imperatorem : ac Serenissimam
Reipublicam Venetam Bellum emerge-
re ; Divina quoque Misericordia dig-
nata est , Belligerantium Animis Consi-
lia Pacis inspirare. Quem in finem so-
lennem Serenissimi ac Potentissimi Prin-
cipis, GEORGII, Britanniarum Re-
gis : necnon Præpotentium Domino-
rum, Belgii fœderati Statuum , Media-
tionis fervor conduxit , adeoque præfa-
tus Rex Excellentissimum , & Illustris-
simum Dominum , Robertum SUT-
TON, Equitem Auratum : prædicti Do-
mini , Belgii Fœderati Status , Excellen-
tissimum , & Illustrissimum Dominum ,
Jacobum COLLYERS, Comitem , Ple-
nipotentiarios ; humani Sanguinis Effu-
sioni ,

fioni, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinam Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique partium accepta, & Congressus sollemnis in Confinibus, ad *Passarowitz*, in Regno Serviae, fuerit destinatus; Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, *Ibrahim EFFENDI*, secundus actualis Camerae Praeses: & *MEHEMED*, tertius Camerae Praeses, fulgidæ Portæ Plenipotentiarum: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus *Carolus RUZZINI*, Eques, Procurator, & Plenipotentarius extraordinarius Reipublicæ Venetæ, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimplerunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

Art. I. Munimentum *Imofchi*, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem *Tiscovatz*, *Sternizza*, *Unista* Turris *Proloch*, *Erxano* & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item occlusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione

fessione denuo permanent; atque, ut
 Fines sint sepositi, & Limites separati,
 ab uno ad alterum dictorum Locorum
 Terminum linea ducetur. Itaque quæ
 inter memoratam lineam, versus Do-
 minium Venetum, & recta versus Ma-
 re existunt, in possessione Reipublicæ
 permanent; quæ vero extra hanc li-
 nearum, Excelso Imperio remanent;
 quemadmodum in Tractatu *Pacis Ca-
 rolovicensis* est definitum. Munimen-
 tis Reipublicæ restitutis, & in præfata
 linea, recta versus Mare, juxta ac in
 fronte lineæ, sive semi circulo, com-
 prehensis, à destinatis Partis utriusque
 Commissariis, pro exigentia, unius ho-
 ræ spatium Terræ adsignabitur. Si in
 vicinia memoratæ lineæ, aut extra ean-
 dem reperiatur Munimentum Excelsi
 Imperii, eidem, cum omnibus Terris
 retrorsis, remanet; in fronte pariter per
 lineam semicircularem unius horæ spa-
 tium Terræ, infra circulum, adjudi-
 cabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pa-
 cis *Carolovicensis* pactum est: Territo-
 rium, & Districtus Dominorum *Ragu-
 sanorum* cum Territorio, & Districto
 Excelsi Imperii continuantur; Eaque
 propter Locus *Popovo*, cum suis Pagis,
Zarine, *Ottovo*, & *Subzi*, à Republi-
 ca

ca Veneta occupatus , cum omnibus ibidem existentibus , & communicationi nominati Territorii obstantibus , Excelso Imperio , quo modo statu invenitur , restituitur ; similiter à parte Arcis Novæ , & Risanæ , communio Terræ Ragusanæ cum Excelso Imperio neuti-
quam interrumpetur.

III. In Archipelago sitæ , & Reipublicæ Venetæ ablatae Insulæ de *Cerigo* , eidem redduntur ; & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum , evacuantur , ac in possessionem restituuntur.

IV. Munimentum *Butrinto* , *Preveza* & *Voïnniza* in Ora Archipelagi , ac potestate Reipublicæ Venetæ , Tenore Fundamenti : *UTI POSSIDETIS* , in ejusdem Reipublicæ Possessione denuo commorantur ; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium Terræ assignabitur , cum positione Limitum , & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia , Erzegovina , Albania , & Archipelago discernendis Commissarii periti , probi , benevoli , & pacifici destinabuntur ; qui post tres menses , à signato Instrumento , Congressum cum pacifico , ac modesto Comitatu , æqualique

lique numero, in loco competente aufpicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque statuendis: ut bimestri spatio, aut citius, si possibile fuerit, Munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida Amicitia, & Quies inter Subditos concilianda, tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipso etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hostilibus machinationibus Tranquillitatem Finium disturbant; quam ob causam ejusmodi Ex-legibus à neutra Parte tutamen, aut præsidium præstandum; sed indagandi, persequendi, & tradendi sunt, ut, aliis in Exemplum, merita poena afficiantur; Quin & impostero prohibutum sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam dissidia, æque Mari, ac Terra, remittunt, & mutua benevolentia renascitur, hujus almae Pacis notitia Finium Præfectis insinuanda est; idcirco pro Bosnia, Albania, & Dalmatiaterminus triginta dierum: pro aliis, utpote Insula Candia, aliisque Finibus tempus quadraginta dierum statutum est; intra quod tempus ab Excelso Imperio, sicut à Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium patrandum.

Cæterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnistia omnium, flagrante Bello, commissorum Facinorum, etiam quorumcunque: quorum nemo jam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantur; & si quis Fines violare, seu Terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam Superiores hujuscemodi Transgressores debito supplicio punire supersederint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Si casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causæ notio intimanda, ut subsidio, & officio Cæsarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ ritè, amicèque componantur; neque has, vel similes ob causas inimitiæ exercendæ, neque subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio infringenda.

IX. Mancipia Belli tempore capta, & in carceres conjecta, intuitu almæ Pacis, in Fiduciam libertatis constituantur, ac, cum Pietatem, & Clementiam Impera-

Imperatoriam dedeceat, eadem in miseriarum squalore retineri, cuncta Mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, à signato Instrumento, in plenam libertatem invicem asserantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentarii utriusque Partis sedulam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus à Sultanis quondam Nationi Francorum concessis, congruenter, hi Ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; & si quæ restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & Æquitatis, resarciri poterunt. Nullus etiam in hoc ipso illos impedit pecuniarum exactio-
ne, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excelsam Capitulationem, affliget; Illi insuper Jerusalem, aliaque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur: ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco au-

fuiffet , & idem inveniretur , reperta pariter reftituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret , vel alia ratione culpam incurreret , & effageret , nullus alius innocens retentabitur , neque Venetiani , loco illius , postulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigraviſſet , & ſi debita probanda contraxiſſet , hæc eadem recuperabuntur , & Creditori redhibebantur , atque , ſi quîs Pœnam meruiſſet , ille juxta gravitate ſceleris puniatur : pari etiam Talo , à parte Exceſſi Imperii , procedendum.

XII. Licitum ſit utrinque , recepta Munimina reſarcire , reparare , munire , non autem nova Munimina ad Fines exſtruere , neque diruta à Venetis Propugnacula reſtaurare. In finitimis Terræ firmæ , ubi expedit , fas eſto , Oppida , & Pagos undique moliri , pro excolenda mutua Neceſſitate , & Amicitia ; & emergente aliqua differentia , Finium Præfecti , congreſſi , cauſam diſſidii utraque ex parte , omni Juſtitia , & Concordia , decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomannicum pervenerit , ob Æs alienum non prematur , aut retineatur , Nemo etiam Mercatorum Venetorum :

torum: si Bursiam, vel alium ad locum proficisci voluerit; sine salvo Conductu sui *Baili*, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs Indultu eò penetrare velent, *Subassi Bailo* assistat, illosque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cogantur, sed quo venerunt Cursu, Navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quandiu in Statu Ottomannico non stabiluntur, & redire cogitant, ita dictum, *Critzo* non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianam Tributarium litigium enasceretur, & in flagrantè disceptatione Testimonia Veneta producerentur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset, necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intenduntur, adiganur, Testimonia perhibere; & eadem, indecunque fuerint, assumi, & pro Equitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomanico itinèri accinctus, in Pago al-

quo invaderetur , rebus suis spoliaretur , vel in Aggressu trucidaretur , & omnia pessumirent ; & , si ad hæc ipsius Hæredes , vel Curatores advenirent , causa coram Justitia exaudiatur & executioni mandetur . Si quis Mercatorum Venetorum , ob negotia in Dominatum Ottomanicum venisset , & commercio suo immoratus , moreretur , constituti Præfecti se ejus facultatibus non immisceant , sed eadem illius *Bailo* tradantur .

XIV. Respublica poterit ex placito suo mittere *Bailum* , qui cum Familia sua , si voluerit , Constantinopoli circiter Triennio habitare : & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit ; si fortassis cum Familia venire nolle , id sine eadem facere : & , pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare , atque alter in ipsius munus succedere poterit ; Hique usitato Honore observantur . Ubi dissidium , non Republicam Venetam , sed solum *Bailum* concernens , emerisset illud memorato modo expediatur : ad Negotia vero , à Republica illi non tradita , & commissa , non adstringatur ; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint , dictus *Bailus* obligabitur , integre eadem Senatui Veneto exponere ; si proinde Responsum , cum Commissionem , Facultate , seu Potestate ,

te, desuper emanaverit, idem, pretextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coëmerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Rest*, *Cassabie*; & *Messetaria*, nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque Hi illius Nationis sunt. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ortomannici resident: atque alios idoneos, in vices illorum transmittere, id ipsum nullus impedit. Sin autem quis cum Consulibus, à Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obserari, sed diffidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, à Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Dominii, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christiano-

rum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerinos, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exerçant: & ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illisque omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo iussu, imposterum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, aliamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum resarciatur: & Mancipia in Libertatem asserantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Notæ Imperiales, & Excelsa Mandata, quondam à Regnantibus Sultanis hac super re concessa, à parte Cæsarea ab integro renoven-

tur

tur , confirmentur & ex Tenore suo , adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus , ob Homicidia , aliasve Causas , Diffidia & Inimicitiae orirentur , Arbitratu Praefectorum Finium illorum , secundum aequitatem , decidendum est , & discordiis , quomodocunque exortis , obviandum ; ne opus sit , Querelas ad fulgidam Portam , & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda , ut Causae in Loca decendantur : Partes non confundantur : & , si nullo hic modo discordiae possent componi , hac super Re omni integritate referendum.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione , vel emptione , aut mutuo accepto , Negotiatione , & Syngrapha , aliave iusta ratione debita , operam Iustitiae repossunt , & auxilium *Mubassir* , vel Superintendentis , exigunt , ex Nummis exactis *Mubassir* ; vel *Zaus* , Tributum , in Foris solvi solitum , pendatur : scilicet duos *Asros* pro cento , nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores , Consules , Interpretes , & alii Subditi Reipublicae , ejusdemque subjectae Provinciae in Negotiationibus suis sub Excelso Imperio exercendis , in emendo , vel vendendo , commodando , merces procurando , Tabulis debitorum , aliisque

quibuscunque justis petitionibus *Cadi* accedant : contractum Protocollo inferi faciant : & *Coreto* , vel aliam validam Scripturam recipiant ; & oriente discordia , *Coreto* , Scriptura , & Protocollum conferenda sunt , & conformitate horum procedendum ; sin horum nihil esset producendum , æquitas tamen exigeret , Querelas discernere , Judices easdem vigore Justitiæ , integrè , & æqualiter excipiant : Testimonia adducta decenti sedulitate examinent , & scrutentur , utrum à mendacibus , improbis , iniquis , & facinoribus obnoxiiis non perhibeantur ; nec personæ , simili crimine , Testimoniis perhibendis repugnante , infames audiantur , ne iniquitas , & injuria committatur ; neque etiam super his iniquis , subdolis , & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari potest : & si quæ sententia prolata foret , non obtineat , ut nullo modo injustitiæ subsequatur. Quod si aliqui Venetorum Mercatorum , vel Nauclerorum in Excelso Imperio Turcæ fierent ; & navigia , ac merces ibidem non essent illorum propria , sed Justitia indagante , ad Mercatores Venetos , vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinerent , à nullo vexentur , nec exigantur , sed Venetus *Bailus* , aut Consules Navigia , & Merces è manibus eorum recipiant ; ne

penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exorietur, illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; & si quis cum dicto *Bailo*, in Urbe Constantinopolitana diffideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moretur, vertentes cum *Bailo* lites à Præfecto, Custodiæ Urbis Constantinopolitanæ destinato, ac Judice simul audiantur; & si quis dissidium, vel petatum, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens haberet, *Cadi* accedat; & absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Quærelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabuntur eisdem adducere; si autem Interpretes magni momenti negotiis esset occupatus, usque ad ejus reditum expectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogan-
 gantur; ast, si debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si debitor autem in Oras Reipublicæ Venetæ sub-

jectas diffugerit, *Bailus* Causam ad Rempublicam devolvat, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores. qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingent, consueto Mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in Dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si alioquin aliis non offererint. Naves Venetæ, secundum vetus Telonii Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vectigalis Edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgeantur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare; attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetiis fugitivum, in Dominatum Ottomannicum transgrediretur, & Turca fieret; Domino, qui eum assécuto, mille *Aspri* solvantur;

vantur : si autem non Dominus , sed ejusdem Procurator veniret , eidem pariter mille *Aspri* solvantur , verum , si Mancipium sit adhuc Christianum , in quo statu reperitur restituatur. Pari modo , si *Musulmannus* ex Dominatu Otomannico in Dominium Venetum transfugeret , fidemque suam celasset , in eodem statu restituatur ; sed si Christianus factus esset , ejusdem Domino , vel Procuratori mille *Aspri* solvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Insulas , aliasque eorum Ditiones Naves appellerent : eorundem Incolas in servitutem adigerent : eosdemque , in Romeliam , Natoliam , Barbariam & alias in Terras abductos , vendarent , vel etiam suis usibus adhiberent ; etsi ejusmodi Mancipium in servitute etiam cujuscunque inveniretur , sine controversia , ex illius manibus eripiat , & Reipublicæ *Bailo* , vel Locum tenenti , aut Procuratori tradatur : Piratæ quoque coërceantur , & severe puniantur ; sed si illud Mancipium *Musulmannus* factus esset , in libertatem restituatur. Si contra Excelsas Capitulationes , & aliam Pacem Subditi Veneti , ab aliquibus in servitutem redacti , de manu in manum traducerentur , & ansam discordiæ præberent ; illi imprimis

mis Veneti, Tempore Pacis in servitutum abacti, ubicunque extiterint, si *Musulmanni* facti fuerint, liberentur: & si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatûs, *Bailo* Veneto, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum est: ne imposteriorum dicti Veneti, contra Instrumentum almæ Pacis, in servitutem abigantur, Nefarii, qui illos in servitutem abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu puniantur; quo sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet à triumphata per Excelsum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cæiro duæ Classes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Sorix, & Barutti, Damasco subiectas, Merces, Facultatesque suas opportune transportare poterunt; nec statò tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel maioribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatione, valeant Negotia sua prosequi. Ad hæc in Scalis Constantinopoli, Barutti Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributa tam à Mercibus, quam Pecuniis sublevantur: & Strylo antiquo
pra-

procedatur, neque permittatur contra
 vetus Vectigalis Institutum alicui tæ-
 dium facessere: nec dictæ Classēs mer-
 catoriæ, aliæque Naves nec Mercato-
 res, nec Mercēs, contra Morem vete-
 rem à *Bailis*, vel aliis quibuscunque
 aggraventur; quin publica Securitate
 gaudeant, & ab omni Impetu sint tuti.
 Quum, Bello confecto, & Pace, Impe-
 rante Sultano Selim Han, redintegrata,
 ter centum mille *Cechinorum* Summa in-
 tra Triennium dependenda, integrè es-
 set soluta, prout asservatus in Ærario
 Imperiali Tabellis insertum; & ideo
 Temporibus Sultanorum, Seliman Han,
 Selim Han, Amurad Han, Mehemed
 Han, Ahmed Han, necnon eorum Ne-
 potum, Sultan Osman Han, & Amu-
 rad Han, Conditiones, & Pacta super
 memoratis *Cechinis* plene essent adim-
 pleta, id Excelsis Capitulationibus, à
 præfato Parente defuncto concessis, de
 novo non includebatur, neque idcirco
 Molestia, aut Tumultus causabantur; at
 Mandata, à memoratis defunctis emis-
 sa, confirmabuntur; quandoquidem
 Respublica Veneta nec consilio, nec fac-
 to Inimicis Excelsi Imperii Terra, vel
 Mari assistit, hæc alma Pax jugiter ob-
 servabitur.

XXII. Quoniam solennia Religio-
 nis

nis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur ; Legato Veneto sit integrum, de hoc ulteriora apud Solum Imperiale proponere; & exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicensis sancitum, consolidabitur.

XXIII. *Sanza chi, Bei, Subissi*, aliive in Excelso Imperio Officiis Præfecti, Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditis Majestati Imperiali *Bailis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus esset, Excelso Jussu resarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Reipublicæ Venetæ Subjecti Mari, vel Terra Excelsum Imperium ingressi, suis Classibus, Navigiis, aliisque Lembis in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Cæirum, & Stationes, Ostiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed salutatis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invehantur; nisi Tempestatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu huc subire poterunt, sed si fieri potuerit, prius renuncient, nec in procinctu,
citra

citra Facultatem , progrediantur ; imò Transgressores puniantur , Senatu Veneto inculpato. Si Naves , Copiæ , vel Classis Ottomannica Venetis occurreret , mutuam Amicitiam commonstrabit , nullumque pariet dispendium ; pariter Classi , Copiis , & Navibus Excelsi Imperii , cum facultate Cæsarea velificantibus , obliquabuntur Vela , & Signa Humanitatis exhibebuntur ; si illorum Navibus , Pecoribus , Hominibus , Mercibus , vel aliis Rebus incommodum causaretur , totum refundetur. Eodem modo , si Navigia , & Classis Navibus ex Instructu nautico Imperiali , vel mercatorio , obviarent , sine omni Injuria , pacifice prætervehantur ; si vero Navibus , Hominibus , Mercibus , aut Pecoribus detrimentum illatum foret , reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur , & hi Venetos , deinde Victores adorirentur , exceptis in conflictu occisis , reliqua Mancipia non trucidentur , sed salva ad fulgidam Portam adducantur , ut , ad aliorum Exemplum , acerrimè puniantur. Si Naves classis Cæsareæ Excelsi Imperii versus Oram , ad Venetos non pertinentem , Raione Felli tenderet , Classis Veneta intra terminos Quietis , & Amicitiae residet , absque omni motu , ac subsidio ,

fidio , ex quo Classis Cæsarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves , Excelsò Imperio inimicas , intra suas recipiant , nec ullo prætextu tueantur ; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit , in flagranti , aliis ad Exemplum , castigetur vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones , Remigantes , aliasque Naves Serenissima Respublica Veneta in suis Propugnaculis , Munimentis , & Portibus non protegat , sed , si possibile sit , comprehendat , & sine mora puniat. Mandatum Imperiale , Piratas concernens , imperante Sultano Amurad Han concessum , & regnante Patre moderni Sultani renovatum , si recognoscatur , ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta , Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta , ob Tempestatem Naufragium pateretur , Homines superstites omnes Liberati relinquantur , & Facultates salvatæ Domino proprio consignentur , nec à Præfectis , illorumque Domesticis , vel aliis infestentur ; similiter , si Navis Ottomannica , domum redux , Ventis contrariis pessus iret , superstites , à Venetis non incommodabuntur , & opes illorum , sine Difficultate , vel Litigio , Domino proprio restituentur.

Quibus

Quibus ex Locis Excelſi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, absente Naclero, solvunt, idonea Documenta à Dominis dictarum Navium conferant; quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre, & si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei existimabuntur, & tales severissimè punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intulissent, illud ex eorum Chirographo resarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, que sine Naclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomanicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excelso Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare veller, non assumatur, sed citra difficultatem in statu, quo constaret, personæ delegatæ tradatur; si insuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetrasset, prædam existentem reponat; quod ipsum etiam Excelso Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliavisset, ille res direptas, in quo statu invenirentur, restituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus est almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomanicum: Constantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliasque ad Scalas, pristina Quiete, proficisci poterunt; &, contributis, secundum aliarum Portæ amicarum Nationum consuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus *Aspris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expensis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomanico, & Ærario Imperiali usitata, exsolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam additione non afflictabuntur. Quando sæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appulissent, Mercium suarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depositarum Mercium parte Vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obstitat, nec Portitor, nisi illorum Merces exonerentur, Tributum exigat, vel easdem exonerare compellat.

Vecti-

Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi essent, loco Vectigalis, tot merces, absque postulata pecunia accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos *Aspros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuissent distractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impedian, sed Tesseram Vectigalem reddant; quæ Tessera, in Teloniis aliarum Sclarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, si aliis in Scalis, ubi *Messetaria* reposcitur, eandem secundum veterem Vectigalis Normam, solverint, contra solitum non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, necnon Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustris Divi *Marci* advectis, si Mercatores illi, ut dictum,

dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis *Bailis*, & Consulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Consolato*, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Tegstardar* Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, à Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emini* residebunt; qui juxta veterem postulandi Normam Tributa denuò recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt; absque eo, quod contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipsum, durante alma Pace inter Serenissimum, & Potentissimum *Musulmannorum* Imperatorem ac Serenissimam Rempublicam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetim stabilietur.

XXVI. Postquam igitur hæ Pactiones, & consignati Articuli quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, à signato Instrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præsto-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 143
præstolari, easdemque per manus præ-
fatorum Dominorum Mediatorum Bri-
tanniarum, & Hollandiæ recipere; abs-
que eo, quod ullo modo pacta utrin-
que stabilita possint alterari.

Quin super omnibus his Articulis,
ratas Capitulationes complexis, pro in-
violata illorum Observatione, ac Con-
firmatione dicti Legati Plenipotentia-
rii Ottomannici Instrumentum, in Eo-
rum Idiome fideliter consignatum,
sigillatum, & subscriptum, tradidissent;
Legatus Plenipotentiarius Serenissimæ
Reipublicæ Venetæ, vigore potestatis
suæ, hoc Instrumentum, pari fide sigil-
latum, & subscriptum reddidit. Actum
sub Tentorio, ad Passarovitz. XXI. Jul.
MDCCXVIII.

(L. S.) CAROLUS RUZ-
ZINI, Eques, Procu-
rator, Legatus Pleni-
potentiarius Extraordi-
narius.

[T.]

[T.]

1716. *TRAITÉ de la triple Alliance , entre la Grande Bretagne , la France & les Provinces-Unies , conclu à Londres en 1716. Recueil d'Actes , Négociations &c.*

LOUÏS par la Grace de Dieu , Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , Salut. Comme notre Amé & Féal le S. Abbé du Bois , Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat ; & notre Amé & Féal le Sieur de Château-neuf , Marquis de Castagnere , Conseiller Honoraire en notre Cour de Parlement de Paris , nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , en vertu des pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné , auroient conclu , arresté & signé à la Haye le quatrième du present mois de Janvier , avec le Sieur Guillaume Cadogan , Baron de Reading , Chevalier de l'Ordre de Saint-André , Maître de la Garde-robe de notre Très-cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne , Lieutenant - General de ses Armées , Colonel du second Regiment de
ses

ses Gardes , Gouverneur de l'Isle de Wight & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire , pareillement muni de ses pleins-pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaistre de la Ville de Zutphen , Curateur de l'Université à Harderwick , Wigbold Vander-Does , Seigneur de Nortwick , de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise , Grand Bailly & Dyckgrave de Rhyndlande ; Antoine Heinsius , Conseiller - Pensionnaire , Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise ; Samuel Coninck , Sénateur de la Ville de Veere ; Frederik-Adrien , Baron de Rheede , Seigneur de Renfwoode , Emminkhuysen & Moerkerken , &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Ulbe Aylva van Burmania , Grietman de Leeuwarderadeel ; Antoine Eckout , Bourguemaistre de la Ville de Campen ; & Wicher Wichers , Bourguemaistre de la Ville de Groningue ; Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres , de Hollande & Westfrise , de Zelande , d'Utrecht , de Frise , d'Overissel , & de Groningue & Ommelandes , en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances , nos très-chers & grands

amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas , pareillement munis de pleins-pouvoirs , le Traité d'Alliance défensive dont la teneur s'enfuit.

Comme le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu , Roy très-Chrétien de France & de Navarre ; le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne , Duc de Brunswick & de Lunebourg , Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, desirant d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats respectivement , d'éloigner entièrement de part & d'autre tout sujet de soupçon qui pourroit en quelque maniere que ce soit troubler la tranquillité de leurs Etats , & de resserrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui est entre eux , ils ont crû que pour parvenir à une fin si salutaire , il étoit nécessaire de convenir entre eux ; Et pour cet effet leursdites Majestez & lescits Seigneurs Etats Generaux ont nommé , savoir.

Le Roy Très-Chrétien , ses Ambassadeurs

deurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , le Sieur Guillaume du Bois , Abbé de Saint-Pierre , d'Airvault , de Saint-Just & de Nogent , ci-devant Precepteur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans , Regent du Royaume de France , Conseiller d'Etat ordinaire , & le Sieur Pierre-Antoine de Château-neuf , Marquis de Castagnere , Conseiller Honoraire au Parlement de Paris , & Ambassadeur de sa Majesté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats - Generaux des Provinces-Unies.

Le Roy de la Grande-Bretagne : Son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cado-gan , Baron de Reading , Chevalier de l'Ordre de Saint-André , Maître de la Garderobe du Roy de la Grande - Bretagne , Lieutenant-General de ses Armées , Colonel du second Regiment de ses Gardes , Gouverneur de l'Isle de Wight.

Et les Seigneurs Etats - Generaux , leurs Deputez & Plenipotentiaires , les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaistre de la Ville de Zutphen , Curateur de l'Université à Harderwick ; Wigbold Vander-Does Seigneur de Noortwick , de l'Ordre de la Noblesse de Hollande

148 LES INTERETS PRESENS
& Westfrise, Grand Bailly & Dykgra-
ve de Rhynlande ; Antoine Heinsius ,
Conseiller Pensionnaire Garde du Grand
Sceau , & Surintendant des Fiefs de la
Province de Hollande & Westfrise ; Sa-
muel Coninck , Senateur de la Ville de
Veere ; Frederik - Adrien , Baron de
Rheede , Seigneur de Renswoude , Em-
minkhuysen & Moerkerken , &c. Pre-
sident de la Noblesse de la Province d'U-
trecht ; Ulbe Aylva van - Burmania ,
Grietman de Leeuwarderadeel ; Antoi-
ne Eckhout , Bourguemaistre de la Vil-
le de Campen , & Wicher - Wichers ,
Bourguemaistre de la Ville de Gronin-
gue : Tous Deputez dans leur Assem-
blée de la part des Etats de Gueldres , de
Hollande & Westfrise , de Zelande ,
d'Utrecht , de Frise , d'Overijssel , & de
Groningue , & Ommelandes.

Lesquels après s'être communiqué ré-
ciproquement leurs pleins - pouvoirs ,
dont les Copies seront inferées mot à
mot à la fin du present Traité , & après
en avoir fait l'échange en la manière
accoutumée , sont convenus d'un Trai-
té d'Alliance défensive entre le Roy
Très - Chrétien , le Roy de la Grande
Bretagne , & les Seigneurs Etats Gene-
raux des Provinces-Unies , leurs Royau-
mes , Etats & Sujets , aux conditions qui
suivent.

I. Qu'il

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toujours une Paix veritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus sincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Serenissimes Rois, leurs Heritiers, & Successeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Pais & Villes de leur obéissance respectivement, & leurs sujets & habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle soit conservée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes se procurent réciproquement & fidèlement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoître que la proximité du séjour de celui qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats, qui en dependent, il a été convenu & arrêté, que le Serenissime Roy Très-Chrétien s'oblige par le present Traité d'engager ladite personne de sortir du Comtat d'Avignon, & d'al-

ler faire son séjour , au delà des Alpes immédiatement après la signature du present Traité , & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrétien , afin de témoigner encore davantage le desir sincere qu'il a , non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagements que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite personne , mais aussi pour ôter à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance , promet & s'engage de nouveau pour luy , ses Heritiers & Successeurs , de ne donner , ni fournir en quelque tems que ce soit , directement ni indirectement , sur Mer ou sur Terre , aucun Conseil , secours ou assistance d'argent , Armes , Munitions , attirail de Guerre , Vaisseaux , Soldats , Matelots ou de quelque autre maniere que ce soit , à ladite Personne qui prend le Titre ci-dessus exprimé , ou à d'autres quelles qu'elles soient , qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquillité de la Grande-Bretagne , par une Guerre ouverte , ou par des conjurations secrètes , ou des seditions , & des rebellions , & s'opposer au Gouvernement de sa Majesté Britannique.

De plus , le Roi Très-Chrétien promet ,

met, & s'engage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Personne ci-dessus designée, de révenir à Avignon, ou de passer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, sous pre-texte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de sa Majesté Très-Chrétienne & encore moins d'y demeurer, sous quelque nom ou sous quelque apparence que ce soit.

III. Ledsits Sérénissimes Rois, & ledsits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent reciproquement, de refuser toute sorte d'azile & de retraite aux sujets de l'un d'entre eux, qui auront été, ou pourront être declarez rebelles, aussi-tôt que la requisition en aura été faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront été reconnus pour sujets & même de contraindre ledsits rebelles de sortir des Terres de leur obéissance dans l'espace de huit jours, après que le Ministre dudit Allié en aura fait la requisition au nom de son Maître.

IV. Et le Roi Très-Chrétien desirant sincerement executer pleinement tout ce dont il a été ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la

Ville de Dunkerque , & de ne rien obmettre de ce que le Roi de la Grande-Bretagne peut croire necessaire pour l'entiere destruction du port de Dunkerque , & pour ôter tout soupçon , qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick , & qu'on veuille le faire servir à autre usage qu'à l'écoulement des eaux , qui inonderoient le Païs , & au commerce necessaire pour la subsistance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas , qui sera seulement fait par des Bâtimens , qui ne pourront avoir plus de seize pieds de largeur , sa Majesté Très - Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roi Très-Chrétien , & muni de son pouvoir, est convenu à Hamptoncourt , comme il est contenu dans le Memoire du dix-neuvième (trentième) de Septembre de l'année mil sept cens seize , signé par le Sieur d'Iberville , & par le Sieur Vicomte de Townshend , & le Sieur Methwen , Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne , dont la teneur suit.

Expli-

Explication de ce qui se doit inserer dans le quatriéme Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluses de Mardick,

PREMIEREMENT : que le grand passage de la nouvelle Ecluse de Mardick , qui a quarante-quatre pieds de largeur , sera detruit de fond en comble , c'est-à-dire , en ostant ses Bajoyers , Planchers , Busques , Longrines , & Traversines , sur toute sa longueur , & en enlevant les portes , dont les bois & la ferrure seront desassemblés , & tout ceci pourra être employé ailleurs à tels usages que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos , pourvû cependant , qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port , Havre ou Ecluse à Dunkerque , ou à Mardick , ou en quelque autre endroit que ce soit , à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places : l'intention des Parties contractantes , & le but qu'on se propose par ce Traité , étant , qu'aucun Port , Havre , Fortification , Ecluse ou Bassin , ne soient faits ou construits à Dunkerque , à l'Ecluse de Mardick , ou en quelque autre endroit que ce soit , sur l'Estran dans une telle distance sur cette Coste.

G s Secon-

Secondement : Que la petite Ecluse restera à l'égard de sa profondeur, comme elle est à present, pouvû que sa largeur soit reduite à seize pieds, c'est-à-dire, en avançant de dix pieds du costé d'Occident le Bajoyer de la pile, après avoir osté six pieds du Plancher, & Busques du Radier de toute la longueur du même costé, les quatre pieds du Plancher restans, étant necessaires pour servir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pile du costé de l'Occident depuis sa fondation, afin que le present Radier ne puisse jamais servir pour une Ecluse de la largeur de vingt-six pieds, comme celle-ci est à present.

Troisièmement : Les Jettées & les Fascinages depuis les Dunes, ou l'endroit où la Marée monte sur l'Estran, quand elle est la plus haute, jusques à la plus basse Mer, seront rasez des deux costez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Estran, & les pierres, & les fascinages qui sont au-dessus de ce niveau, pourront être emportez & employez à tel usage que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en serve

serve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque , ou à Mardick , ou en quelque autre endroit que ce soit à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places , l'intention des Parties contractantes , & le but qu'on se propose par ce Traité , estant , qu'on ne fera jamais plus de Jettées ou Fascinages dans cette distance sur chacun endroit de l'Estran de cette coste.

Quatrièmement ; il est encore stipulé qu'immédiatement après la Ratification du présent Traité , on employera un nombre suffisant d'Ouvriers à la destruction des susdites Jettées le long du nouveau Chenal , afin qu'elles soient rasées , & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il est possible. Mais comme il a été représenté , qu'à cause de la saison , on ne pourroit , jusques au Printems prochain , commencer à retrecir le Radier du petit Passage , ni detruire le grand Radier , il est accordé que cet Ouvrage sera commencé vingt-cinquième Mars (le cinquième d'Avril) & entierement achevé de la manière ci-dessus spécifié , s'il est possible , à la fin du mois de Juin mil sept cens dix-sept.

Cinquièmement: la demolition des Digues ou Jettées des deux côtez du vieux

Chenal ou Port de Dunkerque , sera entierement achevée par tout au niveau de l'Esfran depuis la plus basse Mer jusques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reste encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Châteaux Verd & de Bonne Esperance , ils seront rasez totalement égaux avec l'Esfran.

Quand ce Traité sera ratifié , le Roi de la Grande-Bretagne , & les Seigneurs Etats - Generaux des Provinces - Unies pourront envoyer des Commissaires sur les Lieux pour être temoins oculaires de l'execution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionnellement , & à condition qu'il soit approuvé par sa Majesté Très-Chrétienne , sa Majesté Britannique , & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce dixneuvieme (trentieme) de Septembre de l'année mil sept cens seize. Signé , D'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & veritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux , est de conserver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquilité de leurs Royaumes ,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 157
mes , Etats & Provinces , établie par
les derniers Traitez de Paix conclus &
signez à Utrecht , entre le Serenissi-
me Roi Très-Chretien , la Serenissime
Reine de la Grande-Bretagne , & les-
dits Hauts & Puissants Seigneurs les
Etats-Generaux des Provinces-Unies
l'onzieme d'Avril mil sept cens treize ,
on est convenu & demeuré d'acord que
tous & chacun des Articles desdits Trai-
tez de Paix , entant qu'ils regardent
les interests desdites trois Puissances res-
pectivement , & de chacune d'icelles
en particulier , & ensemble les Succes-
sions à la Couronne , de la Grande-
Bretagne dans la Ligue Protestante , &
à la Couronne de France suivant les
susdits Traitez , demeureront , dans
toute leur force & vigueur , & que les-
dits Serenissimes Rois & lesdits Sei-
gneurs Etats-Generaux, promettent leur
Garantie reciproque pour l'exécution
de toutes les Conventions contenues
dans lesdits Articles , entant comme ci-
dessus , qu'ils regardent les Successions ,
& les interests desdits Royaumes &
Etats , & ensemble pour le maintien &
defense de tous les Royaumes , Provin-
ces , Etats , Droits , Immunités & Avan-
tages , que chacun desdits Alliez res-
pectivement possedera réellement au
tems

tems de la signature de cette Alliance. Et à cette fin lefdits Seigneurs Rois & Etats - Generaux sont convenus entre eux, & demeurés d'accord que si quel-qu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interposeront leurs Offices auprès de l'Agresseur, pour procurer satisfaction à la Partie lezée, & engager l'Agresseur à s'abstenir entierement de toute sorte d'Hostilitez.

VI. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'Esprit des deux Parties, & pour obtenir une satisfaction, & un dedommagement dans l'espace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, seront tenus de secourir sans retardement leur Allié, & de lui fournir les secours ci-dessous exprimez, savoir :

Le Roi Très - Chrétien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roi de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats - Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans
la

la Guerre, comme il a été dit ci-dessus, veut plutôt avoir des secours par Mer, ou même préfère de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on lui en laissera le choix, en gardant cependant toujours une proportion entre les sommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront évaluez à la somme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer seront évaluez suivant la même proportion.

VII. On est convenu pareillement, & il a été stipulé que si les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublés par des dissensions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites Successions, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, celui des Alliez, qui se trouvera dans ces Troubles sera en droit de demander que ses Alliez lui fournissent les secours ci-dessus exprimez, telle partie d'iceux qu'il jugera être nécessaire, & ce, aux frais & depens des Alliez, qui sont tenus

nu de fournir ces Secours , qui seront envoyez dans l'espace de deux mois après que la requisition en aura été faite , sauf cependant le choix , comme on l'a dit ci-dessus à la Partie requerrante , de demander qu'on lui fournisse des secours par terre ou par mer , & les Alliez seront remboursez dans l'espace d'un an , après que ces Troubles auront été calmez & apaisez , des dépenses qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que lesdits secours ne fussent pas suffisans , lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands secours , & même , si le cas le requeroit , declareront la Guerre aux Agresseurs , & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le present Traité sera ratifié par Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique , & les Seigneurs Etats-Generaux , & les Lettres de Ratification en bonne forme seront delivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines , ou plutôt si faire se peut , à compter du jour de la signature.

En foy de quoi , Nous soussignez , munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique , & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, ayons esdits Noms
signé

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 161
signé le present Traité & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'An mille sept cens dix-sept.

(L.S.) DU BOIS.	(L.S.) CADOGAN.
(L.S.) CASTAGNE-	(L.S.) J. VAN-
RE DE CHAS-	ESSEN.
TEAUNEUF.	(L.S.) V. V.
	VAND. DOES.
	(L.S.) A. HEIN-
	SIUS.
	(L.S.) S. CO-
	NINCK.
	(L.S.) LE BAR. DE
	REEDE DE RENS-
	WOUDE.
	(L.S.) V. A. V.
	BURMANIA.
	(L.S.) A. ECK-
	HOUT.
	(L.S.) W. WIC-
	HERS.

ARTICLE S E P A R É.

C O M M E dans l'Article cinquième du Traité d'alliance conclu ce jourd'hui entre le Serenissime Roi Très-Chrétien, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on est convenu d'une Garantie

rantie reciproque pour l'exécution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article , & ensemble pour le maintien & defense de tous les Royaumes , Provinces , Etats , Droits , Immunités & Avantages que chacun desdits Alliez respectivement possèdera réellement au tems de la signature de cette Alliance , les soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputez & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats-Generaux , sont convenus que sans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance , suivant lequel il y aura une Paix inviolable , & une étroite Alliance entre leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats-Generaux , leurs Etats , & Sujets , tant au dedans qu'au dehors de l'Europe , la Garantie stipulé dans l'Article cinquième du même Traité n'aura lieu , à l'égard de sa Majesté très-Chrétienne & des Seigneurs Etats-Generaux , que pour les Etats & possessions qu'ils ont respectivement dans l'Europe ; ce qui s'entend aussi des secours stipulez , & promis reciproquement dans l'Article sixième du Traité , lesquels secours seront aussi limités dans l'Europe par rapport à S. M. T. C. & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le

Le present Article separé aura la même force que s'il étoit inseré mot pour mot dans le Traité, & sera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Rati-fications seront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foi de quoi nous soubsignez munis des pleins-pouvoirs de sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, esdits noms signé le present Article, & y avons fait aposer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'an mil sept cens dix-sept.

(L.S.) DU BOIS.

(L.S.) CASTAN-
GNERE DE
CHASTEAUNEUF.

(L.S.) J. VAN-ES-
SEN.

(L.S.) V. V. VAN-
DER-DOES.

(L.S.) A. HEIN-
SIUS.

(L.S.) S. CONINCK.

(L.S.) LE BARON
DE REEDE DE RENS-
WOUDE.

(L.S.) V. A. V.
BURMANIA.

(L.S.) A. ECK-
HOUT.

(L.S.) W. WI-
CHERS.

[V.]

[V.]

1718. TRAITÉ de la Quadruple Alliance , conclu à Londres , entre l'Empereur , la France , la Grande Bretagne , en 1718. imprimé à la Haye.

*In Nomine Sanctissimæ & individua
Trinitatis.*

NOTUM perspectumque sit omnibus quorum interest aut interesse quomodocunque potest.

Postquam Serenissimus & Potentissimus Princeps Ludovicus decimus quintus , Franciæ , Navarræque Rex Christianissimus , & Serenissimus ac potentissimus princeps Georgius Magnæ Britanniæ Rex , Dux Brunsvicensis & Luneburgensis , Sacri Romani Imperii Elector , &c. Necnon Celsi & potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum , conservandæ almæ paci jugiter intenti , probe animadverterunt , per Fœdus illud triplex sub quarto Januarii Anno 1717. inter se ictum , Regnis quidem suis atque Provinciis utcunque , non tamen undequaque , neque tam solidè prospectum esse ,
ut

ut nisi una & gliscentes adhuc inter nonnullos Europæ Principes simultates, ceu perpetua dissidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diù, aut constare posset, edocti videlicet experimento Belli anno superiori in Italia exorti, ad quod proinde tempestivè sopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter se Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos pax quoque inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Hispaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliae conciliari, stabiliri que posset, facta desuper amica invitatione, ut sua Majestas Cæsareæ, amore pacis ac quietis publicæ, istos Conventionum Articulos, suo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter se initio & ipsa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor sequens est.

Condi-

*Conditionum Pacis, inter S. Maj.
Cæsar. & Regium Cathol.
Majest.*

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die septima Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia stabilitam, novissimè turbata fuerunt, Sereniss. & Potentiss. Hispaniarum Rex obligat, se ad restituendam Suæ Majest. Cæsareæ, prout & idem, mox, vel ad summum duos post menses, à commutatione Ratificationum præsentis Tractatus, actu restituet Insulam & Regnum Sardinia, in eo statu quo erat tunc, cum illud occupavit, renuntiabitque suæ Majestati Cæsareæ omnia jura, prætentiones, rationes & actiones in dictum Regnum, ita ut sua Majestas Cæsarea de illo, ceu de re sua, plenè liberèque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere statuit, disponere possit.

II. Quandoquidem unica quæ exco-
gitari potuit ratio ad constituendum du-
raturum in Europa æquilibrium ea visa
fue-

fuerit , ut pro Regula statuantur , ne Regna Galliæ & Hispaniæ ullo unquam tempore , in unam eandemque Personam , nec in unam eandemque lineam , coalescere , uniri que possent , istaque duæ Monarchiæ , perpetuis retro temporibus separatæ remanerent , atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicæ adeo necessariam , ii Principes quibus natiuitatis prærogativa Jus in utroque Regno succedendi poterat , uni è duobus pro se , totaque sua posteritate solemniter renunciaverint , adeò ut ista utriusque Monarchiæ separatio in Legem fundamentalem abierit , in Comitii Generalibus , vulgò LAS CORTES , Madriti die 9. Mensis Novembris 1712. receptam , & per Tractatus Trajectenses die 11. Aprilis 1711. consolidatam , sua Majestas Cæsarea Legi adeò necessariæ & salutari ultimum complementum datura , atque omnem sinistrae suspicionis ansam tollere , tranquillitæ publicæ consulere volens acceptat , & consentit in ea , quæ Tractatu Trajectensi super jure & ordine successionis in Regna Franciæ & Hispaniæ acta , sancita & transacta fuerunt , renunciatque tam pro se , quam pro suis Hæredibus , descendantibus & Successoribus maribus , fœminis , omnibus Juribus ,

ribus, omnibusque in universum præ-
 tionibus quibuscunque, nulla peni-
 tus excepta, in quæcunque Regna, Di-
 tiones & Provincias Monarchiæ Hispa-
 nicæ, quarum Rex Catholicus, per
 Tractatus Trajectenses agnitus fuit le-
 gitimus possessor, solemnēque desuper
 Renunciationis Actus, in omni melio-
 re forma expediri, eosque publicari, &
 in Acta loco congruo referri curabit,
 ac super his Instrumenta solita suæ Ma-
 jestati Catholicæ, Partibusque compa-
 ciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictæ Renunciationis,
 quam sua Majestas Cæsarea amore uni-
 versæ Europæ securitatis, habita quo-
 que ea ratione, fecit, quod Dominus
 Dux Aurelianensis, Juribus & rationi-
 bus suis in Regnum Hispaniæ, pro se &
 pro suis descendantibus, sub ea condi-
 tione renunciaverint, ne Imperator aut
 ullus ejusdem descendantium in dicto
 Regno succedere unquam posset; Sua
 Majestas Cæsarea agnoscit Regem Phi-
 lippum V. legitimum Hispaniarum &
 Indiarum Regem, eidemque tribuere
 promittit titulos & prærogativas Dig-
 nitati suæ, Regnisque suis debitas; sinet
 præterea eundem, ejusque descenden-
 tes Hæredes, & Successores, masculos
 & fœminas, pacificè frui cunctis in Di-
 tionibus.

tionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque cum in dicta possessione directè vel indirectè morabitur unquam, aut nullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV. Pro renunciatione atque agnitione à sua Majestate Cæsarea, in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat tam suo quam suorum Hæredum, descendendum & Successorum marium & foeminarum nomine, suæ Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Hæredibus & Descendentibus masculis & foeminis, cuncta Jura ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quælibet Regna Provincias & Ditiones, quæ vel quas sua Majestas Cæsarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore præsentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis à sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713. cessus, disertè quoque comprehensus intelligatur, solemnesque desuper renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eos-

Tome VII.

H que

que publicari , & loco congruè in Acta referri curabit , ac super his, Instrumenta consueta suæ Majestati Cæsareæ & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ, sibi, super Regno Siciliae reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætentionibus, quarum prætextu suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes & Successores, directè vel indirectè, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare possit.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Hetruriæ Ducem, prout etiam Ducem Parmæ Placentiæque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis possessas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quæ præsens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Hæredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quæ inde nascerentur malis tempestivè obvie-

obvietur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à præfatis Magno Duce Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur, & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Vicissim sua Majestas Cæsarea, per se, ceu Caput Imperii consentit, ut si quando casus aperturæ dictorum Ducatum, ob deficientiam Hæredum masculorum, contingat, filius dictæ Hispaniarum Reginæ primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant. Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, sua Majestas Cæsarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativæ, Investituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ filio vel filiis, eorumque descendentes masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis ratificationum Tabulis, tra-

di curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvâque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, possessione.

Conventum præterea, inter Sacram Cæsaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo planemodo quo nunc est.

Virtute renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiæ Ditiones, Regna ac Provincias, quæ olim ad Reges Hispaniæ pertinebant, factæ, ipse Rex præfato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in illa actutum tenet, cedit, tradetque; quamprimùm dictus Princeps, extinctâ Magni Hetruriæ Ducis posteritate masculinâ, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulæque Partes contrahentes pariter

riter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc præsentibus eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, siue proprius, siue conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliæ, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Præsidium Urbibus, Portibus, Oppidis & Fortalitiis in iis sitis imponi possit.

Ut vero dictus Regiæ Hispaniæ filius, & Magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, necnon Imperatori Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Præsidarius, numerum tamen sex millium non excedens, in præcipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferrarium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiæ Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continuetur, usque dum casus

fus dictæ Successionis , quo Oppida ſibi commiſſa , dicto Principi ad eandem designato , tradere tenebitur , exiſtat , abſque ulla tamen moleſtia aut ſump-
tu præſentium Poſſeſſorum , eorumque
Suceſſorum maſculorum , quibus etiam
dicti Milites Præſidarii juramentum fi-
delitatis ſunt præſtituri , nec aliam ul-
lam ſibi aſſument auctoritatem , præter
ſolam Urbium tuitionem Cuſtodix ſuæ
commiſſarum.

Cum autem donec de numero & ſti-
pendio & modo talis Militis institu-
endi , cum Helvetiorum Pagis convenia-
tur , longior forte , quam operi tam ſa-
lutari expediat , mora efflagitari poſſet ,
Sacra Regia Majeſtas Britannica , pro
ſingulari ſuo , in id , tranquillitatemque
publicam , ſtudio , & ſcopo citius aſſe-
quendo , interim , ſi reliquis Contra-
hentibus ita è re viſum fuerit , proprium
ſuum Militem , ad ſupra memoratum
uſum præbere , haud denegabit , donec
Miles in Helvetiorum Pagis conſcriben-
dus , tuitionem & cuſtodiam dictarum
Urbium aſſumere poſſit.

VI. Sua Majeſtas Catholica ad testi-
ficandam ſinceram ſuam in tranquilita-
tem publicam voluntatem , conſentit iis
quæ infra de Regno Siciliae in commo-
dum Sux Majeſtatis Cæſareæ diſponun-
tur ,

tur, renuntiâtque, pro se suisque Hæredibus & Successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniæ, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. discretè eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum opus est. Item & Article sexto Tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudia Trajecti initi, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni & permutationi memorati Regni Sicilia, per præsentia Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & Regni Sardinia ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur, & asseratur, prout infra Article secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Sicilia magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, Suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione

Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri potest; Quâ conditionum executione præviè factâ, eorum Ministri Plenipotentarii ab iis nominandi, in loco Congressus, de quo inter se convenerint, quantocius cætera Pacis suæ particularis Puncta sigillatim, sub mediatione trium Partium Compaciscentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis gradûs, aut sexûs, sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum

nitatum & immunitatum, iisque utentur, fruunturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti cæperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datâ eis commodâ facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentés sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante captum Bellum, de iis disporre valuère.

*Conditiones Tractatus concludendi , in-
ter Suam Majestatem in Cæsaream &
Regem Siciliae.*

ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliae, Domui Sabaudicae per Tractatus Trajectenses, unica consolidandae Pacis causa, nulloque Regis Siciliae in eam habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potius obstaculum effecerit, quominus Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliae sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliae appellatione, tam diu stare solitae, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuaeque conservationi, verum etiam reliquae Italiae quieti adversetur novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercia inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes tam facile conciliari se sinunt; hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovere, licere sibi, etiam circa assensum eorum quorum interest, existimâ-

existimârint, unum illum Tractatûs Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliae spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abrogare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præfens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliae, cum Regno Sardiniae, impendentia Italiae Bella præverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciavit, armis, quod post fractam, occupatâ Sardinia, Italiae neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliae, beneficio Tractatûs adeo solemnibus, cum Sua Majestate Cæsarea, & à primis Europæ Principibus garantigiati, certus permanensque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti conveniunt, quod Rex Siciliae Insulam, Regnumque Siciliae cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suae Majestati Cæsareae in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum præsentis Tractatûs, restitueret, renunciatis Cæsari ejusque Hæredibus & Successoribus utriusque sexûs in dictum Regnum juribus & actionibus cujuscunque, tam pro se, quam pro suis Hære-

180 LES INTERETS PRESENTS
dibus & Successoribus masculis & fœ-
minis, sublata penitus ejus ad Coro-
nam Hispaniæ reversione.

I. Vicissim Sua Majestas Cæsarea
cedet Regi Siciliæ, Insulam Regnum-
que Sardiniae, in eo quod illud à Rege
Catholico receperit statu, renunciabit-
que omnibus juribus & actionibus in
dictum Regnum, pro se, suis Hæredi-
bus & Successoribus utriusque sexûs,
in favorem Regis Siciliæ, ejusque Hæ-
redum & Successorum, ad illud dein-
ceps, cum titulo Regni, cunctisque Re-
gio axiomati annexis honoribus, per-
petuo possidendum, prout Regnum Si-
ciliæ possederat; salvâ tamen, uti supra
dicti Regni Sardiniae ad Coronam His-
paniæ reversione, quando Regem Si-
ciliæ absque posteris masculis, & to-
tam Domum Sabaudicam Successoribus
masculis destitui contingeret: caterùm
ad eum planè modum, quo dicta re-
versio, per Tractatus Trajectenses, & per
actum cessionis consequenter à Rege
Hispaniæ factæ, pro Siciliæ Regno pac-
ta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Cæsarea confirma-
bit Regi Siciliæ, omnes, per Tracta-
tum signatum Taurini 8. Novembris
1703. eidem factas cessiones, tam il-
lius partis Ducatûs Montisferrati, quam
Pro-

Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quæ possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Hæredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes cæteræ actiones seu prætentiones, quæ dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatûs, competere forte possent, perpetuo peremptæ sint & maneant.

IV. Sua Majestas Cæsarea agnoscat jus Regis Siciliae, ejusque Domûs, succedendi immediatè in Regno Hispaniæ & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V. ejusque posterii deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittetque Sua Majestas Cæsarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus, & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hac tamen declaratione adjunctâ; quod nullus Princeps è Domo Sabaudicâ, qui in Regno Hispaniæ succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem,

tionem, uno tempore possidere in continenti Italiæ possit, & quod in eum casum istæ Provinciæ, devolventur, ad Principes collaterales istius Domûs, quorum unus post alium secundum proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliae, mutuan tutelam seu guarantiam sibi præstabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatûs eis obvenient.

VI. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliae, statim à communicatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citius si fieri potest, & mox ab executione præviâ dictarum conditionum, eorum Ministri Plenipotentarii ab iis nominandi in loco Congressus, de quo ipsi mutuo convenierint, sub mediatione trium Partium contractantium, cætera sigillatim Puncta Pacis suæ particularis component.

Quod altè fata Sua Majestas Cæsarea Catholica, ad promovendum ejusmodi

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 183
di Pacis propositum, & ad avertenda dira Bellorum mala suapte promptissima, præinsertas Conventiones, omnesque & singulos earundem Articulos, ex sincero consolidandæ universalis Pacificationis desiderio acceptaverit, prout hifce acceptat, ac proindè cum præmemoratis tribus Potentiis, Fœdus peculiare in sequentes conditiones pepigerit.

ARTICULUS I.

SIT, maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, Cæsosque ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderati Belgii, eorumque Hæredes & Successores, Fœdus arctissimum, vigore cujus singuli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, necnon Pacem manutenere, propriaque ipsorum commoda, ceu sua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire, avertereque teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in suo vigore & robore firmi permaneant, partemque istius efficiant, exceptis tamen iis Articulis, quibus per præsentem Tractatum expressè de-

derogare è Republica visum est, ut & iis Tractatum Trajectensium Articulis, quibus per Tractatum Badensem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis West-monasterii sub 25. Mensis Maij anno 1716. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britanniae Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitum inter Christianissimum & Magnæ Britanniae Reges, Statusque Generales Fœderati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majestas Christianissima, prout & Sacra Majestas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus spondent, quod Sacram Majestatem Cæsaream Catholicam, ejusque Hæredes & Successores in nullo penitus suorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc possidet vigore Trajecti, Badæque Tractatum, aut quorum, quarumve possessionem vigore hujus Tractatûs obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejusdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo possidet, aut vi hujus Tractatûs eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari,

tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes sese dicta Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Regna & Provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente casu, submittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac Status Generales diserte se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suarum Ditionum loco, dare, concedereve Subditis Sacræ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis existerent, ii, ut à finibus suis, intra octo dies à facta interpellatione Cæsarea expellantur, ferio se curaturos sincerè pollicentur.

I V. Vicissim Sacra Majestas Cæsarea Catholica, Sacra Regia Majestas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus promittunt, quod Sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suarum Ditionum ad Coronam

ronam Galliæ nunc spectantium , nec directè nec indirectè turbare unquam , quin potiùs easdem contra omnes & singulos , qui illas hostiliter invaderetentarent , tueri ac defendere , eidemque in eum casum auxilia submittere velint & debeant , quibus Rex Christianissimus opus habebit , juxta ac infra tractatum est.

Pariter Sacra Majestas Cæsarea - Catholica , Sacra Majestas Regia Britannica , & Domini Status Generales , promittunt seseque obligant , quod manutenere , garantigiare , & defendere velint ac debeant Jus successionis in Regno Franciæ juxta tenorem Tractatum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obstringentes se, ad tutandam dictam Successionem , planè ad normam Renunciationis , quæ à Rege Hispaniarum 5. Novembris anno 1712. facta , & 9. ejusdem mensis & anni in Comitibus generalibus Hispaniæ per solemnem Actum acceptata fuit , quæ subinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit , & postremo per dictos Tractatus Trajecti stabilita & ordinata fuit , idque contra omnes quoscunque , qui ordinem dictæ Successionis contra præmissos Actus & subsequivos Tractatus , turbare præsumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem

tionem infra conventam suppeditabunt. Quin, ubi res postularet, omnibus viribus dictum Successionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

Insuper Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, & Majestas Regia Britannica, Statusque Generales, pariter se obstringunt, quod nullum unquam tutamen aut asylum in suis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majestatis Regiæ Christianissimæ, qui actutum sunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis existerent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium, à facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica, nec non Regia Majestas Christianissima, Statusque Generales Fœderati Belgii, obligant se, pro se, suis Hæredibus & Successoribus ad manutenendam & garantigiandam Successionem, in Regno Magnæ Britanniae, quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est, in Domo Suæ Majestatis Britannicæ modo Regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas, nul-

nullumque asylum aut refugium, in ullo suorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Personæ, ejusve descendentes, si qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ Titulum assumpsit, promittentes pariter pro se ipsis, suis Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ, ejusve descendentes, directè vel indirectè, Terra, Marive, præbituros esse auxilium, consilium, aut opem quamcumque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, navitis, sive alio quocumque demùm modo. Idem observaturos intuitu eorum quibus, à dicta Persona, ejusve descendentes, fortè mandatum aut commissum foret, regimen Suæ Majestatis Britannicæ, aut tranquillitatem Regni sui, sive Bello aperto, sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suæ Majestatis Britannicæ, exercendo turbare, quo postremo casu, Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica promittit se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis, ullum in portibus Belgii sui detur receptaculum. Tantundem spondent Sacra Majestas Christianissima, Statufque Generales Fœderati Belgii,

gii , pro Portubus sui Domini , prout vicissim Sua Majestas Regia Britannica refugium omne in Portubus Regni sui denegaturam promittit , Piratis , Subditos Sacræ Cæsareæ Majestatis Regio-Catholicæ , Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ , aut Dominorum Statuum Generalium infestantibus. Denique Sua Majestas Christianissima , Dominique Status Generales obstringunt sese , quod nullum unquam protectionem vel asylum , in ullo suorum Dominorum loco illis Regiæ Magnæ Britannicæ Majestatis Subditis dabunt , qui actutum sunt , vel aliquando fuerint declarati rebelles : Et casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis , Provinciis , & Ditionibus existerent , eos , è finibus suis intra octo dierum spatium , ab interpellatione Regia , exire jubebunt.

Quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi accideret , sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica , ut & Regia Majestas Christianissima , Fœderatique Belgii Status Generales , in eum casum obstringunt sese ad submittenda auxilia infra determinata : idem facturis ejus descendantibus , si quando eos in Successione Regni Magnæ Britannicæ turbari contingeret.

VI. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis Hæredibus & Successoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu possident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia infra enunciata. Sua Majestas Regia Cæsarea Regio-Catholica, utraque quoque Majestas Regia Christianissima & Britannica æque se obstringunt, quod nullum unquam refugium vel asilum in ullo Regnorum suorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si forte ejusmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium à facta Reipublicæ interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex prædictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in possessione Regnorum Ditionumque suarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terrâ, Marique turbari contingeret, tunc superstites tres Officia

cia sua, mox ac de eo requisiti fuerint, impendent, quo offenso, super illato damno, & injuria satisfiat, aggressorque à prosecutione hostilitatis abstineat.

Ast ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læsæ satisfactionem, reparationemque haud sufficerent, eo casu Alti Contractantes submittent invaso, intra bimestre spatium à facta requisitione, auxilia sequentia unitim vel separatim, videlicet.

Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Christianissima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

Quod si Princeps, aut Pars læsa, pro Milite, Naves Bellicas aut onerarias, vel etiam subsidia pecuniaria, submitti sibi malet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo casu petitæ Naves, pecuniæve ei subministrabuntur, ad mensuram sumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, seu æstimationem dictorum
sump-

sumptuum tollatur, placuit mille Pedites, menstruatim ad valorem decem milium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, menstruatim æstimari, eâdem intuitu Navium proportionem observatâ.

Ubi auxilia supra enumerata impendenti necessitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus suppetiis indilatim convenient: quin exigente casu, Socium læsum, omnibus suis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggressor denuntiabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, isti Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Lusitaniæ.

Tractatus iste approbabitur & rati habebitur à Sua Majestate Cæsarea, Regia Christianissima & Britannica, atque à Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra spatium duorum mensium, aut citiùs si fieri potest.

In cujus rei fidem, Nos infrà scripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iidemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à Nobis

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 193

Nobis collata & recognita, sub finem
hujus Instrumenti, verbo tenus inserta
sunt, præsentem hunc Tractatum sub-
scripsimus, & Sigillis nostris commu-
nivimus. Actum Londini die (vicefimo
secundo Julii V. St.) secundo August.
N. St. anno Domini millesimo septin-
gentesimo decimo octavo.

(L.S.) CHRIS-	(L.S.) DU	(L.S.) W.
TOFF. PEN-	BOIS.	CANT.
TENRIEDER		(L.S.) PAR-
AB ADELS-		KER. C.
HAUSEN.		(L.S.) SUN-
(L.S.) JOES		DERLAND.
PHIL.		P.
HOFFMANN.		(L.S.) KING-
		STON. C.
		P. S.
		(L.S.) KENT.
		(L.S.) HOL-
		LES NEW-
		CASTLE.
		(L.S.) BOL-
		TON.
		(L.S.) ROX-
		BURGHE
		(L.S.) BER-
		KELEY.
		(L.S.) J.
		Craggs.
	I	• (L.S.)

Tome VI.

I

• (L.S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

QUOD si fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret , conferre ratam suam partem stipendii Helvetiorum Cantonibus , pro Liburni , Portus Ferrai , Parmæ & Placentiæ Præfidiis solvendi , juxta conclusi hodie Tractatûs Fœderis tenorem , Articulo isto separato expresse cautum , & inter quatuor Partes contrahentes conventum est , quod eo casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

Articulus iste separatus , eandem vim obtinebit , ac si ipsimet Tractatui hodie concluso , signatoque verbo tenus insertus fuerit , rati habebiturque eodem modo , atque Rati habitationum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem , Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum , hunc Articulum separatum subscripsimus , & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo - secundo Julii Stili Veneris) secundo Augusti Stili Novi an-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 195
no Domini millesimo septingentesimo
decimo-octavo.

(L.S.) CHRIS-	(L.S.) DU	(L.S.) W.
TOFF. PEN-	BOIS.	CANT.
TENRIEDER		(L.S.) PAR-
AB ADELS-		KER. C.
HAUSEN.		(L.S.) SUN-
(L.S.) JOES		DERLAND.
PHIL.		P.
HOFFMAN.		(L.S.) KING-
		STON. C.
		P.S.
		(L.S.) KENT.
		(L.S.) HOL-
		LES NEW-
		CASTLE.
		(L.S.) BOL-
		TON.
		(L.S.) ROX-
		BURGHE.
		(L.S.) BER-
		KELEY.
		(L.S.) J.
		CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS:

QUUM in Tractatu Foederis cum
Sac. Cæsarea Catholica Majestate
hodie subscribendo, ut & conditioni-
I 2 bus

bus Pacis in eo insertis , Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica , & Domin' Status Generales Belgii Uniti , præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum , & Ducem Sabaudia Regem Siciliae , vel etiam Sardiniae appellent : & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica , binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit , antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint ; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas , per Articulum istum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum , declarat & protestatur , quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omisos , sibi minimè præjudicare , neque dictis binis Principibus , Titulos Regios concedere aut adjicere intendat , nisi in eum duntaxat casum , ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint , atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit , ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque , verbo tenus insertus fuerit , rati habebiturque eodem modo , atque Rati habitionum Tabulæ , intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem , Nos infra scripti ,
vigore

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 197
 vigore Plenipotentiarum hodie invi-
 cem exhibitarum, hunc Articulum se-
 paratum subscripsimus & Sigillis nostris
 communivimus. Actum Londini die
 (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo
 Augusti S. N. anno Domini millesimo
 septingentesimo decimo-octavo.

(L.S.) CHRIS-	(L.S.) DU	(L.S.) W.
TOFF. PEN-	BOIS.	CANT.
TENRIEDER		(L.S.) PAR-
AB ADELS-		KER C.
HAUSEN.		(L.S.) SUN-
(L.S.) JOES		DERLAND.
PHIL.		P.
HOFFMAN.		(L.S.) KINC-
		STON. C.
		P.S.
		(L.S.) KENT.
		(L.S.) HOL-
		LES NEW-
		CASTLE.
		(L.S.) BOL-
		TON.
		(L.S.) ROX-
		BURGHE.
		(L.S.) BER-
		KELEY.
		(L.S.) J.
		Craggs.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, rati habebiturque eodem modo, atque Rati habitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo - secundo Julii Stili Veteris) secundo Augusti Stili Novi anno Domini

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 199
 Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L.S.) CHRIS-	(L.S.) DU	(L.S.) W.
TOFF. PEN-	BOIS.	CANT.
TENRIEDER		(L.S.) PAR-
AB ADELS-		KER C.
HAUSEN.		(L.S.) SUN-
(L.S.) JOES		DERLAND.
PHIL.		P.
HOFFMAN.		(L.S.) KING-
		STON C.
		P. S.
		(L.S.) KENT.
		(L.S.) HOL-
		LES NEW-
		CASTLE.
		(L.S.) BOL-
		TON.
		(L.S.) ROX-
		BURGHE.
		(L.S.) BER-
		KELEY.
		(L.S.) J.
		CRAGGS.

Articuli Separati , & Secreti.

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQAM Serenissimus & potentissimus Rex Christianissimus, & Serenissimus & Potentissimus Rex Magnæ Britanniae, necnon Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die conclusi & subscripti, super certis conditionibus convenerunt, secundum quas Pax inter Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem atque Serenissimum & Potentissimum Regem Hispaniarum, item inter eandem Sacram Majestatem Cæsaream, Regemque Siciliae (quem deinceps Regem Sardiniae nominare visum est) conciliari posset quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecere, ut loco basis fixæ, stabiliendæ inter eos Pacis forent, Sacra Majestas Cæsarea, ex gravissimis rationibus, ob quas Rex Christianissimus & Rex Magnæ Britanniae, & supradicti Status Generales, hoc tantum tamque salutare opus susceperunt, permota, deferensque circumspectis urgentibusque eorum Consiliis & suasionibus,

acceptare se declarat dictas conditiones, seu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hispaniarum, atque cum Rege Sardiniae concludere consentit.

II. Quia vero Rex Hispaniarum & Rex Sardiniae dictis conditionibus necdum adhuc sunt assentiti, Sua Majestas Cæsarea, prout & Suae Majestates Regiae Christianissima & Britannica, praefatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad consentiendum spatio trium mensium, à die subscriptionis praesentis Tractatus computandorum, sufficere existimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones rite perpendere possint, iique demum se determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis suae, cum Sua Majestate Cæsarea acceptare ipsi quoque velint, prout eos esse facturos ab eorum pietate & prudentia sperare licet fore scilicet ut exemplum Suae Majestatis Cæsareae secuti animi moribus moderati, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis suis sensibus praehabere, unaque effusioni sanguinis Subditorum suorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europae Natio-

nibus avertere velint. In quem finem Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Statusque Generales Fœderati Belgii, officia sua quam efficacissima unà simul & seorsim impendent, quodictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, si contra omnem expectationem Alte-Contractantium, vota-que universæ Europæ, Rex Hispaniarum & Rex Sardinia, post elapsum trium mensium terminum dictas conditiones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majestate Cæsarea propositas, acceptare abnuerent, cùm tranquillitatem Europæ à renitentia vel moliminibus clandestinis dictorum duorum Principum dependere æquum non sit, Suæ Majestates Christianissima & Britannica, necnon Status Generales, suas cum viribus Suæ Majestatis Cæsareæ jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæsareæ Suæ Majestati præbebunt unitim & separatim eadem ipsa auxilia, de quibus, pro reciproca defensione mutua, IN Articulo septimo Tractatus Fœderis sub hodierno die subscripti convenère, unanimiter consentientes, ut Sua Majestas Christianissima subsidia loco militis præstet.

præstet in ære. Quod si auxilia in dicto Articulo septimo enunciata, assequendo proposito scopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suæ Majestati Cæsareæ submittendis absque mora convenient, eaque continuabunt, quousque Sua Majestas Cæsarea Regnum Siciliae subegerit, ejusque Regna & Provinciae in Italia plenâ securitate gaudeant.

Conventum insuper & quidem discretis verbis fuit, quod si ob causam auxiliorum quæ Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Dominique Status Generales, Suæ Majestati Cæsareæ vi & in executionem præsentis Tractatus suppeditabunt, Reges Hispaniæ & Sardiniae, vel unis illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declararet, aut inferret, sive eum in suis Ditionibus aggrediendo, sive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violenter retinendo, in eum casum duæ aliæ Potentiæ contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hispaniæ, & Sardiniae, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in possessione Siciliae & securus ratione

fuorum Regnorum & Provinciarum in Italia sit , satisfactumque pro justitiâ fuerit illi , ex tribus Partibus Contractantibus , quæ occasione præsentis Tractatûs , armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum , qui Pacis conditionibus cum Sua Majestate Cæsarea faciendæ , necdum assentiti sunt , eas acceptaret , iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recusaverit , se conjunget , submitterque suam partem subsidiorum juxta distributionem desuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici , & quod commutatio Regnorum Siciliae & Sardiniae , pro manutentione Pacis universalis necessaria sit , persuasus , in eam consentiat , conditionesque Pacis cum Imperatore ineundæ ut supra , amplectatur , è contra vero Rex Sardiniae , eâ permutatione rejectâ , Siciliam retinere persistat , in eo casu , Rex Hispaniae Sardiniam Imperatori restituet , qui istius Regni custodiam , (Salvo supremo suo in illud Dominio) Serenissimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tamdiu committet , donec subactâ Siciliâ , Sardiniae Rex , supra recensitis conditionibus ,

Tracta-

Tractatûs cum Imperatore ineundi subscribat , atque in acceptationem , Regni Sardiniaë loco , æquivalentis pro Regno Siciliaë , consentiat , quo factô , in ejus possessionem , à Rege Magnaë Britanniaë , Statibusque Generalibus mittetur. Si vero Sua Majestas Cæsarea expugnare Siciliaë , atque in suam potestatem redigere nequiret , in eum casum , Magnaë Britanniaë Rex , Statusque Generales , Regnum Sardiniaë eidem restituent , frueturque interim Sua Majestas Cæsarea dicti Regni redditibus , qui sumptus in custodiam factos excedent.

V I. Ast ubi Regem Sardiniaë indicatam permutationem consentire , Regem vero Hispaniarum eandem recusare contingeret , in hoc casu , Imperator adjutus reliquorum compaciscentium auxiliis , Sardiniam oppugnabit , quæ tamdiù ei submittere spondent , æquè ac Sua Majestas Cæsarea , arma minimè deponere promittit , donec universum Sardiniaë Regnum occupaverit , quod mox ab occupatione , Regi Sardiniaë cedit.

V I I. Quod si uterque & Hispaniaë & Sardiniaë Rex , permutationi Siciliaë & Sardiniaë sese opponerent , Imperator , unà cum sociorum auxiliis , primo loco Regnum Siciliaë adoriatur , quo occupa-
to ,

to, arma contra Sardiniam verter, eo copiarum numero, quo præter auxilia sociorum ad utramque expeditionem opus esse existimabit subactâ quoque Sardinia, ejus custodiam Sua Majestas Cæsarea Regi Britannico, Dominisq; Statibus Generalibus eo usque committet, donec Sardinia Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ subscripserit, atque Regnum Sardinia, pro æquivalente Regni Sicilia acceptare consentiat, sibi tunc à Sua Majestate Britannica, Statibusque Generalibus tradendum, frueturque interim Sua Majestas Cæsarea redditibus istius Regni, qui sumptus in custodiam factos superabunt.

VIII. Casu quo Rex Catholicus, Sardiniaque Rex, vel alteruter illorum, dictas condiciones Pacis illis propositas acceptare & exequi renuerent, ob eamque causam quatuor Partes compaciscentes, viâ facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum diserte fuit, Imperatorem (qualemunque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis reservatâ tamen Suae Majestati Cæsarea potestate, Jura
sua,

sua , quæ adversus Regem Sardiniaë , super ea parte Statûs Mediolanensis , quam iste nunc possidet , habere prætendit , armis , vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum , revindicandi , salvâ quoque aliis tribus compaciscentibus , in casum , ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniaë & Regem Sardiniaë suscipiendum foret , facultate , cum Sua Majestate Cæsarea conveniendi , & designandi alium quemdam Principem , in cujus favorem , tunc Sua Majestas Cæsarea , de parte Ducatûs Montisferratenensis , à Rege Sardiniaë modo possessa , ad ejusdem exclusionem disponere , & quali alteri Principi , vel quilibus aliis Principibus , Litteras Expectativaë , Investituram continentes eventualem , Statuum , nunc à Magno Duce Hetruriaë , & à Duce Parmaë Placentiaë que possessorum , in exclusionem Filiorum præsentis Reginaë Hispaniaë , accedente consensu Imperii , concedere debeat , hac Declaratione adjunctâ , quod nullo unquam tempore aut casu , neque Sua Majestas Cæsarea ; neque ullus Princeps è Domo Austriaca , qui Regna , Ditiones & Provincias Italiaë possidebit , dictos Ducatus Hetruriaë & Parmaë asserere sibi aut attribuere valeat.

I X. Verùm , ubi Sua Majestas Cæsarea

rea

rea Siciliam , adhibito sufficienti Copiarum numero , Sociorumque , Auxiliis & Mediis , impensâ quoque congruâ diligentia , armis subigere , aut in possessione istius Regni stabilire se nequiret , Partes compaciscentes conveniunt declarantque , Suam Majestatem Cæsaream esse & fore in eum casum , omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta , consentiendo in supradictas conditiones Pacis , se inter , Regesque Hispaniæ & Sardiniae ineundæ : Salvis tamen reliquis præsentis Tractatus Articulis , qui Suam Majestatem Cæsaream , Suasque Majestates Regias Christianissimam & Magnæ Britanniae , & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cum securitas & tranquillitas Europæ , finis , scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Cæsarea & Sua Majestate Catholica , pro se , suis Descendentibus & Successoribus , omnium prætentionum , super Regno Hispaniæ & indiis , ex una , ex altera parte vero , super Regnis , Ditionibus & Provinciis Italiæ & Belgico-Austriacis , faciendarum , memoratæ Renunciationes fient ab una & altera parte eo modo & forma , uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis , inter Suam Majestatem

jestatem Cæsaream & Regiam Catholicam Majestatem pangendæ conventum fuit ; & quamvis Rex Catholicus Præmemoratas condiciones acceptare recusaret , Imperator nihilominus Instrumenta suæ Renunciationis expediri faciet ; cujus tamen publicatio , in diem subscriptionis Pacis suæ cum Rege Catholico differetur ; Et si Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace constanter perseveraret , Sua Majestas Cæsarea nihilo seciùs Regi Britannico , eo tempore quo Ratificationes istius Tractatûs commutabuntur , Actum solemnem dictarum Renunciationum extradet , quem Sua Majestas Britannica , juxta commune Contractantium Pactum , Regi Christianissimo antè non exhibendum promittit , quam Sua Majestas Cæsarea in possessionem Siciliae pervenerit , qua adepta , tunc tam exhibitio , quam publicatio dicti Actûs Renunciationum Cæsrearum , ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet , istæque Renunciationes locum habebunt , siue Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit , siue non , eo quod in hoc ultimo casu Guarantia Partium compaciscantium Cæsari esse debeat loco securitatis quam alioquin ipsæ Renunciationes Regis Catholici , Suæ Majestati Cæsareæ ,
 pro

210 LES INTERETS PRESENS
pro Sicilia & cæteris Italia Statibus, Belgique Provinciis præstitissent.

X I. Sua Majestas Cæsarea promittit, nihil se moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniae, & generaliter, contra Neutralitatem Italiae velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suæ cum Imperatore concessus est. Ast si intra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas condiciones acceptandi, suas potius hostilitates, contra Suam Majestatem Cæsaream proseguere pergeret, vel si Rex Sardiniae, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggredetur, in eum casum, Suæ Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittenda illico Suæ Majestati Cæsareæ in sui tutelam auxilia, quæ vi Fœderis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi præstare convenerunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Fœdere præfixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compacifcentes, mox inter se, de validiore ope
Suæ

Suæ Majestati Cæsareæ ferenda , convenient.

XII. Præmissi undecim Articuli , apud Suam Majestatem Cæsaream , Suas Majestates Christianissimam & Britannicam , Statusque Generales , per spatium trium mensium à die subscriptionis , secreti manento , nisi abbreviare terminum illum , aut producere de communi eorum placito videretur ; & quamvis præfati undecim Articuli sint à Tractatu Fœderis hodierna die , à quatuor dictis Partibus compaciscentibus subscripto separati , eandem tamen vim ac robur habebunt , ac si illi , de verbo in verbum , inserti essent , cum ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratihabitiones eorum uno tempore , cum alteris illius Tractatûs extradentur.

In quorum fidem , nos infrà scripti , vigore Plenipotentiarum , hodie invicem exhibitarum , hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eadem , ut supra.

ARTI-

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM Tractatus hodierno die,
 inter Majestatem Suam Cæsaream,
 Majestatem Suam Christianissimam &
 Majestatem Suam Britannicam initus
 signatusque, ac in se complectens, tam
 conditiones, quæ æquissimæ, summe-
 que aptæ judicatæ sunt, ad Pacem sta-
 biliendam inter Imperatorem & Regem
 Catholicum, atque inter dictum Impe-
 ratorem Regemque Siciliæ; quam con-
 ditiones Fœderis, ad Pacem publicam
 conservandam inter prædictas Potentias
 contrahentes sanciti, celsis & præpoten-
 tibus Dominis Ordinibus Generalibus
 Unitarum Belgii Provinciarum, com-
 municatus fuerit; cùmque Articuli sepa-
 ratim & secreti, hodie itidem signati, con-
 tinentesque rationes quas ad Tractatum
 supra dictum executioni mandandum
 inire visum est, iisdem Ordinibus Gene-
 ralibus, mox proponendi sint, studium
 quod illa Respublica testatur, ad resti-
 tuendam firmandamque tranquillitatem
 publicam, nullum dubitandi locum re-
 linquit, quin ipsa eidem, animo perlu-
 benti, accedere velit. Ideoque dicti Or-
 dines Generales, tanquam Partes con-
 tra-

trahentes, in ipso Tractatu nominatim inferuntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatae in statu suo formulæ id pati possint.

Sin vero præter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) præfati Domini Ordines Generales Tractatui supra dicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbo tenus insertus fuerit, rati habebiturque eodem modo, atque Rati habitionum Tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus & Sigillis nostris
com-

214 LES INTERETS PRESENTS
communivimus. Actum Londini die
(vicesimo-secundo Julii S. V.) secundo
Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eadem , ut supra.

Ce Traité fut ratifié par l'Empereur
le 14. Septembre , par le Roy Très-
Chrétien le 31. Août , & par Sa Majesté
Britannique le 7. Août 1718. Et le Duc
de Savoye y acceda le 8. Novembre
1718.

[X.]

1720. ACCESSION du Roy
d'Espagne au Traité de la Quadruple
Alliance , Copie autentique.

CUM per Conventionem Hagæ-
Comitum signatam inter nos sub-
scriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ ,
Sacræ suæ Britannicæ , & Sacræ suæ
Christianissimæ Majestatum conventum
sit , ut Sua Majestas Catholica possit in-
trâ spatium trium Mensium à die sub-
scriptionis dictæ conventionis compu-
tandorum acceptare Tractatum Londini
signatum secundo Augusti 1718. n. st.
fruique commodis in ejus favorem per
dictum Tractatum solemniter promif-
sis , cumque dicta Sua Majestas Catho-
lica

lica purè & plenè acceptaverit , Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad verbum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & cùm dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium Tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum muniverit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur, nos infra scripti Cæsareæ, Britannicæ, & Christianissimæ Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium mensium à die subscriptionis dictæ conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per præsentis Majestatis suæ Catholicæ puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulos præfati Tractatûs Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infrascriptus Majestatis Suæ Catholicæ Plenipotentarius à dic-

ra Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Fœderatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. n. st. cum sim instructus, observatumque fuerit Ministrum Majestatis suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. n. st. à Ministro Majestatis suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comittem à Windischgraz Majestatis suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpenſis dictâ Conventione Parisiis factâ, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis Tractatusque Londinensis una eademque res omninò sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 217
ne Regis Hispaniarum Domini mei ac-
cepto.

Instrumentum hoc Accessionis Majes-
tatis suæ Catholicæ rati habebitur ab om-
nibus Partibus Compaciscentibus, &
Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ
intra spatium duorum Mensium à die
subscriptionis computandorum aut ci-
tius si fieri poterit, Hagæ-Comitum
commutabuntur & invicem extraden-
tur. In quorum fidem nos Partium con-
trahentium Plenipotentiarii supradic-
tis Plenipotentiarum Tabulis mutuò ex-
hibitis, instructi hæc præsentibus mani-
bus nostris subscripsimus, & sigillis
nostris communivimus. Actum Hagæ-
Comitum die decimâ septimâ Februarii
anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) LEOPOLDUS COMES A WIN-
DISCHGRAZ.

(L. S.) MARQUES BERETTI LANDI.

(L. S.) CADOGAN.

(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

PHILLIPPUS, Dei gratiâ Rex Castil-
liæ, Legionis, Arragoniæ, utrius-
que Siciliæ, Hierosolimæ, Navarræ,
Granatæ, Toledî, Valentia; Galeciæ,
Majoricæ, Hispalis, Cordubæ, Corsi-
cæ, Murcia; Giennæ, Algarbiæ, Al-
geziæ, Gibraltariæ Canariarum, India-

Tom. VI.

K rum

rum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani : Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, & Barcelonae, Dominus Biscajae & Molinae, &c. Cum per Serenissimum Principem Georgium Magnae Britanniae Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum X V. Nepotem Nostrum Franciae & Navarrae Regem propositus sit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem stabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cum hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarum Tabulis instruxerint, nempe Magnae Britanniae Rex Comites de Stairs & de Stanhope, & Franciae Rex Marchionem & Marefcallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eò pervenerint, ut Tractatum concluderint, quem signarunt Parisiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuarunt, stabiliri in votis fuit, & cum memorati Domini Magnae Britanniae & Franciae Reges Nobis proposuerint hisce adherere conditionibus,

licet

licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus nihilominus desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnæ Britanniae, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cum Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus: Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, signatum 18 Julii 1718. à supradictis 4. Plenipot. Suarum Majest. Britan. & Christiani. atque ideò tenore præsentium acceptamus hunc Præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis, & præcipuè in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directè respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commisimus Expeditionem præsentis Instrumenti manu Nostrâ muniti & Sigillo Nostro secreto, atque ab infra scripto primo Statûs Secretario subsignati. Datum Madridi 26. Januarii 1720. Signatum erat.

E G O R E X.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

K 2 Nos

N Os infraſcripti Miniſtri & Plenipotentiarii declaramus Apographum ſuprà inſertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum conſimile eſſe. Actum Hagæ-Comitum die decimâ ſeptimâ Fébruarii Anni milieſimi ſeptingentieſimi vigeſimi.

(L. S.) LEOPOLDUS COMES A WIN-
DISCHGRAZ.

(L. S.) MARQUES BERETTI LANDL.

(L. S.) CADOGAN.

(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

[Y.]

LETTRES *d'investiture Eventuelle des
Etats de Parme, Plaisance & Toſcar-
ne, en faveur de l'Infant D. Carlos.*
Actes Manuſcrits de Cambray.

CAROLUS SEXTUS Divina fa-
vente Clementia Electus Roma-
norum Imperator, ſemper Auguſtus,
ac Germaniæ, Caſtilliæ Arragoniæ, Le-
gionis, utriuſque Siciliæ, Hieruſalem,
Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croa-
tiæ, Sclavoniæ; Navarræ, Granatæ,
Toleti, Valentæ, Gallitiæ, Majorica-
rum,

rum, Seviliaë, Sardiniaë, Cordubæ; Corsicæ, Murtiaë, Giennis, Algarbiaë, Algeziraë, Gibraltaris, Insularum Canaria & Indiarum; ac terræ firmæ maris Oceani, Archidux Austriaë, Dux Burgundiaë, Brabantiaë, Mediolani, Styriaë, Carinthiaë, Carniolaë, Limburgiaë, Luxemburgiaë, Gueldriaë, Witterbergæ, superioris ac inferioris Silesiaë, Calabriaë, Athenarum & Neopatriaë, Princeps Sueviaë Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviaë, Moraviaë, superioris & inferioris Lusatiaë, Comes Habsburgi, Flandriaë, Tirolis, Ferretis, Niburgi, Goritiaë & Arthesiaë, Landgravius Alsatiaë, Marchio Oristaniaë, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis & Ceritaniaë, Marchiaë Sclavonicaë, Portus Maonis, Biscayaë, Molinaë, Salinarum, Tripolis & Mechlinæ.

Agnoscamus & notum facimus tenere præsentium universis; quod cum tanto sollicitudinis studio ad hunc promoverè, qui Cameraci pendere noscitur congressum festinemus quanto amore pacis Tractatui quadruplicis fœderis die 8. Augusti anno Christi 1718. inito & subscripto accessimus, & cum in ejus articulo quinto conventum fuerit quod ad pristina superioritatis Imperialis jura, Status seu Ducatus à Duce Hetru-

riæ, Parmæque & Placentiæ Duce modo possessi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus partibus contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii feudis masculinis, & nos quantum in nobis erit ceu caput imperii insuper consenserimus, ut si quando casus aperturæ dictorum contingat, tunc præsentis Serenissimæ principis Dominae Elisabethæ Hispaniarum Reginae, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ filius primogenitus Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans consanguineus, & Parens noster charissimus hujusque descendentes Masculi ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem reginae filii si qui nascantur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis in omnibus dictis Provinciis succedant, & quod Nos solitum Romani Imperii consensum desuper requisituri, eo obtento Litteras expectativæ Investituram eventualem continentes prædictæ Reginae filio, vel filiis eorumque descendibus masculis legitimis in debita forma expedire easque Regi Catholico tradi curabimus, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvâque per omnia Principium qui dictos Ducatus
in

in præsens obtinent possessione , & post nunc exhibitum Nobis Sacri Imperii Romano-Germanici consensum ; cum res in eo sit , ut si nobis nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus , ac Regibus legitimè intrantibus , dictoque Romano Imperio præfatus Princeps Carolus , cæterique ejus descendentes , aut ipsius fratres , & eorum masculi antedicti , & omnia singula debite faciant & præstent quæcunque fideles obedientesque Principes & Vasallos Italicos de jure aut consuetudine ex antiquis feudorum rationibus sub trono Imperiali constanter & per omnia præstare & facere decet , nos in conformitate præmemorati integri articuli quinti , & non aliter , atque in sinceram ejusdem executionem gratiæ expectativæ investituram eventuallem continentis juxta ritum & stylum Cæsareum Diploma Imperiale , ea quæ conventum est lege modo , ac formâ eidem Principi Carolo concedere & elargiri possimus & debeamus.

Proinde ex certa nostra scientia animo bene deliberato , ac sano accedente Consilio , deque Cæsareæ Nostræ Majestatis potestate nostra , nostrorumque in Diademate Imperiali legitimorum Successorum Romanorum Imperatorum ac

Regum nomine : præfato Principi Carolo , ejusdem descendentibus necnon fratribus ex dicto Matrimonio modernæ Hispaniarum Reginae , eorumque Posteris uti supra legitimè natis , aut nascituris masculis , harum vigore litterarum benigne concesserimus , ex hoc Decreto atque Diplomate Imperiali expectativam vim ac robur eventualis Investituræ continentem clementer elargiti sumus , ejusdemque Principem Carolum pro se suisque Successoribus masculis legitimo ex matrimonio descendentibus , nec non pro omnibus ac singulis supra recensitis , ipsius fratribus & eorum masculis ex legitimo matrimonio natis aut nascituris præfatis de Ducatibus ac Statibus tanquam veris feudis Imperialibus Italicis masculinis memoratum in eventum aperturæ , & caducitatis , quo scilicet præsentés ex Domo Farnesiâ Possessores, sine prole legitimâ naturali masculâ Successionis capace vivere desierint , de Cæsareâ potestatis nostræ plenitudine juxta expressum , legeque Imperiali receptum ordinem primogenituræ abusivæ infeudaverimus , atque investiverimus , quemadmodum tenore præsentium hocce Decreto & Diplomate nostro Imperiali vim eventualis Investituræ habente de
jure ,

jure , lege aut consuetudine Imperiali eundem Principem Carolum infeudamus ac investimus.

Nostriſ cæteroquin & Sacri Imperiï nec non aliorum quibuſcumque juribus ſemper ſalvis , ac nominatim hac diſerta ſub conditione , & in caſu exiſtentis realiter expectare , & quoties ille deinceps caſus evenerit , veram propriamque Inveſtituram à nobis , noſtriſque Succeſſoribus , Romanorum Imperatoribus ac Regibus memoratus Princeps cæterique ut ſuprà ipſimet , ut per legitimos poſt diſpenſationem Imperialem validos & ſufficientes Mandatarios , tempore , loco ſtyloque conſuetis , requirere debitum homagium facere , ac præſtatiſ quibuſcumque penes Conſilium Aulicum præſtandiſ coram throno noſtro Cæſareo recipere , & fidelitatiſ juſjurandum præſtare teneatur teneanturque , prout in feudis ac homagiis Italico Regiſ recepti Cæſarei Romano-Germanici juris & moris eſt. Secus verò in conformitate ejuſdem totiuſ Articuli quinti Fœderiſ Londiniënſiſ hiſce diſertim & ſub conditione *ſine qua non* declaranteſ , noſ , & Sacrum Romanum Imperium ad permittendam nominatorum Ducatum & Statuum poſſeſſionem teneri , nec velle nec poſſe.

Salvo porrò, ut præfertur, nostro & dicto in Fœdere Principum præsentium ac Ducum Hetruriæ Parmæ, Placentiæque possessorum omnimodo jure.

Insuper & reliqua hujusdem Articuli quinti stipulatione per omnia, & semper salva, quod nempe nullus prædictorum Ducatum ac Statuum ullo unquam tempore aut casu à Principe, qui uno tempore Regnum Hispaniarum obtinet, possideri possit aut debeat, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex tutelam ejusmodi Principis assumere possit ac gerere valeat.

Ac propterea mandamus & præcipimus omnibus & singulis nostris ac Imperii Sacri Electoribus, aliisque Principibus tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Capitaneis, Vice-Dominis, Locumtenentibus, Gubernatoribus, Præsidentibus, Præfectis, Castellanis, Rectoribus, Magistratibus Vexilliferis, Potestatibus Civium, Magistris Consulibus, Judicibus, ac generaliter omnibus nostris ac Sacri Romani Imperii Regnorumque ac Provinciarum nostrarum hæreditariarum Subditis & fidelibus cujuscunque statûs, gradûs, ordinis, digni-
tatis

tatis aut præeminentia fuerint , ut sapè nominatum Principem Carolum , vel ejus Successores & Hæredes , aut ex eodem matrimonio fratres , ut suprâ , quod ad hanc Successionem & gratiam nostram Imperialem , nullatenus impediant vel turbent , sed potiùs defendant ac manuteneant , idque etiam ab aliis , quantum in ipsis erit , fieri studeant ac caveant , nec turbari aut impediri sinant ; si quis verò Edictum hoc nostrum ac Diploma Imperiale quondam temerariò transgredi vel violare præsumperit , is præter gravissimam nostram & Sacri Romani Imperii indignationem , multam quoque quadringentarum marcarum auri puri pro dimidio , Fisco Cæsareo nostro Imperiali , & pro altero dimidio injuriam vel damnum patientibus , toties quoties in contrarium quidquam attentatum factumque fuerit , irremissibiliter pendendam noverit.

Harum Testimonio Litterarum manu nostrâ subscriptarum , & Sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum , quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ anno Domini &c.

[Z.]

1724. *Copie des Reversales accordées par le Roi d'Espagne, par rapport aux Lettres d'Investiture précédentes, avec les Garanties de l'Investiture, Actes Manuscrits de Cambrai.*

LUDOVICUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliae, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentia, Majoricarum, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennii, Algarbiarum, Algezira, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Austria, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molina &c. Cum Comes à Santistevan, necnon Marchio Berreti Landi, nostri in Cameracensi Congressu Ministri Plenipotentarii, virtute Plenipotentia, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die secundâ Mensis Augusti Anni millesimi

simi septingentesimi decimi octavi Londini signati, dieque decimâ sextâ mensis Februarii anni subsequents millesimi septingentesimi vigesimi à Rege, & Parente nostro Hagæ - Comitibus accepti Complementum & observantiam acceperint & admiserint Diploma Cæsareum sive Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus seu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Investituram pro Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratrem nostro, Serenissimæque Reginæ Dominæ nostræ natæ Parmensis Ducissæ Filio, ipsiusque Descendentibus, & Successoribus Masculis è Legitimo Matrimonio susceptis, & horum defectu pro cæteris universis ejusdem Reginæ Serenissimæ Dominæ nostræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipsis à Ministris Plenipotentariis Sacræ Cæsareæ Majestatis nostræ subscriptum, atque Sigillo firmatum tradiderant instrumentum quoddam, cujus tenor subsequens adest.

Nos infra scripti Sacræ Regiæ Catholice Majestatis Ministri Plenipotentarii recipimus in complementum & satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die secunda Augusti 1718. Londini subscripti, & decima sexta Februa-

rii 1720. à Rege Catholico Hagæ - Comitum acceptati Diploma Cæsareum , seu Litteras exspectativæ Investituram eventualem continentes Ducatum , seu Statuum Hetruriæ , Parmæ & Placentiæ pro Serenissimo Infante Carolo Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filio , ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio Natis , aut post decessum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis , eorumque Descendentibus Masculis , quod Nobis à Ministris Plenipotentariis Sacræ Cæsareæ Majestatis hodie debita in forma coram Ministris Plenipotentariis Regum Mediatorum ritè extraditum fuit ; Promittimusque nomine Sacræ Catholicæ Majestatis , omnes , & singulas in prædicto Diplomate expressas conditiones , juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæsaream Majestatem , & Imperium à Sacra Regia Catholica Majestate , prout & à Serenissimo Infante Carolo , ejusque Hæredibus , & Successoribus Masculis , ibidemque recensitis ejus Fratribus sanctè & inviolatè executum & observatum iri , in cujus fidem præfens hoc Instrumentum virtute Plenipotentia à Sacra Regia Catholica Majestate nobis concessæ , cujus Apographum ad finem adjunctum est manu propria , Sigillo-

gilloque nostro firmavimus ; quemadmodum , & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majestate ratihabitionibus suis ritè confirmabitur , ratihabitionumque Tabulæ intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis , aut citius , si fieri potest , Sacræ Cæsææ Majestatis Ministris Plenipotentariis Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigesima quarta Januarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(*L. S.*) El Conte de SANTISTEVAN.

(*L. S.*) El Marques BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santistevan , & Marchione Beretti Landi præfati Instrumenti hic supra translati & & inserti exemplar Nobis missum fuerit , postquam illud de verbo ad verbum percurrimus , atque maturè expendimus omne in illo contentum , & expressum probare atque ratificare decrevimus , ideoque promittimus universas & singulas condiciones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expressas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmissum est Nobis , & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Investitura eventualis in ipso contenta , adimplendas , & inviolabili-

ter

ter observandas erga Sacram Cæsaream, Majestatem, & Imperium tam à Nobis, quàm Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Hæredibus, atque Successoribus suis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum decessu ab ipsius Fratribus in ipsa præfata Investitura recensitis, ad quam Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præsentis Litteras expedire jussimus, manu nostra subscriptas, Sigillo nostro secreto firmatas, atque ab infrascripto, Sanctioris Consilii commentariensi nostro Chirographo adscriptas, datas Madriti die vigesimâ octavâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

Garantie du Roi de la Grande-Bretagne.

GEORGIVS Dei Gratiâ Magnæ Britanniae, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector, &c. omnibus & singulis, ad quos præsentis hæc Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Instrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præstandæ, inter nos & bonum

num Fratrem nostrum Regem Christianissimum , per Ministros Plenipotentiariorum utrinque mandatos , & Autoritate sufficienter munitos Cameraco die vigesimo quarto Mensis præsentis Januarii , styli novi , conclusum , signatumque fuerit , Formâ & verbis , quæ sequuntur. Postquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo sexto Februarii , Anno millesimo septingentesimo vicesimo à Rege Catholico solemnè Ratificatione suâ acceptati , juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciscentium consensu , pactum definitumque fuerit , ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ , Parmæque ac Placentiæ Duce modo possessi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis , ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se cœu Caput Imperii consenserit , ut si quando casus aperturæ dictorum Ducatum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat , tunc præsentis Serenissimæ & Potentissimæ Hispaniarum Reginæ Infans ,

fans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginae Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu Litteras expectativæ Investituram eventua-lem continentes pro dictæ Reginae Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter in præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmissum fuit, cujus tenore hic sequitur.

Locus Instrumenti Infeudationis.

Agnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinsertarum expectativæ Litterarum satisfecisse; Ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali
sua

sua Guarentiâ obstringunt , omnes & singulas in præinsertis Infeudationis expressas condiciones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpescatæ Reginæ Filio , ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiose adimplere debere ; ac præsertim , quod in casu existentis realiter aperturæ , & quoties deinceps ille casus evenerit ad summum intra annum & diem ab adepta possessione actualem ac proprie sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate , ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps cæterique ut supra ipsimet , aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstandis recipere , ac solitum desuper fidelitatis iussurandum præstare teneatur , teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Britannica & Sua Regia Majestas Christianissima conjunctim & separatim pro se suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantiâ & sponcione promittunt , prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatas agnoscunt se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum , dum casus evenerint , ferriò manutenere , & Feudum Cæsari &
Imperio

Imperio super præfatos Ducatus constitutum, illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannica & à Sua Regia Majestate Christianissima Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citiùs, si fieri possit, Suae Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infra scripti Suae Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministri Plenipotentarii, & Suae Regiæ Majestatis Cristianissimæ Ministri Plenipotentarii sufficientibus ad id Mandatis muniti, Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris cummunivimus. Actum Cameraci die vigesima quarta Mensis Januarii st. n. Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L. S.) POL-
WARTH.

(L. S.) WHIT-
WORTH.

(L. S.) DE BAR-
BERIE DE SAINT
CONTEST.

(L. S.) ROT-
TEMBOURG.

Nos

NO s viso & perpenſo Inſtrumento
 Guarantiæ ſupraſcripto idem in
 omnibus & ſingulis ejus Articulis &
 Clauſulis approbavimus, & ratum fir-
 mumque habuimus, ſicut per præſentes
 pro Nobis, Hæredibus, & Succeffori-
 bus noſtris idem approbamus, & ratum,
 firmumque habemus, ſpondentes & in
 verbo Regio promittentes, Nos præ-
 dictum Inſtrumentum Guarantiæ, om-
 niaque & ſingula, quæ in eo continen-
 tur, ſancte atque inviolabiliter præſtitu-
 ros & obſervaturos, neque paſſuros un-
 quam, quantum in Nobis eſt, ut à quo-
 piam violetur, aut ut eidem quocunque
 modo in contrarium eatur. In quorum
 majorem fidem ac robur, hiſce præſen-
 tibus manu noſtra Regia ſignatis, Mag-
 num noſtrum Magnæ Britanniæ Sigil-
 lum appendi juſſimus. Dabantur in Pa-
 latio noſtro Divi Jacobi die viceſimo-
 tertio ſc. v. Menſis Januarii Anno Do-
 mini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſi-
 mo quarto, Regniſque noſtri decimo.

GARAN-

Garantie du Roi de France.

LOuïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux , qui ces presentes Lettres verront , Salut. Comme nôtre amé & feal le Sr. de St. Contest , Conseiller d'Etat ordinaire , & nôtre cher & bien amé le Sr. Comte de Rottembourg Brigadier de nos Armées , nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleins-pouvoirs, que-nous leur en avons donné, conclu , arrêté & signé en ladite Ville de Cambrai le $\frac{17}{11}$ du présent mois de Janvier avec le Comte Polwarth , & avec le Baron de Whitworth Ministres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de leurs Pleins-pouvoirs en bonne forme, l'Acte de Garantie , dont la teneur s'ensuit

Postquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti , ac deinde Hagæ Comitum die decimâ sextâ Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo à Rege Catholico solemnî Ratificatione suâ acceptati ; juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum , communi

muni omnium Paciscentium consensu pactum definitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo possessi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis; Ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se, ceu Caput Imperii consenserit, ut, si quando casus aperturæ dictorum Ducatum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præsentis Serenissimæ ac Potentissimæ Hispaniarum Reginaæ natæ Ducissæ Parmensis Filius primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginaæ Filii, si qui nascentur, pariter unâ cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu, Literas Expectativæ Investituræ eventuales continentes, pro dictæ Reginaæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem

&c

& complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

Locus Investituræ.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinsertarum expectativæ Literarum satisfecisse, ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantia obstringunt, omnes & singulas in præinsertis Literis Infeudationis expressas condiciones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpefatae Reginae Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiosè adimpleri debere, ac præsertim quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus evenerit, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione: actualem & propriè sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps, cœterique, ut supra, ipsi-

met;

met, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstitis præstandis recipere, ac solitum desuper fidelitatis jusjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Christianissima, & Sua Regia Majestas Britannica conjunctim & separatim, pro se, suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantia & sponfione promittunt, prout juxta tenorem supramemorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatos agnoscunt, se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenerit, seriò manuteneant, & Feudum Cæsari & Imperio supra præfatos Ducatus constitutum illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannicâ Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citiùs si fieri possit, Suae Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem nos Infra scripti Suae Regiæ Majestatis Christianissimæ, &

Tome VI.

L

Suae

242 LES INTERETS PRESENTS

Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentarii sufficientibus ad id Mandatis muniti Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die (vigesima quarta) decima tertia mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L.S.) DE BARBE- (L.S.) POL-

RIE DE SAINT

WARTII.

CONTEST.

(L.S.) WHIT-

(L.S.) ROT-

WORTH.

TEMBOURG.

NOus ayant agreable le susdit Acte de Garantie en tous & chacun les points qui y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes signées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes.

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 243
sentes. Donné à Versailles le vingt-
huitième jour de Janvier l'an de grace
mille sept cent vingt-quatre, & de nôtre
Regne le neuvième.

LOUIS.

Par le Roy ,

FLEURIAU.

[AA.]

1731. TRAITÉ de famille entre
le Grand Duc de Toscane & Sa Ma-
jesté Catholique , conclu à Florence en
1731. tiré du Mercure Historique.

*Au nom de la Sainte Trinité , Pere
Fils & Saint Esprit.*

LA Divine Providence ayant inspi-
ré au Serenissime Jean Gaston ,
Grand Duc de Toscane ; & à la Sere-
nissime Anne Marie Louise , Electrice
Douairiere Palatine , le sincere & ar-
dent desir , qu'a toujours eu le Serenif-
sime Grand Duc Cosme III. leur Pere
de Glorieuse Memoire d'entrer dans les
mesures qu'auroient prises les principa-
les

L 2 les

les Puissances, pour pourvoir au défaut de successeurs dans leur Famille, dans la manière qui seroit trouvée la plus efficace & la plus propre à conserver & à assurer contre tout événement la Tranquillité publique, & en particulier celle de leurs Etats, & procurer & affermir le bonheur & les avantages de leurs Peuples, elles ont enfin résolu d'exécuter de si bonnes intentions, en engageant les principales Puissances à concourir à une si bonne œuvre, en réglant pacifiquement la succession à la Souveraineté desdits Etats en faveur d'un Prince, aussi étroitement uni à leur Serenissime Maison par les liens du Sang, que l'est le Serenissime Prince D. Carlos, Infant d'Espagne, Fils aîné de Sa Majesté Catholique, & de la présente Reine d'Espagne, que L. A. R. ont par cette raison toujours préféré à tout autre, & qui a toujours été l'objet des vœux de leurs Peuples, tant à cause de l'éclat de sa naissance que pour ses autres qualitez personnelles, & Hereditaires, qui font avec raison espérer à toute la Toscane, sous le Gouvernement d'un si grand Prince, la continuation des prosperitez, & du repos, dont elle a joui sous les Grands Ducs de la Serenissime Maison regnante. Et comme pour mettre la

der-

derniere main à une affaire de cette importance , différée jusqu'à présent à cause de l'incertitude d'obtenir le concours de Sa Majesté Imperiale & des autres principales Puissances de l'Europe , désiré également par Sa Majesté Catholique , par le Grand Duc , & par la Serenissime Electrice Douairiere Palatine , mais dont on est asûré presentement depuis que certaines difficultez ont été levées par les derniers Traitez , il a été trouvé à propos de negocier & conclure directement entre Sa Majesté Catholique , & Leur Altesse Royale , un Traité ou Convention de Famille à Famille , ou feroient reglez les divers interêts concernant non seulement le plus heureux , & le plus convenable établissement de la Succession du Serenissime Infant susdit ausdits Etats , pendant que le Serenissime Grand Duc , que Dieu conserve longtemps , est encore en vie , en qualité de son Successeur immediat , mais encore la conservation de la Souveraineté , Autorité & Tranquillité de S. A. R. de l'Honneur , & des interêts de la Serenissime Electrice Palatine Douairiere , & des avantages de leurs Etats & de leurs Peuples ; pour cet effet Sa Majesté Catholique a jugé à propos de don-

ner ses pleins-pouvoirs au Rev. Pere Salvador Ascanio, de l'ordre des Dominicains, son Ministre à la Cour de Toscane, & S. A. R. a commis avec ses pleins-pouvoirs, le Chevalier & Prieur, le Marq. Charles *Rinuccini* du Conseil d'Etat & Secrétaire de Guerre, & le Chevalier & Prieur Jacques *Giraldi* du Conseil d'Etat, lesdits Ministres Plenipotentiaires, s'étant communiqué & ayant échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, & ayant tenu plusieurs conférences entr'eux, sont convenu d'un Traité de Famille comme il est dit ci-dessus, & d'une Alliance & Amitié perpétuelle entre S. M. C. ses Heritiers & Successeurs d'une part, & le Serenissime Grand Duc, & ses Successeurs d'autre part, de la maniere & aux conditions exprimées dans les Articles suivans,

ART. I. pour établir sur la base la plus solide & la plus inalterable une Alliance perpétuelle, & une sincere Amitié entre la Famille Royale d'Espagne, & la Maison regnante de Toscane, les Royaumes & la Couronne de Sa Majesté & les Etats de S. A. R. tant le Serenissime Grand Duc, que la Serenissime Electrice Palatine, sa Sœur, sont convenus pleinement, ont résolu & consenti que, no-
nob-

notstant toute autre disposition quelconque , qui pourroit avoir été faite ci-devant en Toscane , par rapport à la succession suivant la situation d'alors des affaires publiques ; le Grand Duc , que Dieu daigne conserver , venant à mourir sans laisser d'Enfans Mâles , le Serenissime Prince Infant Don Carlos , sera & devra être son Successeur immediat à la Souveraineté de tous les Etats qui composent à Présent le Grand Duché de Toscane , & successivement l'aîné des Enfans Mâles dudit Infant , & à leur défaut ladite succession passera de plein droit à l'aîné de ses Serenissimes Freres , Fils de S. M. C. & de la présente Reine d'Espagne.

II. S. A. R. & S. A. Elect. voulant que ce reglement de succession à la Souveraineté de leurs Etats , ait l'effet le plus sur & le plus tranquile qu'il se pourra , s'engagent de communiquer la presente Convention au Senat , après l'échange des ratifications , & de lui en faire jurer la religieuse & inviolable observation , si le Roi Catholique la souhaite & le demande.

III. Leurs Majestés Catholiques , promettent , au nom du Serenissime Infant Don Carlos , & de ceux qui succederont à ses droits , que les fonds & det-

tes publiques & les revenus destinez à cet effet seront maintenus, & que l'ordre Militaire de S. Erienne; sera de même maintenu dans l'état & l'éclat où il est à présent.

I V. Elles promettent pareillement que la constitution du Gouvernement en Toscane; sera maintenu, soit pour l'économique, le civil & le juridique; que les Droits, Privileges & prerogatives de la Ville de Florence, lui seront conservez & qu'elle sera la principale Residence du Serenissime Infant Successeur; la même chose sera observée à l'égard de chacune des autres Villes, sur tout à l'égard des Magistrats; on procurera aux sujets toutes sortes de facilitez, & exemptions dont ils ont jouï sous la Regence de la Serenissime Maison Regnante; enfin on ne conferera qu'aux naturels, les emplois civils & économiques, les Evêchez, & autres benefices Ecclesiastiques.

V. Que les personnes, effets, bâtimens, & Commerce des naturels de Toscane seront maintenus en Espagne dans la possession des mêmes Franchises, & exemptions dont jouïssent les Nations les plus amies & les plus favorisées de la Couronne dans le Commerce.

VI. Que le Grand Duc Regnant, en
con-

consideration de ce qu'il fait & accorde pour assurer la Succession immédiate au Serenissime Infant, ne rencontrera aucun obstacle dans le libre exercice de la Souveraineté, & continuera à gouverner ses Etats, & son Peuple avec la même Puissance absolue & independante, avec laquelle il les a gouvernez jusqu'à présent; & Sa Majesté Catholique, pour temoigner l'affectueuse estime qu'elle a pour S. A. R. s'oblige de traiter à sa Cour la personne & les Ministres du Grand Duc, & de ses Successeurs de la même maniere & avec les mêmes Titres que l'on a donnez à la Cour d'Espagne, à la personne & aux Ministres du Serenissime Seigneur Duc de Savoye avant qu'il fût reconnu Roi de Sardaigne.

V I I. L. A. promettent que tous leurs biens meubles & immeubles tant Feodaux qu'Allodiaux leur appartenances, & situés tant au dedans qu'au dehors de leurs Etats, & qu'ils se trouveront posséder à l'heure de leur mort, passeront au Serenissime Infant comme Grand Duc de Toscane, & aux autres Grands Ducs ses Successeurs; elles promettent de même de laisser au Serenissime Infant & aux autres Grands Ducs tous les Patronats des Benefices Ecclesiastiques de leur maison, & de leur Etat dont elles pour-

L 5

ront

ront disposer en quelque maniere que ce soit.

V I I I. Que tous les biens meubles & les meubles de quelque genre , prix & valeur , qu'ils soient & en quelque lieu qu'ils soient tenus , conservez & placez restent & doivent rester dans le libre & absolu pouvoir de L. A. tant pour l'usage que pour la propriété , pouvant en disposer librement tant pendant leur vie , qu'à leur mort , comme restent à leur disposition tous les effets & bien qu'elles se trouvent avoir & posséder hors des Etats de la Toscane, & nomément les Revenus de l'Heritage des Serenissimes Gr. Duchesses de Toscane, Victoire d'Urbain, & Marguerite de France , leurs Ayeule & Mere respectives , & toutes les sommes qui leur sont dûes en quelque lieu que ce soit à la reserve de l'Artillerie , & des Armes , munitions & autres choses concernant le service de la Guerre & de la Marine.

I X. L. A. s'obligent de ceder comme elles cedent dès à présent au Serenissime Infant , pour le tems qu'il sera Gr. Duc de Toscane , & aux Grands Ducs ses Successeurs , toutes les autres dettes qui ne sont pas spécifiées ci-dessus & que les ancêtres de leur Maison regnante ont contractées avec les Puissances
Etran-

Etrangeres , hormis avec la Couronne d'Espagne, & la faculté & le Droit qu'elles ont ou peuvent avoir de recouvrer & faire valoir leurs pretentions sur les Etats , effets , & biens qui ne sont pas possédez à présent par leur Maison , pour l'agrandissement des Etats, & Domaines de la Toscane.

X. D'autre part L. M. C. sont contens & promettent au nom du Serenissime Prince Infant , & de ceux qui entreront dans ses Droits , que la Serenissime Electrice survivant au Serenissime Grand Duc , son Frere , elle pourra & devra prendre & garder , durant sa Vie , le Titre de Grande Duchesse & jouir des Honneurs , & prérogatives dont ont joui les autres Grandes Duchesses de Toscane , & pareillement celle d'être entretenuë avec sa Cour des deniers publics.

XI. Que si à la mort du Serenissime Grand Duc , le Serenissime Prince Infant ne se trouve pas en Toscane , & que la Serenissime Electrice survive , elle pourra & devra aussi-tôt prendre , avec le Titre de Regente , au nom du Serenissime Infant alors Grand Duc , l'Administration du Gouvernement qu'elle gardera jusqu'à son arrivée dans lesdits Etats; & S. A. E. aura avec le

L 6 titre

titre de Regente, & de Tutrice, le Gouvernement jusqu'à ce que le Prince Infant absent ou present ait sa dix-huitieme année accomplie, & même après les dix-huit ans accomplis, si le Serenissime Infant sortoit desdits Etats de Toscane.

XII. Que le Serenissime Infant alors Grand Duc, étant devenu Majeur, il devra admettre la Serenissime Electrice dans tous les Conseils d'Etat, de Grace & de Justice, & conferer à sa nomination les Charges civiles & æconomiques, les Benefices & Dignitez Ecclesiastiques, & laisser à S. A. E. la Surintendance des lieux pieux & de l'Academie de Pise.

XIII. On invitera & priera de la part de Sa Majesté Catholique & de S. A. R. Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, de garantir la presente convention que Sa Majesté Catholique, au nom du Serenissime Infant & Son Altesse Royale s'obligent de ratifier, & de faire échanger les Ratifications ici à Florence au bout de trois mois à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

En

En foi de quoi nous les Ministres
Plenipotentiaires soucripts de S. M. C.
& de S. A. R. le Grand Duc, en Vertu
de nos pleins-pouvoirs que nous nous
sommes reciproquement communiquez,
& dont Copie sera mise à la suite du
present Traité & convention de Famille,
nous avons signé & apposé le Sceau de
nos Armes; fait à Florence le 25. Juil-
let 1731.

Signé,

(L.S.) FRA SAL-
VATORE AS-
CANIO.

(L.S.) CARLO
RINUCCINI.
(L.S.) JACOPO
GIRALDI.

[BB.]

1720. RENONCIATION du
*Roi d'Espagne aux Etats Demem-
 brez de sa Couronne & possédez par
 l'Empereur , tiré de l'Europæilche
 Ruhe.*

NOS PHILIPPUS , Dei gratiâ
 Rex Castiliæ , Legionis , Arrago-
 niæ , utriusque Siciliae , Hierosolymæ ,
 Navarræ , Granatæ , Toleti , Valentia ,
 Gallicia , Majoricæ , Hispalis , Sardi-
 niæ , Cordubæ , Corsicæ , Murcia ,
 Giennæ , Algarbiæ , Algeziræ , Gibraltariæ ,
 Canariarum , Indiarum Orientalium & Occidentalium ,
 Insularum & continentis Maris Oceani ,
 Archidux Austriae , Dux Burgundiæ ,
 Brabantia , & Mediolani , Comes Habsburgi ,
 Flandriæ , Tyrolis & Barcelona , Dominus
 Biscayæ & Molina , &c. Notum facimus
 omnibus præsentibus & futuris. Postquam ,
 post immatura fata Serenissimi olim &
 Potentissimi Principis Caroli II. Hispaniarum
 & Indiarum Regis recol. mem. ob causam
 Successionis in sua Regna , durum diuturnumque
 bellum ortum sit , quod universam penè

nè Europam diu fœdèque afflixit, neque componendis litigiis, ii qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italiâ bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ; die secundâ mensis Augusti Anni 1718. Londini inter Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem Ludovicum XV. sub Tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, necnon Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniaë Regem Georgium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerunt, eo unicè collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur ac reflorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublati è medio similitatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur: ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem & normam præceden-

cedentium separationem perpetuam Coronarum Hispaniæ & Galliæ denuò immutabili lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque statò inter Europæ Principes virium æquilibrium, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac lineam avertatur providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis Fœderumque focii sunt, aut iis accesserunt asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continetur.

Cum verò istorum Tractatum partem constituat renunciatio in Regna, Ditiones & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obvenient, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, à Nobis facienda.

Quod Nos ob insitum Nobis Pacis studium atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentior, utque omnem à Nobis sinistra suspitionis ansam removeremus; Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatum die 26. Januarii

nuarii nuper Madriti cùm ipsi acceptaverimus, tum à Plenipotentiario nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum impendentemque tot Populis & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in Præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum & Jurium cessionem & abdicationem devenimus; præsertim, quod per Cæsaris in Hispaniarum Indiarumque Regna renunciationem jam ea quoque renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis nostrisque Posteris sub quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis facimus, atque in Hispania in Legemabiit, Renunciationique Sux Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem & effectum fortiat, pariterque per eam illæ Renunciationes, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesimâ 4. die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo Marlii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decimâ

cimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecimâ die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam lege statutum sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ & Hispaniæ in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem quietemque Europæ, quæ in binâ istâ Renunciatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibus & Posteris Nostreis, Mariibus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus & Præentionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones ac Provincias à Suâ Majestate Cæsareâ in Italiâ & Belgio in præsens possessa, & vi præfati Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finaliensem à Suâ Majestate Cæsareâ Reipublicæ Genuensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, disertè quoque Regna Siciliæ atque Sardinia juxta leges

in

in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliae apud Suam Majestatem Cæsaream ejusque Hæredes Successores ac Posterios perpetuis futuris temporibus, sublato penitus omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ, remanere: Regnum & Insula verò Sardiniae ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniae, Ducem Sabaudiae retrocedi & tradi, reservato in illud, quando Posteritas atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniae Regis deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat; idque omne Jus nostrum ad prædicta Regna, Ditiones & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Suâ Majestate Cæsareâ possessa & possidenda, in modo dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores ac Posterios, Mares & Fœminas, ex certâ scientiâ, spontè, liberèque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis nostrisque Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris, omnibus rationibus & juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones & Provincias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent. Con-

Confirmamus approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum Ditionum ac Provinciarum in Italiâ & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis, & speciatim ab Ordinibus Regni, quas vulgò *las Cortes* appellant, recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expesse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris & Facti, Stili & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exeptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè spontè & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus; seriò sanctèque spondentes nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteris, Hæredes ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum ac Provinciarum, quæ olim ad

Coro-

Coronam Hispaniæ pertinuerunt , atque à Sua Majestate Cæsareâ actutum jam possidentur , vel quæ & quas vi Tractatûs ei cessimus , aut cedere debemus , esse permissuros , neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore , sive armis sive alio quocunque modo esse turbatos aut molestatos , quin bellum , quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus ac Provinciis à Nobis aut Successoribus nostris inferretur , vel ex nunc illicitum & injustum, bellum è contra, quod Nobis ab ipsis , aut ipsis deficientibus, ab iis qui in istam Regnorum, Ditionum ac Provinciarum Successionem vocati sunt , defendendi sui causa inferretur , licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis nostræ actum aliquid amplius quàm hîc expressum est , desideraretur , id omne ex præcitato Tractatu Londini inito , qui unica basis, regula ac norma hujus Nostræ Renunciationis est , ac per omnia esse debet , suppleri ac pro supplemento haberi volumus, Verbo nostro Regio promittentes ea omnia que in hocce cessionis Instrumento continentur , sanctè religiosèque observaturos , tum à nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari.

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis & Renunciationis Actum fieri mandavimus, juramento corporali, tactis sanctis Evangeliiis, interposito à, quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultro oblatam admittimus. Præsenſque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coram infraſcripto nostro Statûs Secretario, & ad hunc Actum auctoritate Regiâ Notario Publico creato, Regioque nostro Sigillo munivimus in præſentiâ Testium, ſcilicet : D. Caroli de Borza & Zentellas Indiarum Patriarchæ, magnique noſtri Capellani & Eleemoſinarii, D. Reſtayni Cantelmi Ducis de Popoli, Velleris Aurei inſignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, noſtrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò *Guardias de Corps* Præfectis; D. Alvari Bazan de Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ noſtræ Camerae intimi Cubicularii, ac Sere-niſſimæ Regiæ Domûs Moderatoris; C. Il deſonſi Manriquez Ducis del d'Arco, pariter Regiæ noſtræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris; D. Victoris Amadei Ferreri Fieſcîi Principis de Maſſerano, inſignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ noſtræ Camerae intimi Cubi-

Cubicularii , ac nostrorum Exercituum Generalis Locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Suae Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesima secunda Junii anno millesimo septingentesimo vigesimo,

(L.S.) PHILIPPUS R.

[C C.]

1721. GARANTIE *de la Renunciation précédente par la France & la Grande-Bretagne* , tiré du Corps Diplomatique.

Comme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & signé à Londres le 2. Août 1718. il a été accordé & convenu , que Sa Majesté Impériale , d'une part , renonceroit à tous ses Droits & prétentions sur la Couronne d'Espagne ; & le Roi d'Espagne , d'autre part , renonceroit pareillement à tous ses Droits & prétentions sur les Royaumes , Provinces & Domaines , qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Espagne en Italie & dans les Païs-Bas , mais qui sont présentement possédez par Sa Majesté Impériale ; & qu'à

qu'à cet effet , ils auront soin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes solennels de Renonciation , & de les faire remettre audit lieu convenable : Mais comme l'Instrument de Renonciation exhibé de la part de Sa Majesté Catholique , exprime à la vérité , & statue , que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction , & doit être ainsi reçue & mise à execution par les Etats du Royaume d'Espagne , communément appelez *les Cortes* , & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des susdits Etats ; ce que pourtant Sa Majesté Imperiale , soutient devoir être fait dûement & suivant la coutume : Afin donc que le manquement de cette solemnité ne puisse à l'avenir , en quelque tems que ce puisse être , porter préjudice à Sadite Majesté Imperiale , & pareillement afin que le défaut de solemnités quelconques qui pourroient manquer , pour confirmer la Renonciation de Sa Majesté Imperiale , ne puisse à l'avenir porter du préjudice à Sa Majesté Catholique , Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne , pour remplir l'office d'Amis communs , pour obtenir le but qu'ils se sont toujours proposez d'affermir la tranquillité

quillité de l'Europe , & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des fufdits Instrumens de Renonciation , & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit , du retardement à la Paix entre Sa Majesté Imperiale & le Roi d'Espagne , ils s'engagent par les Presentes à Leurs Majestez Imperiale & Catholique & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lefdites Renonciations , & ils se déclarent envers les mêmes pour cautions & Respondans , communement Garants : Que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de Sa Majesté Catholique qui doit être faite par lefdits Etats du Royaume d'Espagne , de même , que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de Sa Majesté Imperiale , ne s'ensuivent pas , ni S. M. I. ni le Roi d'Espagne , ni leurs Héritiers & Successeurs , ne pourront en aucuns tems à venir prétendre , objecter ou alleguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre , à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit , & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne ,

en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, cela vint à arriver, alors la présente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute-chose quelconque qui pourra être désirée pour la perfection desdites Renonciations, & spécialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des présentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, défendre & garantir Leurs Majestez Imperiale & Catholique, leurs Heritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont reciproquement cedez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit pretexte de nullité ou de quelqu'autre manque

que

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 267
quement dans lesdites Renonciations.

Ce present Instrument de Garantie fera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de Sa Royale M. T. C. & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. M. R. C. seront échangez à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique.

En foi dequoi, nous souffignez Ministres de S. R. M. B. & de S. R. M. T. C. munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Sceaux. *Fait à Paris le 27. du mois de Septembre 1721.*

Signé.

ROBERT SUTTON.

LE BLANC.

[DD.]

1718. RENONCIATION *de*
l'Empereur à la Couronne d'Espagne,
 tiré de l'Europæische Ruhe.

NOS Carolus VI. Divina favente
 Clementia Electus Romanorum
 Imperator, semper Augustus, ac Ger-
 maniaë, Hispaniarum, Hungariaë, Bo-
 hemiaë, Dalmatiaë, Croatiaë, Slavoniaë-
 que Rex, Archidux Austriaë, Dux Bur-
 gundiaë, Brabantiaë, Mediolani, Man-
 tuaë, Styriaë, Carinthiaë, Carnioliaë,
 Limburgi, Lucemburgi, Gueldriaë, ac
 Superioris & Inferioris Silesiaë & Wur-
 tembergæ, Princeps Sueviaë, Marchio
 Sacri Romani Imperii Burgoviaë, Mo-
 raviaë, Superioris & Inferioris Lusatiaë,
 Comes Habsburgi, Flandriaë, Tyrolis,
 Ferretis, Kyburgi, Goritaë, & Namur-
 ci, Landgravius Alsatiaë, Dominus Mar-
 chiaë Slavoniaë, Portus Naonis & Sali-
 narum, &c. &c. Notum facimus omni-
 bus præsentibus & futuris. Postquam
 immatura fata Serenissimi olim & Po-
 tentissimi Principis Caroli II. Hispania-
 rum & Indiarum Regis recol. mem. ob
 causam successionis in sua Regna, du-
 rum,

rum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diu, fœdèque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus, adeo ex integro sufficerint, quin recens in Italiâ Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ, die secundâ mensis Augusti hujus anni 1718. Londini Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem Ludovicum X V. sub tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem; necnon Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniaë Regem Georgium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi pacificationis, Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerint, eo unicè collimantes, quo alma pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublati è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur; ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit,

quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium, separationem perpetuam Coronarum Galliaë, & Hispaniaë, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatûs possidere debemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere ac alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continentur.

Cum verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum & Indiarum à Nobis facienda: quod Nos ob insitum nobis Pacis studium, atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorē, utque omnem à Nobis sinistra suspitionis ansam removeremus, juribus Nostri in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiariorum nostros sub-

subscribi mandaverimus, scilicet statum
 Europæ luctuosissimum, impendentem-
 que tot Populis & Nationibus, ni vo-
 tis amicorum Principum cederemus,
 stragem commiserati, commoti quo-
 que iis quæ in præfato Tractatu conti-
 nentur, emolumentis, in hanc Regno-
 rum Hispaniarum & Indiarum cessio-
 nem & abdicationem devenimus, præ-
 fertim quod per illam ea quoque, quam
 Serenissimus & Potentissimus Princeps
 Philippus V. Hispaniarum & Indiarum
 Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro
 se suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in fa-
 vorem Serenissimi Ducis Aurelianensis
 fecit, atque in Hispaniâ in legem abiit,
 nostræque ceu conditioni innixa est,
 plenum suum vigorem & effectum sor-
 tiatur, pariterque per eum illæ Renun-
 ciationes, quas Serenissimus Dux Bitu-
 ricensis 24. die mensis Novembris 1712.
 Marly, & præfatus Serenissimus Dux
 Aurelianensis die 19. ejusdem mensis &
 anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus
 Trajectenses 11. die mensis Aprilis 1713.
 confirmatæ fuere, convalidentur, atque
 adeò perpetuâ & immutabili jam Le-
 ge statutum sancitumque permaneat,
 quod nullo unquam tempore Monar-
 chiæ Galliæ & Hispaniæ, in unam
 eandemque Personam, nec in unam

gandemque lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in binâ istâ Renunciatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris, Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus & Præ-
 tentionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfatos Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut competere possent, idque omne jus nostrum in modo dictum Serenissimum Principem Philippum, Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteris, Hæredes ac Successores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus, in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardinia Regem, Ducem Sabaudia, Pedemontii Principem, Victorem Amedeum, ejusque, Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio

trimonio natos : & deficiente ejus Progenie Masculinâ , in Principem Amadeum à Carignano, ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos : & deficiente quoque hujus Progenie Masculinâ , in Principem Emanuelem de Sabaudiâ , ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos : iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudiâ , ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos , ceu ab Infante Catharinâ Regis Philippi II. Filiâ oriundos , ex certâ scientiâ spontè liberèque harum vigore transferimus & abdicamus , renunciantes pro Nobis, nostris Hæredibus & Successoribus nostris omnibus rationibus & juribus , quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque , sive jure sanguinis sive ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt , aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus , approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum , volentes ac statuentes , eam habere vim Legis publicæ & Sanctionis pragmatice , & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis recipiatur , executionique mandetur , non

obstantibus quibuscunque Legibus ,
 Sanctionibus , Pactis & Consuetudini-
 bus in contrarium facientibus , quibus
 omnibus , quantum ad hunc actum ex-
 pressè derogamus , suppletes omnes ,
 si qui forent , defectus juris & facti , sty-
 li , & observantiæ , renunciantes quo-
 que omnibus beneficiis Juris , in specie
 Restitutionis in integrum , prout & ex-
 ceptionibus quibuscunque excogitabili-
 bus etiam læsionis enormis & enormis-
 simæ , cui & quibus omnibus deliberatè ,
 spontè & ex certâ scientiâ renunciamus ,
 easque pro rejectis , nullis , renunciatis-
 que haberi volumus , seriò sanctèque
 spondentes , Nos sæpe fatum Principem
 modernum Hispaniarum & Indiarum
 Regem , ejusque Posteror , Hæredes
 & Successores in tranquillâ & pacifi-
 câ possessione dictorum Regnorum esse
 permissuros , neque eos vi hujus Re-
 nunciationis ullo unquam tempore , sive
 armis , sive alio quocunque modo esse
 turbaturos aut molestaturos , quin Bel-
 lum , quod ipsis pro revendicandis di-
 ctis Regnis à Nobis aut Successoribus
 nostris inferretur , vel ex nunc illicitum
 & injustum bellum e contra quod Nobis
 ab ipsis , aut ipsis deficientibus ab iis ,
 qui in istam Regnorum Successionem
 vocati sunt , defendendi sui causa infer-
 retur ,

retur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis nostræ Actum aliquid ampliùs desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novissimè inito, qui unica basis, regula ac norma hujus nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo nostro Cæsareo Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicationis & Renunciationis Instrumento continentur, sanctè religiosèque observaturos, cum Nos, tum à nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis & Renunciationis Actum juramento corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admitteremus, tactis SS. Evangeliiis in præsentia Testium infracriptorum firmavimus, præsentique Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Serenissimi Magnæ Britaniæ Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo in ipso Tractatu præscrip-

276 LES INTERETS PRESENTS
tis, extradendum, Acta hæc sunt Vienne die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum nostrorum Romani septimo, Hispaniarum decimo sexto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

[E E.]

1720. *CESSION de la Sardaigne faite par l'Empereur au Roi de Sicile Duc de Savoye, Copie Authentique.*

VICTOR Amédé : par la Grace de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre & de Hierusalem, Duc de Savoye; de Montferrat, d'Aoste, de Chablais & de Genevois, Prince de Piemont & d'Orneille, Marquis d'Italie, de Saluces, de Suse, d'Ivrée, de Ceve & du Maro, d'Oristagno & de Sefane, Comte de Maurienne, de Geneve, de Nice, de Tende, & de Romont, d'Ast, d'Alexandrie, & de Gossiano, Baron de Vaud & de Faussigni, Seigneur de Verceil, de Pignerol & de Tarentaise, de la Lomelline & la Valsesia, Prince & Vicaire perpetuel du Saint Empire, en Italie, à tous ceux qui ces presentes

tes verront Salut. Ayant vû l'Acte de Cession & de Remission , fait par Monsieur le Prince d'Ottoiano , Dom Joseph de Medicis , de Toscane , des Grands d'Espagne , Duc de Sarno &c. au nom de nôtre très-Cher & très-Amé Frere l'Empereur des Romains , en qualité de son Commissaire Plenipotentiaire , muni du Pleinpouvoir necessaire , de l'Isle & Royaume de Sardaigne & dependances , & d'Acceptation de Loüis des Portes Seigneur de Coinsin , Colonel d'un de nos Regimens d'Infanterie , & Lieutenant de Marechal dans nos Armées , en notre nom , & en qualité de notre Commissaire Plenipotentiaire , en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avons donné , de ladite Isle & Royaume de Sardaigne , & dependances , duquel Acte , la teneur s'ensuit.

Nos Dom Joseph de Medicis de Hetruria , Princeps de Ottoiano ex Proceribus Hispaniarum , Dux de Sarno , Campi venusti Dominus , & in Regno Neapolitano unius militiarum Cohortis Ductor , & in hac parte Commissarius & Plenipotentarius à sua Majestate Cæsarea & Catholica , specialiter Deputatus , tenore præsentium notum facimus ; cum in Tractatu Pacificationis inter Sacram
Cæsa-

Cæsaream Catholicam Majestatem , nec non inter Christianissimum & Magnæ Britanniae Reges die 2. Augusti anni 1718. Londini inito inter cætera conventum fuerit , ut quando Hispaniarum Indiarumque Rex Philippus V. Sardiniaeque Rex dicto Tractatui intra tempus statutum accederent , Regnum Sardiniae Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ à Rege Hispaniarum Philippo V. restitui , id ipsum Regnum verò , cum ab eo dependentibus à Sua Majestate Cæsarea modo dicto Sardiniae Regi , pro se suisque heredibus & successoribus masculis in dicto Tractatu nominatis illico cedi , ac in ejus supremum Regium Dominium transferri debeat. Porro uterque modo præfatus Rex dicto Pacificationi Tractatui Londinensi , sub inde intra præfixum & respectivè de communi contrahentium consensu prorogatum terminum accesserit quod nos nomine ac vice Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ , vigore specialis mandati Commissionis, ac Plenipotentiae à suâ Majestate nobis clementissimè concessæ , cujus tenor in fine præsentis Actus legitur , præfatum Regnum & Insulam Sardiniae , unà cum suis annexis , connexis & dependentibus , & eo pertinentibus , Sacræ Majestati Regis Sardiniae , Cypri , Hierusalem &c. Ducis

cis Sabaudiaë & Montis Feratj &c. Pedemontium Principis &c. in vim & executionem dicti Tractatus Londinensis, pro se, suisque hæredibus & Successoribus masculis, ad munus Domini Ludovici Desportes Domini de Coinsivi, unius Suearum Legionum Tribuni, locum tenentis Mareschalli, in suis exercitibus & sui Regii Commissarii hic præsentis & acceptantis, pro Sua Sacra Regia Majestate Regis Sardiniaë & suis Heredibus & Successoribus prædictis ad acceptandum hocce Regnum plenâ potestate muniti, prout ex tenore ejus mandati, pariter in fine hujus Actus apppositi constat per hunc solemnem Actum in perpetuum cum pleno, supremo, & absoluto Dominio, & omni jure regio cedimus, tradimus, & abdicativè transferimus, declarantes propterea absolutos, pro ut vigore præsentis actus absolvimus omnes Regni ordines, à quocumque fidelitatis & subjectionis juramento, Suae Majestati Cæsareæ præstito, cum assertionem per dictum Dominum Ludovicum Desportes, nomine Suae Majestatis Regis Sardiniaë facta, quod idem Rex Sardiniaë, libenti animo confirmabit, & observabit, prout vigore præsentis actus confirmat Leges, Privilegia, & Statuta, Regni prædicti, eodem modo & forma, quibus

quibus observabantur & reperiebantur in usu, tempore dominationis suæ Majestatis Cæsareæ hicceque Cessionis, Traditionis, ac Translationis prout & acceptationis Actus, intra spatium duorum mensium, aut citius si fieri poterit, à Sua Majestate Cæsareæ Catholica, Suaque Majestate Regia Sardiniaë ratihabebitur, & Ratihabitionis Instrumenta mutuo extradentur. Datum Callari die octavo mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo; præsentibus Dominis Archiepiscopo Callaritanensi Bernardo de Carmenta & Pensa, Marchione de Albis, & Esfio Esquiro respectivè primis vocibus Brachiarum Ecclesiastici, Militaris, & Realis..

(L.S.) IL PRINCIPE (L.S.) DESPOT-
 D'OTTOJANO *Plenipotentiaro e Com-* *TES Commissaire*
nissario di S. M. Cæsareæ Catholica. *Plenipotentiaire.*

Nous ayant agreable le susdit Acte de Cession, de Remission, & d'Acceptation, & un chacun des Points qui y sont contenus avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, & confirmons, & le tout promettant en foi & parole de Roi, garder & ob-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 281
observer inviolablement, sans aller, ni
venir au contraire, directement ou indi-
rectement, ni permettre qu'il y soit con-
trevenu en quelque sorte, ou maniere
que ce soit. En temoin de quoi nous
avons signé ces présentes de notre main,
icelles fait contresigner par le Marquis
del Borgo Secrétaire de notre Ordre &
notre Ministre & premier Secrétaire, &
à icelles fait apposer le sceau de nos Ar-
mes. Donné à Turin ce 24. d'Août 1720.
& de notre Regne le septième signé.

(L. S.) V. AMEDEO. (L. S.) Contre
signé DEL
BORGO.

*Plenipotentiarum Tabula à Sua Majestate
Cæsarea concessa Principi de Ortojano,
pro receptione & remissione respectiva
Insula & Regni Sardinia.*

NOS Carolus Sextus divina favente
clementiâ electus Romanorum Im-
perator semper Augustus, Germaniæ,
Hispaniæ, utriusque Siciliæ, Hierusa-
lem, Indiarum, nec non Hungariæ, Bo-
hemiæ, Dalmatiæ Croatiæ, Sclavoniæ-
que Rex, Archidux Austriæ Dux, Bur-
gundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ,
Carniolia & Wirtembergæ, Comes
Habs-

Habsburgi , Flandriæ , Tyrolis & Goritiæ, &c. vigore præsentium notum testatumque facimus universis quorum interest, aut interesse quandocumque potest, quod nos Illustriss. & Magn. Domino Josepho de Medicis , de Hetruria Principi Ottojano , è Proceribus Hispaniarum , Duce de Sarno , Campi venusti Domino , & in Regno nostro Neapolitano unius militiarum Cohortis Ductori , potestatem plenam fecerimus prout vigore præsentiarum facimus, ut is nomine ac de mandato nostro Regnum Sardinia nobis à Rege Catholico Philippo V. vi Tractatûs Londini die 2. Augusti anni 1718. initi, ac subinde à præfato Rege die 17. Februarii nuper solemniter acceptati restituendum, & cedendum ab eo, vel iis qui ad id à memorato Rege Cat. facultate debita munitus, vel muniti, fuerint, in suas manus ac potestatem, atque in supremum Regium nostrum Dominium, cum omnibus fidelissimis Regni Ordinibus, universisque, tam Ecclesiasticis, quam civilibus & militaribus subditis, ac Vassallis recipiat, eosque omnes & singulos, postquam ii prius à juramento, fide, ac subjectione Regi Catholico fortè antea præstitis absoluti fuerint, in nostram potestatem ac tutelam reassumat, fidemque

que nostram de conservandis earum juribus, statutis, ac privilegiis interponat, quod ubi peractum fuerit, potestatem ac facultatem supra eidem collatam, ulterius eatenus extendimus, & ampliamus, mandantes, ut Regni Ordines, subditos & Vassallos, denique Incolas ejusdem omnes, & singulos cujuscunque Sexûs, dignitatis, statûs, & conditionis sint à fide & juramento nobis præstito quantocius absolvat, & pro absolutis promulget, dictumque Regnum, ac jam iterum memoratos Regni Ordines, Subditos, & Vassallos, nemine excepto, eo modo, & formâ ac in præcitato Tractatu Londinensi cautum, ac provisum est in manus, potestatem, ac supremum Dominium, Serenissimi, ac Potentissimi Principis Victoris Amedei Sardiniae Regis, Ducis Sabaudiae, & Pedemontium Principis, pro se suisque Hæredibus masculis, & Successoribus, de manu in manum tradat, jusque omne quod in dictum Regnum nobis competit aut competiit, in præfatum Sardiniae Regem, aut eum vel eos, qui ab eo ad id potestatem habent, sub expressa tamen reservatione, Regni Regnicolarumque jurium, statutorum ac privilegiorum, cedat, ac transferat, denique ea omnia agat, præstet,

tet, & perficiat, quæ ipsi nos in hocce
solemni receptionis, cessionis, ac trans-
lationis Actu agere, præstare ac perficere
possumus, aut præstare vigore sæpius
citati Tractatus Londinensis tenemur,
volentes, ac mandantes, ut præfatus
Commissarius noster, super hujusmodi
receptionis, cessionis, ac Translationis
Actu plura instrumenta solemnia in
perpetuum rei monumentum, & fidem
confici jubeat, eorumque alterum nobis
reservet, alterum Regni Sardinia &
tertium ipsis Regni Ordinibus extradat,
verbo Cæsareo, Regio, atque Archi-
Ducali pro Nobis Hæredibus, & Successoribus
promittentes, Nos ejusmodi à Commissario
nostro in Regem Sardinia factam cessionem,
ac Regni translationem pro se, suisque
Hæredibus, & Successoribus Masculis,
qui in sæpius repetito Tractatu Londinensi
nominatim exprimuntur pro ritè, validè
que facta habituros; ac perpetuo agnitu-
ros, nullum amplius jus, vel actiones in
præfatum Regnum, unquam esse præten-
suros; quibus utpotè virtute hujus
cessionis ac Translationis, in perpetuum
abdicamus, ac pro cessatis, abdicatis,
& abolitis, habere declaramus; in quorum
fidem, præsentibus manu nostra subscripsimus,
atque appenso nostro
Si-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 285
Sigillo, communiri fecimus. Datum in
Arce nostra Laxemburgi die duodecima
mensis Junii anno millesimo septingen-
tesimo vigesimo; Regnorum nostrorum
Romani nono, Hispaniarum decimo
septimo, Hungarici verò, & Bohemici
decimo.

CAROLUS,

PHIL. LUD. COMES A SINZEN-
DORF.

*Ad mandatum Sacrae Cæ-
sareæ & Cat. Regiæ
Majestatis proprium
Johannes Buol Sacr.
Rom. Imp. Eques.*

[FF.]

[FF.]

1718. *TRAITÉ de Paix entre les deux Cantons Protestans Zurich & Berne, & les cinq Cantons Catholiques Lucerne, Uri, Schwveiz, Underwald & Zug.* Traduit de l'Allemand.

SOit Notoire à tous & un chacun, qu'ayant été conclu & réglé le 18. Juillet, un véritable Traité de Paix entre les Cantons Protestans de Zurich & Berne d'une part, & ceux de Lucerne & Uri d'autre part, ainsi qu'il a été mis par écrit dans un acte separé, dressé, signé & scellé par les Deputez & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-pouvoirs de leurs Seigneurs & Maitres, les Cantons de Schweiz, Underwalde & Zug n'ont point voulu accepter ce Traité de Paix qui leur a été donné par écrit; en sorte que les affaires pendant cette incertitude ont donné lieu, ainsi qu'il est connu à des hostilitéz & guerres plus grandes que jamais. C'est ce qui a fait prendre la résolution à Messieurs les Deputez des XXII. Cantons confederez de se rassembler de nouveau à Arrau, où après avoir déclaré
par

par écrit & s'étant communiqué les pleins-pouvoirs reçûs de leurs Seigneurs & Maîtres pour le Traité de Paix ont tant fait à force de soins & de peines , & un travail infatigable , qu'à présent , grâce au Ciel , tout sujet de mesintelligences & de discorde est levé accommodé & terminé , aiant conclu & réglé tout pour la conservation mutuelle.

I. Les Cantons interessez , de Zurich , Berne , Lucerne & Uri , qui ont véritablement accepté , souscrit & signé le Traité de Paix du 18. Juillet , & les Cantons de Schweiz , Underwalde , Haut & bas Kernwalde , Zug & le Bailliage *dem Aussen Ambs* qui pour lors ne l'ont point voulu agréer , déclarent à présent en vertu du plein-pouvoir susmentionné , qu'ils acceptent & ratifient unanimement le susdit Traité de Paix , promettant d'accomplir de bonne foi , & en entier tous & chacun des articles de cette convention.

II. Au lieu que la Ligne de la Frontière des Baillages libres étoit posée par ledit Acte , de manière qu'elle commençoit au dessous du Couvent d'Hermetstwyll , allant par dessus Sarmenstorff jusqu'à Fahrwangen , elle sera présentement tirée depuis Lunckhosen jusqu'à Fahrwangen , ainsi que tout ce qui est
au

au dessous de la ligne (sauf & réservé au Canton de Glaris ses droits & prétentions) demeurera aux deux Cantons de Zurich & de Berne, & ce qui reste au dessus de ladite Ligne sera aux VII. autres Cantons, de sorte que la ligne, ainsi qu'elle a été marquée dans le premier Acte, ne designera rien, mais qu'à un chacun demeureront ses droits comme auparavant. Et afin qu'il n'y ait plus de disputes, on aura soin de marquer & de regler ces limites le plutôt qu'on pourra.

III. On laissera aussi aux deux Cantons de Zurich & Berne la Ville de Rapperschwyl, avec le Pont, Jurisdiction, Impôts & tout ce qui en depend, (cependant sans & réservé les Droits du Canton de Glaris) suivant la Teneur de la capitulation faite le 1. d'Août de cette année-ci, entre les Cantons de Zurich & Berne, & le Bailli & Magistrat de Rapperschwyl; de même aussi on leur cèdera le Village de Hurden qui est vis à vis, & avec cela encore de plus le District autour de trois mille pieds ordinaires, étant avec cela convenu, que ledit Village de Hurden & ses Habitans seront conservez & protegez sans qu'on les empêche aucunement dans le libre & paisible exercice de la Reli-

Religion Catholique Romaine, & dans les Libertez, Droits & Privileges, tant Ecclesiastiques que Seculiers, les laissant comme auparavant jouir des Droits & de l'usufruit qu'ils ont dans le Territoire de Schweiz. Avec cela on est convenu qu'on n'elevera de part & d'autre ni des fortifications ni des Redoutes autour dudit Hurdén, & que celles même qui avoient été nouvellement élevées seront rasées, pour établir & pour confirmer d'autant plus une mutuelle & parfaite intelligence & confiance entre les deux voisins.

I V. On recevra le Canton de Berne comme associé au Gouvernement à Thourgouw, Rheinthal, Sargans & dans les autres Districts des Bailliages libres, de la maniere que ledit Canton aura l'administration des Bailliages qui y sont, d'abord que le Terme d'Administration du Canton de Zurich sera écoulé.

V. Dans ce Traité seront compris tous les Confederez, & tous ceux qui sont sous la Protection des Confederez, & particulièrement aussi tous ceux qui auront assisté l'un ou autre Parti de leurs conseils & de leurs armes.

V I. Tous les lieux interessez déclarent, de vouloir laisser jouir d'une Amnistie veritable tous ceux, qui pendant le temps des troubles précédens peuvent

Tom. VI.

N avoir

avoir offensé l'un ou l'autre partie, soit en prenant les armes contre l'un, ou en négligeant de l'assister contre l'autre. De même aussi ceux, qui ont été obligés de se rendre aux deux Cantons, & qui se sont jettés sous leur Protection, ou qui ont voulu s'y mettre & qui cependant sont à présent renvoyés à leurs premiers Magistrats & Maîtres, n'en seront ni responsables ni punis.

V I I. Les prisonniers de Guerre seront échangés de part, & d'autre, après l'entier paiement des dépens qu'on a faits pour leur subsistance, & puisque les deux Cantons en ont grande quantité tant par rapport au nombre qu'à leur qualité, ils promettent de les mettre en liberté sans aucune rançon, après qu'on leur aura seulement remboursé les dépenses qui ont été faites pour leur subsistance, d'abord que le Traité de Paix sera publié, pour témoigner aux cinq Cantons leur amitié en qualité de Confédérés. Et en même temps ils rétablissent dans tous les lieux & endroits des Confédérés le libre Commerce comme auparavant. Pareillement on satisfera de part & d'autre toutes les marchandises, Préentions & dettes actives & passives, qui ont existé avant la Guerre sous la Jurisdiction de l'un ou de l'autre parti.

VIII.

VIII. Quant au Prélat de St. Gal les choses resteront ainsi qu'on a pourvu dans le III. Art. du Traité de la Paix du 18. Juillet & comme les deux Cantons auront grand soin de terminer au plutôt cette affaire avec ce Prélat, ainsi les cinq Cantons Catholiques prendront à tâche d'appuyer cette Paix de toutes leurs forces, tellement que ce différend puisse se vuider à l'amiable, pour ramener ainsi dans leur commune Patrie la Paix & la tranquillité.

Enfin tous Actes d'hostilité, comme Contributions & autres contrarietez cesseront, & les Troupes se retireront dans leurs Provinces, d'abord que la présente Ratification, qui a été demandée par les Exprès aux cinq Cantons sera remise & échangée de part & d'autre.

Et pour plus grande sûreté de ce qui a été dit ci-dessus les Deputez des Cantons interressés ont signé le présent Traité, en vertu du Pleinpouvoir reçu, & ont apposé leurs Cachets ordinaires. Du reste les XIII. Cantons déclarent au nom & en vertu de l'amitié Confederée, de vouloir garder, observer & entretenir sincèrement & inviolablement l'Alliance qui est entre eux, étant résolu, que dans dix jours d'ici les précédens & le présent Traité seront recueillis & mis ensemble

292 LES INTERETS PRESENTS
dans un Acte public & general, & com-
me les Confederez ont justement à cœur,
d'entretenir une Paix durable, ils y met-
tront pour plus de sûreté chacun en par-
ticulier leurs Sceaux. Fait & conclu à Ar-
reau, ce 9. & 11. d'Août 1712.

- (L. S.) JEAN JACOB ESCHER.
- (L. S.) JEAN JACOB ULRICH.
- (L. S.) S. FRISCHING.
- (L. S.) C. STEIGER.
- (L. S.) A. TSCHARNER.
- (L. S.) J. M. SWEIZER A BUCHNAS.
- (L. S.) C. A. AM RYN.
- (L. S.) J. H. PUNDTINER.
- (L. S.) J. SEBASTIAN JAUCH.
- (L. S.) JOSEPH FRANZ EZIER.
- (L. S.) NICOLAUS IM. FELD.
- (L. S.) SEBASTIAN REMIGIUS KAY-
ZER.
- (L. S.) JOSEPH IGNATIUS STULZ.
- (L. S.) B. J. ZU LAUBER.
- (L. S.) W. D. MULLER.
- (L. S.) GALL LETVER.
- (L. S.) OSWALD HEYLIN.

Traité de Paix & d'amitié entre les deux Cantons Zurich , & Berne d'une part , & son Altesse le Prélat de St. Gal d'autre part , ainsi qu'il a été conclu à Ergau dans la Principauté de Baden par Messieurs les Pacificateurs , & signé en vertu de leur Plein-pouvoir , & enfin ratifié par les Souverains des X I I I. Cantons le mois d'Avant passé de l'an 1718.

A Unom de la très Sainte & indivisible Trinité, le Pere, le Fils, & le St. Esprit, Amen.

Soit Notoire à tous & à chacun ; comme quelques differends, mesintelligences & discordes sont survenus entre les Cantons de Zurich & de Berne d'une part & son Altesse le Prince de Saint Gal d'autre part , au sujet des Griefs de Toggenbourg , lesquels malgré toutes les peines & soins qu'on ait pris & emploiez , sont cependant allé si loin , que la Justice divine a permis , qu'on a non-seulement fait tous les appareils de Guerre dans les Provinces du Prélat de Saint Gal , mais qu'on est venu aussi en effect plusieurs fois aux prises, les deux Partis susmentionnez portez

N 3 par

par un penchant naturel & amour pour la paix, ont consenti, que quelques-uns de leur corps s'assemblaient à Bade, quoiqu'au commencement sans caractere, lesquels avec l'aide de Dieu, & un travail infatigable, ont mené les affaires si loin, que pour faciliter le rétablissement de l'union confédérée & paix durable, ils ont mis les Articles suivans par écrit, & les ont signé étant munis de Pleinpouvoir, & ces Articles ont été ratifiez généralement de tous leurs Seigneurs & Maitres.

I. Le Prince & Prélat régnant de Saint Gal sera nommé & reconnu pour juste & légitime Souverain de Toggenbourg, & les Habitans dudit Toggenbourg lui rendront hommage de fidelité & d'obéissance en cette qualité, cependant de maniere, que lesdits Habitans de Toggenbourg resteront librement & constamment dans leurs anciens Droits & Priviléges. Du reste quant à l'affaire qu'on a surtout debatue, ou est convenu de la maniere que les suivans articles le font voir.

II. Le Conseil de la Province sera composé de 60. Personnes, savoir 30. Catholiques & 30. de la Religion Protestante, lesquels seront choisis & appelez de tous les endroits du pays par les

les habitans mêmes , & ils resteront dans leurs charges si long-temps qu'ils se comporteront bien , & qu'ils seront en état de les administrer. On leur accorde aussi d'élire un Juge supérieur & Vicaire, item un Bourfier & *Sindic* qu'ils choisiront de tous les endroits du pays & des deux Religions. Quant aux Clercs, Commis & Officiers de la Justice , il dépendra du Juge d'en constituer le nombre nécessaire & il gardera en même temps le Sceau de la Province , dont on se sert pour les affaires qui appartiendront au Conseil de la Province.

III. Le Conseil de la Province sera obligé d'avoir soin & de veiller sur les Droits , & Priviléges , & sur l'intérêt commun du pays , & au cas qu'il eût des justes sujets de plaintes , il proposera l'affaire en tout respect au Prince Regnant le suppliant d'y vouloir remédier : Mais en cas qu'il n'en pût rien obtenir , il demandera du secours où il appartiendra , sans d'autres circonstances. De même son devoir sera d'imposer & de distribuer les Contributions , Charges & Impôts établis pour les frais de la Guerre , & de débattre les comptes , & autres choses semblables qu'il pourra traiter. Du reste il ne s'arrogera aucune connoissance des choses , qui dependent

particulièrement du Prince, ou qui appartiendront aux autres Jurisdiccions ordinaires.

IV. Le Serment des Conseillers sera tel qui suit ; Ils promettent d'appuyer les intérêts & le bien du Prince aussi bien que celui du pays, d'avertir & de prévenir les dangers & dommages qui pourront arriver, d'être attentifs à la conservation des Droits, Privilèges & Intérêts du pays, & de détourner par des voies douces & droits légitimes, tout ce qui y pourroit être contraire. De se rendre soigneusement au Conseil, chaque fois, qu'ils y seront demandez, de disposer des Contributions & Impôts d'une manière équitable en bonne conscience, & d'apporter dans toutes les affaires toute la fidélité, soin & prudence nécessaire pour le bien & salut du pays,

V. Le Conseil Provincial s'assemblera ordinairement tous les ans en un certain jour, pour y traiter & pour deliberer sur les affaires du pays, & en cas qu'il y survint quelque chose, qui regardât le Prince, on le lui fera savoir ou à son Bailli avec tout Respect & soumission, par deux ou trois Deputez du Conseil.

VI. Si durant l'année on trouve qu'il soit nécessaire d'assembler le Conseil du
pays

pays hors le temps ordinaire , cela se pourra faire sans aucun obstacle , néanmoins il faudra avertir le Bailli le jour d'auparavant que le Conseil provincial a dessein de s'assembler le lendemain , & s'il survenoit alors quelque chose , qui regardât le Prince on le lui notifiera ou à son Bailli , avec le Respect accoutumé , par deux ou trois Conseillers Deputez , comme il est dit ci-dessus.

VII. Outre cela le Conseil Provincial sera obligé d'assigner au temps & jour marqué tous les cinq ans , ceux qui ont l'âge de quatorze ans passez & n'auront pas encore preté le serment de fidélité , pour les obliger de faire ce serment accoutumé devant le Conseil , chaque fois aussi que selon la coutume la Communauté des habitans sera assemblée , on renouvellera solennellement ledit serment de fidélité. De même aussi doit-on conferer dans ce temps , suivant les anciens Us & Coutumes la place de Panner-her , par suffrage de la Communauté.

VIII. Quant au Tribunal Provincial de Justice il est réglé , qu'on prendra ordinairement le Bailli de Toggenbourg pour Président , & quant à l'Election des Juges , il appartiendra uniquement au Prélat de les commettre , & ils seront

au nombre de 24. de tous les Endroits du pays, étant pris des 22. plus anciennes Paroisses, savoir un de chaque Paroisse, & quant à Lichtenstein & Wertweil, deux de chacune; en sorte qu'on choisira pour cela des gens de probité & de bonne réputation, savoir douze de la Religion Protestante, & douze de la Religion Catholique Romaine.

IX. Les Juges seront obligez conformément au serment de se rendre avec exactitude au Tribunal chaque fois & quantes ils en seront requis, de rendre justice à tous ceux qui s'y présentent, au pauvre comme au riche & au riche comme au pauvre, aux Etrangers comme aux Habitans, sans être portées ni plus ni moins pour l'un que pour l'autre, sans prendre ni loier ni present, mais tout pour l'amour de Dieu, & en faveur de la Justice, sans distinction des personnes, & sans égard à la Religion, par-tout sans fraude & sans malice.

X. Le Tribunal sera pour jamais sous le pouvoir & la dépendance du Prélat & le tiendra en son nom.

XI. A ce Tribunal de Justice appartiendront tous les Procès criminels, pour y être jugez d'une maniere digne d'un Juge, & suivant leur serment. Il sera composé

composé uniquement du grand Bailli, des 24. Juges, & du Greffier de la Province, auquel Bailli & Juges il appartiendra de faire & d'expédier toutes les Ordonnances, Statuts & Constitutions du pays, comme Conseil d'Etat du Prince.

XII. Aucun des habitans ne sera emprisonné pour des fautes & crimes, qui n'ont point mérité la mort & qu'on punit de peine pécuniaire, savoir si le criminel est en état de satisfaire à la Justice.

XIII. On prendra les informations des affaires criminelles en présence du Bailli, du Greffier Provincial & de deux Juges du Tribunal, savoir l'un Catholique & l'autre Protestant, & on donnera au Prisonnier le nom de ceux qui déposeront contre lui avant qu'ils soient examinez sous serment, afin qu'il puisse faire ses justes & legitimes exceptions, en cas qu'il en eut contre les énonciations des témoins, qu'on lui communiquera de même, pour la raison ci-dessus alleguée ; sur tout les Depositions des accusateurs dans leurs propres affaires ne seront point reçues pour preuves valables, excepté ceux qui, en vertu de serment juré, doivent être admis, ou qui ne sont point interessez dans l'affaire.

XIV. Tous les Interrogatoires dans les affaires criminelles , soit qu'elles se fassent par les voies douces ou par la question se doivent faire en présence des susdits Juges , qui de leur côté se contenteront d'un salaire modéré.

XV. En cas que des sentimens differens survinssent entre les Examinateurs , & qu'on fut en doute , si les raisons seroient assez suffisantes , pour appliquer les criminels à la torture , on fera decider l'affaire devant la moitié des Juges en observant de choisir six Juges Catholiques Romains & six Protestans.

XVI. Si quelqu'un ou plusieurs des Juges , à l'occasion d'une affaire criminelle ne pouvoit assister au jugement , à cause qu'il y auroit de la parenté entre le criminel & eux , ou pour quelque raison qu'il s'absentassent , on remplira les places par d'autres Juges , qui seront de la Religion de ceux qui sont absens , mais à la sentence definitive le nombre des 24. Juges doit être rempli.

XVII. Si à l'occasion d'une affaire criminelle les suffrages étoient partages , & que le Bailli en décidant la cause tombât dans le sens des plus rigoureux , la Justice sera différée , & il sera permis au malfaiteur , ou à ceux auf-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 301
 auxquels il appartient, d'implorer la grace du Prince.

XVIII. Le Droit d'accorder la grace appartiendra uniquement & incontestablement au Prince.

XIX. Toutes les Amandes qui seront païées au Tribunal de Justice dans les affaires criminelles appartiendront au Prince ; de même aussi les biens confisquez des malfaiteurs qui auront été exécutez, de ceux qui se tuent eux-mêmes par malice préméditée, & de tous les fugitifs, qui on mérité le suplice, & qui avec justice seroient mis à mort, s'ils étoient présens, apartiendront au Fisc du Prince, & au cas que quelqu'un des enfans de pays fut assez malheureux d'être dans le cas, S. A. le Prince par pure compassion & bonté paternelle, déclare, qu'elle se contentera de la moitié des biens restez, après qu'on aura deduit les frais & Depens, qui auront été consummez pour le Procès.

XX. Les Juges du Tribunal de Justice seront aux Gages du Prince, & comme ils composent le Conseil d'Etat du Prince, ils seront obligés de comparoitre à ses ordres en cas qu'il les demandât pour entendre leurs avis sur quelques Incidens, & alors pour récompense de leur peine, il sera assigné pour ceux qui de-

demeurent au dessus de Krumenau, & pour ceux qui sont domiciliez au dessous de Gunzenbach, un florin par jour, & pour ceux qui demeurent plus près de Lichtenstein, un demi florin par jour.

XXI. Les membres de ce Tribunal ne seront point changez à moins qu'il n'y eut certaines Dispositions du corps & de l'Esprit, qui rendit quelqu'un incapable, ou qu'il eut mérité par sa mauvaise conduite qu'on le déposât.

XXII. On ne fera nulle Décision de Procès en cachette, mais tout ce qui pourroit survenir en Justice, sera Plaidé publiquement, à moins que quelqu'un ne le demande de son propre mouvement sans être recherché, se déclarant d'abord coupable, alors cette amende tombera au Prince.

XXIII. Les Juges inferieurs prêteront serment, de la maniere qu'il est dit ci-dessus dans l'Article des Juges de la Province.

XXIV. Quant au Droit de proposer & de commettre les Bourgmestres dans les Jurisdiccions inferieures, il n'y aura point de changement, & on suivra la coûtume auparavant établie, & que les privileges exigent, & pour ce qui regarde l'Election d'un Bourgmestre,

mestre , elle se doit faire , dans les lieux où les Habitans ont le Droit d'en proposer un au Prince , le jour même de la proposition , en sorte qu'au bout de 14. jours suive ou la ratification ou une proposition réciproque de la part du Prince.

XXV. Quant à l'Electi^{on} des Juges , les choses resteront aussi sur l'ancien pié , ainsi que les anciens privileges exigent , savoir le Prince choisira une moitié & les habitans l'autre , mais toujours également des deux religions.

XXVI. Et puisque le Fiscal est un Officier du Prince , étant particulièrement lié par serment à lui , étant obligé d'accuser & de rapporter en justice tout ce qui merite punition & amende , on le proposera & l'établira comme de coutume.

XXVII. Quant au Greffier il appartiendra au Prince d'en proposer deux dont la capacité sera connue , & qui sont membres de cette communauté même , laquelle choisira l'un de ces deux & ils prendront garde que celui qu'ils choisiront , soit de la Religion contraire à celle du Fiscal.

XXVIII. Les Juges d'Yberg & de Schwarzenbach , à moins qu'ils ne soient natifs de Toggenbourg ne se mêleront

504 LES INTERETS PRESENTS
leront point des affaires judiciaires, &
n'auront ni emploi ni seance dans la
Justice.

XXIX. L'appel des Jurisdiccions
inferieures n'aura point de lieu, si dans
les causes civiles la somme principale
est au dessous de quinze florins, mais
si la somme passe 15. florins, on ne
pourra plus empêcher d'appeller.

XXX. Les Jugemens annuels se tien-
dront comme de coutume exactement,
& les Juges inferieurs seront tenus,
suivant la teneur des Placarts, Loix,
Mandemens & Ordonnances de con-
damner tous ceux qu'ils trouveront pu-
nissables dans les Jurisdiccions inferieu-
res à une amande pecuniaire, proce-
dant avec équité & sans partialité, les-
quelles amandes des Jurisdiccions in-
ferieures appartiendront au Prince.

XXXI. Toute Décision secreta des
affaires qui surviendront dans ces Ju-
risdiccions inferieures sera abolie, mais
on plaidera publiquement en Justice
comme de coutume tout ce qui se trou-
vera de criminel, ou digne d'amande,
à moins que le coupable ne demandât
cette Décision secreta de son propre
mouvement, & sans être recherché.

XXXII. On n'obligera personne
dans ces Jurisdiccions inferieures, à
l'égard

l'égard de quelque faute commise , de rendre témoignage contre soi-même , ou de se décharger par serment , à moins que le Juge n'eût des preuves suffisantes pour prononcer , en ce cas , de la sorte.

XXXIII. Les exécutoires dans les actions pour dettes se feront comme de coutume par estimation.

XXXIV. La Justice supérieure sera composée de 12. personnes , gens de bonnes mœurs & de bonne réputation , & qui sont domiciliés à Toggenbourg.

XXXV. Le Bailli de Toggenbourg sera Président de cette Justice supérieure , & il doit être compris dans son serment , qu'il agira dans toutes les affaires dépendantes du Président dans le Conseil supérieur de Justice , aussi bien que dans le Conseil de la Province , sans avoir égard ni à la personne ni à la Religion.

XXXVI. Quant à l'Élection des Juges supérieurs , il appartiendra au Prince d'en choisir & de les commettre , de pleine autorité , 3. Catholiques Romains & 3. Protestans.

XXXVII. Le serment de ces Juges sera de la même teneur que celui des Juges de la Province , ainsi qu'il est dit ci-dessus.

XXXVIII.

XXXVIII. On donnera à un chacun des Juges supérieurs un florin pour récompense par jour, lequel sera fourni des épices des Juges.

XXXIX. Si long-temps que leur conduite ne sera point répréhensible ils ne changeront point, comme il est dit dans l'article touchant les Juges de la Province.

XL. On appellera de toutes les Jurisdictions inférieures à cette Justice supérieure qui prononcera définitivement dans l'affaire, en sorte qu'après cela l'appel n'aura plus lieu, si ce n'est dans les affaires qui concernent les Domaines, le Droit Seigneurial, les Dîmes des Terres, & autres Droits & privilèges considérables de cette nature, ou au cas que quelque Etranger qui n'est habitué dans le pays fut accusateur ou accusé dans une affaire, ensuite de quoi il sera permis à la partie aggravante, soit que ce soit l'étranger ou l'habitant, d'appeler sans empêchement au Prince, lesquels appels seront décidés dans la Province même, une ou deux fois pendant l'année, sans d'autre frais & dépens que ce qu'on paie d'ordinaire pour les sentences d'appel, ainsi & de la manière, qu'au cas que le Prince par une maladie ou par quelque autre incident fût empêché

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 307
ché de venir en personne dans la Province, il fera expedier l'affaire par un ou deux Deputez.

XL I. En cas que les voix fussent également partagées, alors le Président aura le Droit de décider.

XL II. Le Prélat de St. Gal aura le pouvoir de commettre un Juge Provincial à Toggenbourg, n'importe qu'il soit habitant de Toggenbourg ou non.

XL III. De même aussi le Prince commettra le Greffier Provincial & le Fiscal lesquels il choisira selon qu'il voudra des Habitans de Toggenbourg; pourtant desorte que le Greffier & le Fiscal soient des deux différentes religions; & au cas que le Greffier fut de la Religion Protestante, son Substitut sera de la Religion Catholique Romaine, & réciproquement, & en cas que le Greffier fut de la Religion Catholique Romaine on lui donne un Substitut de la Religion Protestante, qui cependant ne sera point au depens du Prince. Lequel Substitut assistera au Conseil d'appel & au Tribunal Provincial de Justice, & y tiendra le Protocole en partie, & pour cette charge de Substitut le Tribunal de la Province proposera trois hommes capables & de probité, desquels le Prince choisira ensuite celui qu'il voudra.

XL IV.

XLIV. Quant aux Droits & Privilèges des Gens de service militaire , il n'en sera rien ôté ni ajouté par le present Traité.

XLV. On ne recevra point des nouveaux Bourgeois , qu'au temps qu'on prêtera Hommage à un nouveau Prince , & alors cette reception se fera avec le consentement du Prince , & pour le moins en presence de la moitié des habitans , de même aussi ceux qui prétendront d'être reçus seront presens , ou nommez publiquement.

XLVI. Les communautez ne seront point chargées , contre leur gré , d'Habitans étrangers.

XLVII. Le Droit de chasse & la pêche sera réservé au Prince , à moins que quelqu'un ne puisse pas produire des privileges particuliers , par lesquels il eut ce Droit à juste titre.

XLVIII. Dans tout le païs de la Comté de Toggenbourg il sera généralement permis d'exercer toute sorte de commerce licite & qui n'est point dangereux , le Saunage y étant compris.

XLIX. Il sera tout-à-fait aboli & défendu de vendre les biens fonds à gens de main-morte , & si par testament , exheredation , donation , ou par Droit de

de succession , ou par d'autre moien il leur vient quelque bien , le Droit de Retrait sera toujours permis aux Habitans , après une estimation Juridique. Mais au cas que que S. A. le Prince voulut acheter quelque bien , il le pourra faire sans aucun empêchement , cependant à condition que ces biens achetez ne tomberont point ni à l'Eglise de Saint Jean , ni en d'autres mains mortes , ni pour les incorporer ou en faire un Fief , mais en sorte qu'il soit vendu en main séculière.

L. Son Altesse le Prince n'imposera point de nouveaux Droits de passage , ou de pontage dans le pays de Toggenbourg , qui pourroient être à charge & porter préjudice aux Habitans de Toggenbourg.

LI. Un chacun pourra en vertu des privileges & libertez de Toggenbourg , aller avec ses biens meubles où il voudra , sans paier le Droit d'exue , mais quant aux biens ou héritages qui lui tomberont ensuite on paiera le Droit d'exue , dont la moitié écherra au Prince & l'autre moitié à la Caisse du pays.

LII. De même aussi du Droit d'Entrée , que les nouveaux Habitans seront obligez de paier , une moitié écherra au Prince & l'autre à la Caisse du pays.
Cepen-

Cependant il sera toujours permis à la communauté dans laquelle le nouvel habitant voudra entrer, d'avoir ses prétentions du Droit d'Entrée en particulier.

LIII. Des revenus annuels de Togenbourg une moitié appartiendra au Prince & l'autre à la Caisse du pays.

LIV. Les deux Religions ne se serviront point de l'argent qui tombe à la Caisse du pays pour leur usage particulier, mais il sera employé pour l'utilité & bien commun du pays.

LV. Pour ce qui regarde les empêchemens legitimes on n'establira ni de nouveaux moulins, ni des forges, ni des Pressoirs à l'huile, ni des Etuves nouvelles sans pressante nécessité. Mais au cas que quelqu'un en prétendit établir, & que quelqu'autre s'y opposât, ne croiant pas la chose de trop grande nécessité, ou prétendant en recevoir un grand Préjudice, on examinera fondamentalement en justice l'importance de cette nécessité, ou du préjudice qui en pourroit revenir, & on donnera ensuite connoissance de la chose à S. A. le Prince sous serment selon les circonstances, & il sera seul arbitre de ces empêchemens legitimes, cependant de sorte que ces empêchemens legitimes ne soient point surchargez davantage.

LVI.

LVI. Quand aux Auberges, le Juge & le Conteil Provincial examineront, combien & dans quels Endroits il en pourroit être nécessaires aussi-bien que ce qu'elle payeront annuellement au Prince, pour reconnoissance, laquelle redevance ne sera point haussée plus qu'il sera déterminé, & on ne fera aussi en cela aucune distinction de Religion.

LVII. Si en recevant l'Investiture d'un Fief qui ne demanderoit point de Lettre d'investiture, on obmettoit quelque chose qui seroit essentiel cette investiture ne sera point nulle pour cela, mais l'amande pour la première fois sera fixée à un Ecu double, & ensuite, en cas de réiteration, à proportion & selon la valeur de Fief, à un florin de chaque cent d'amande.

LVIII. Comme on reserve clairement dans toutes les affaire judiciaires ci-dessus mentionnées aux Justiciers particuliers de Mosnang, Eppenberg, Magdenau & Krynau & à tous les autres qui pourroient être & qui ne seroient point compris dans ce Contract, leurs Droits authentiques, & qu'on ne leur en ôte aucun, on veut pourtant qu'on l'entende d'une maniere que dans toutes les Jurisdicitions, où les deux Religions sont mêlées, les Droits privilèges & l'égalité

galité de ces deux Religions soient observées de la maniere, qu'il a été dit & déterminé dans les précédens articles.

LIX. De même aussi on réserve très-clairement à la Ville de *Lichtenstein*, tous les Droits qu'elle a par contract ou par long usage, joint à cela que la place de Bailli sera conférée alternativement aux deux Religions d'autant plus qu'on observera cette égalité de ces deux Religions à l'égard de toutes les places & offices du Tribunal, & de la judicature.

LX. De même si quelques Communautés, ou quelque Particuliers pouvoient démontrer certains Droits & Privilèges, à l'égard desquels on n'auroit rien réglé dans les précédens Articles, ils y seront maintenus sans qu'on leur en ôte la moindre chose.

LXI. Aussi tous les Jugemens & sentences, que les Tribunaux ordinaires ont donnez, conserveront leur force & vigueur, de la maniere qu'ils ont été rendus par ceux qui jusqu'à présent ont composé le Conseil & administré la Justice, de même aussi toutes les conventions particulieres averées, ne seront nullement annullés ni changées; ainsi que tout ce qui sera terminé & décidé le sera pour jamais, à moins que le

Juge

Juge n'eut touché les Droits & biens en fonds de l'Eglise. On ne reverra pas les Comptes des frais pour les affaires du pays, qui sans faire plus d'exception, & sans être examinés davantage se feront selon les anciennes coutumes, & conformément aux Decisions de l'an 1513 & 1514.

LXII. On moïennera une amnistie entiere qui sera acceptée de part & d'autre, & on mettra en oubli tout ce qui s'est passé depuis la naissance des démêlés & querelles jusqu'à ce jourd'hui, en sorte que pour ce sujet, on ne fera point de tort ni à la vie, ni à l'honneur, ni aux biens de qui que ce soit, sous quel prétexte que cela puisse être. Et quant aux Depens & à l'amende qui regardent les six personnes de Wattweyl touchant le. Paesch & son fils Jacob Paesch, le. Germann au sujet de l'heritage de Messieurs Kelleller, cette affaire sera cassée & annulée, & chaque Habitant retournera à son bien, femmes & enfans, en toute sûreté & repos sans être molesté en aucune maniere.

LXIII. Pour le repos public & la sûreté de la Religion, on est convenu qu'on exercera librement & sans empêchement dans tout le pays de Toggen-

314 LES INTERETS PRESENTS
bourg la Religion Catholique Romaine & la Religion Protestante l'une comme l'autre, ainsi que les affectionnez à ces deux Religions auront le parfait & libre exercice de ces Religions dans toutes leurs parties & dans l'entier du culte divin & de tout ce qui en dépend, avec tous les Droits & Privileges.

LXIV. Comme les Protestans de leur côté se garderont bien de prescrire aux Catholiques Romains des loix & bornes dans leur Religion, pour les rites, ceremonies, & autres choses qui en dépendent; ainsi ils prétendent d'un autre côté, qu'on ne les empêche point dans les Rites, Ceremonies, & tout ce qui dépend de leur religion, sans leur vouloir prescrire aucunes loix & bornes, particulièrement à l'égard des fêtes & ils se tiendront au regard des maximes, à la confession de foi Evangelique, & conserveront la Discipline Ecclesiastique, ainsi qu'elle a été établie & observée jusqu'à présent dans les Cantons Confederés.

LXV. Les Heures de l'Eglise seront réglées au plutôt, en cas qu'on ne l'ait point encore fait. Toutes manieres d'injurier, diffamer, qui pourront animer & irriter les Esprits seront bannies de la Chaire & défenduës par-tout, aussi punira-

nira-t-on très-rigoureusement ceux qui en seront coupables.

LXVI. Il sera permis aux Ministres Protestans & Anciens d'exercer la Discipline Ecclesiastique, consistant en Exhortations, Remontrances & Sollicitations pour l'amendement de vie, sans s'arroger cependant aucune Jurisdiction. De même aussi il sera de leur devoir, d'avoir un œil assidu sur les Ecoles dans lesquelles on instruira la Jeunesse, non seulement à lire, à écrire, & à chanter, mais dans les principes de la Religion & des articles de la Foi.

LXVII. Les Ministres Protestans ne seront point visitez de ceux qui ne sont point de leur Religion, ni obliger à resigner leurs Prébendes pour un autre, si long-tems qu'ils auront soin de leur troupeau en prêchant & en menant une vie édifiante. Le Terme, qu'on a mis autrefois dans leur serment de fidélité, sçavoir d'être obéissans au Prince en toute chose, sera obmis & ôté.

LXVIII. On donnera aux Veuves & aux Orfelins, des Curateurs de la Religion qu'ils professent, auxquels, ou aux plus proches Parens, on remettra le soin de leur Education.

LXIX. Au cas que l'une ou l'autre Religion voulût bâtir de nouvelles Eglises,

ses, ou fonder quelques bénéfices de son propre, on ne l'en empêchera point. Mais auparavant les deux Religions s'accorderont amiablement pour les vieilles Eglises, & si les parties ne pouvoient point s'accorder ensemble, elles se rapporteront à des arbitres & choisiront pour cela deux hommes de probité connue : mais si les sentimens des deux Arbitres étoient partagez, les deux parties proposeront chacune un homme qui ne soit pas partial, dont l'un sera élu par le sort pour Arbitre, qui approuvera sous serment l'un des sentimens des deux autres, sçavoir celui qui lui paroitra le plus raisonnable. Si outre cela l'une ou l'autre Religion vouloit élargir une Eglise commune, il lui sera permis de le faire à ses propres dépens, & sans porter préjudice, & sans causer du dommage à l'autre.

LXX. Puisque on a déjà fait le partage des Eglises dans la Province de Toggenbourg, on ne fera plus d'autre partage que celui qui a été fait pendant la Négociation de cette même affaire, mais on en demeurera-là.

LXXI. Si quelque personne Protestante étoit poursuivie pour Contrat de Mariage, ou qu'une personne mariée, pour des raisons legitimes demandât le divor-

divorce; le Doyen, ſçavoir un Miniſtre, & les aſſeſſeurs ſeculiers du Synode ſ'aſſembleront à l'occaſion de ces pourſuites pour Contract de Mariage, ou de ces prétendus divorces, pour accommoder les parties à l'amiable, & en cas qu'il n'y ait point d'accommodement à faire, ils prononceront décidivement dans l'affaire, cependant ſ'il y a des choſes puniſſables ou dignes d'amende, l'affaire alors ſera reſervée aux Juges ordinaires.

LXXII. A l'égard des Amendes de diſpenſe dans le troiſième degré, elles ſeront réglées de la maniere que ceux qui poſſèdent autour de 1000. fl. ou d'avantage payeront 50. fl. ceux qui poſſèdent depuis mille juſqu'à 5000. payeront 20. fl. & ceux qui poſſèdent moins de mille florins payeront arbitrairement à proportion qu'ils auront des biens, & avec ceux qui ſont tout à fait deſtituez de biens, on agira d'une maniere charitable.

LXXIII. Le Synode Proteſtant ſera continué de la même maniere qu'il eſt diſpoſé à préſent, on y traitera les affaires de la Religion & de l'Egliſe, ainſi que les Statuts du Synode d'à préſent ont diſpoſé & réglé.

LXXIV. A l'égard de la maniere de

conferer les Prebendes on se tiendra aux Anciens Contracts ainsi qu'ils ont été agréés de S. A. le Prince, & aux anciennes coûtumes à moins que les Catholiques Romains de Toggenbourg ne puissent dans 3. ans faire voir quelque chose de plus considerable, en quel cas ils en jouiront.

LXXV. Si quelque Prébende parmi les Protestans de Toggenbourg étoit vacante, l'assemblée de l'Eglise en informera en tout respect le Prince ou son Juge Provincial, pouvant alors sans d'autre empêchement rechercher eux-mêmes, dans un des Cantons Protestans, un Ministre, lequel ils voudront cependant qui ait été examiné dans une des quatre Villes des Cantons Protestans, & qui ait été admis au ministere, ayant bon témoignage d'avoir mené une vie honnête & pieuse, on le présentera ensuite au Prince ou au Juge Provincial, faisant voir en même temps ses Témoignages, & lui le confirmera ensuite. Aussi on ne pourra jamais prendre davantage que trois Ministres de chaque endroit, & s'il y en avoit parmi les Habitans de Toggenbourg qui fussent capables de l'être, étant examinez de la susdite maniere, & ayant été admis au ministere, ils seront quant au nombre, mis
en

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 319
en équilibre avec les autres lieux susmen-
tionne .

LXXVI. Il est aussi très expresse-
ment accordé que le présent Traité se-
ra executé, & que l'on prètera le ser-
ment de fidélité dessus, d'abord après la
Ratification de même Traité. Mais en
cas qu'il arrive, qu'après que ce Traité
aura été mis en execution, il survint
contre toute esperance quelque mesintel-
ligence & differend à l'égard de ce Trai-
té & de certains Articles qui y sont con-
tenus, alors S. A. le Prince aussi que les
Habitans de Toggenbourg remettront
les differens en question à six Arbitres,
qui seront choisis des XIII. Cantons
confederez, sçavoir trois pour chaque
partie également des deux Religions &
qui agissans également des deux côtez,
accommoderont l'affaire s'il est possible
à l'amiable, ou en cas de contraire, la
feront décider par sentence de Juge, sui-
vant les Us & Coutumes des Cantons
confederez; avec cette expresse Dispo-
sition, que dans quelques differends qui
pourroient survenir entre le Prince & les
Habitans de Toggenbourg, on ne pro-
cedera point par voye de fait, mais qu'on
mettra d'abord l'affaire en arbitres, ou
qu'on la fera décider par sentence judi-
ciaire, ainsi qu'il a été établi dans le

320 LES INTERETS PRESENTS
présent Traité & observé ailleurs de tout
temps.

LXXVII. Pour ce qui regarde le
Traité de Paix du païs à l'égard des Ju-
risdictions superieures & inferieures ,
que S. A. le Prince possededans la Com-
té de Thurgau & dans le Rheinthale ,
il est réglé , que les choses resteront pour
toujours ainsi qu'il a été établi & publié
par le Traité de Paix de païs à Arau de
l'an 1712. & S. A. s'y conformera en-
sorte que tous & chacun des Articles , de
la maniere qu'ils ont été pour lors
établis , seront observez sans aucune
exception pour le présent & pour l'a-
venir.

LXXVIII. De même on ne deman-
dera nulle restitution des frais de la
Guerre ausdits Habitans sous quelque
Prétexte que ce puisse être , sans préju-
dice pourtant des Droits averez des
Créanciers legitimes. Avec cela on leur
accordera une parfaite Amnistie de tout
ce qui s'est passé depuis le commence-
ment de la Guerre passée jusqu' à ce jour-
d'hui , & de toutes les fautes qu'ils pou-
voient avoir commises de quelle nature
qu'elles pussent être , en sorte qu'ils ne
seront point affligez pour cela , ou trai-
tez avec rigueur.

LXXIX.

LXXIX. Au regard des Bailliages, qui sont situez autour des Jurisdiccions susmentionnées, comme la Ville & Bailliage de Wyl, les Bailliages de Korchach, Hoffmeister & Groffau, on n'exigera point d'eux de même aucune restitution des frais de la Guerre, sous nul prétexte, & ils jouiront de cette même Amnistie parfaite; d'ailleurs sans préjudicier aux Droits des créanciers légitimes.

LXXX. Toutes les sentences que les Intendans à Wyl & S. Galcon, ou les autres Tribunaux peuvent avoir décidées durant ce temps, & toutes les autres choses qu'ils ont traitées en Justice garderont leur force & valeur pour jamais, puisqu'on est persuadé que les Droits & biens en fonds de S. A. n'en auront été aucunement levez; & à l'égard du Terrain qu'on a occupé sur un des Fiefs du Prince après en avoir payé la valeur, pour le bâtiment de l'Eglise protestante à Schoenholzers Wylen & ses appartenances, (sans préjudicier aux cens & rentes, qui doivent être levées sur les autres Terres) les choses resteront aussi comme auparavant.

LXXXI. Après que le présent Traité aura été ratifié (pour quel effet on donnera à chaque partie tout au plus deux

mois pour terme) les deux Cantons cederont d'abord à S. A. le Prince, la vieille Province, qu'ils avoient prise en possession, avec les Jurisdictions dans les Comtez de Turghau & Rhythale, avec toutes les Seigneuries, Droits & Privileges qui y appartiennent, avec tous les revenus, cens, dixmes, rentes, & autres Droits, de la maniere qu'ils l'ont prise en possession & la possèdent actuellement, à la reserve de ce dont on a disposé autrement par le présent Traité.

LXXXII. Les Habitans de Toggenbourg laisseront prendre au Prince, convenablement aux Accords, la paisible possession du païs de Toggenbourg, d'abord qu'on aura rempli ce qu'on a réglé dans le présent Traité à leur occasion, sçavoir que les Habitans de Toggenbourg pourront nommer avant le serment de fidélité, les membres de leur Conseil Provincial & les Juges d'appellation, autant qu'ils sont en droit d'en nommer pour leur part, & que Son A. le Prince aussi aura fait la nomination de ses Officiers & des Juges provinciaux & d'appellations, dans les trois premiers jours après les ceremonies d'hommage, que S. A. pourra ordonner tous au plus
14. jours

14. jours après la Ratification, ainsi qu'on fera hommage après que ce Traité avec la Ratification aura été lu en présence de tous les Habitans du païs; après quoi les deux Cantons auront soin de le faire mettre dans la susdite possession.

LXXXIII. Et pour plus grande sûreté & affermissement du présent Traité, pour qu'il ne soit point exposé à de nouveaux accidens, en cas qu'il en survint quelque nouveau sujet de mesintelligence, à l'égard des Cantons circonvoisins, (ce qu'à Dieu ne plaise) les deux Cantons, Appenzell, Usserrothen, S. A. le Prince & la Ville de St. Gal, se sont promis sous les engagemens de la bonne foi de leur honneur & yrayes paroles, qu'aucune des parties pour quelque sujet que ce puisse être, ou arriver, ou être nommé, n'attaquera point l'autre hostilement ou par voye de fait, & en cas qu'il naitroit ou arriveroit entr'eux quelque differend ou mesintelligence, qui regarderoient ou les Cantons mêmes, ou les Traitez entre eux établis, ou enfin quelques-uns des Droits contenus dans ces Traitez, ou qu'on auroit entendu quelques propositions d'une maniere bien differente, la partie lésée donnera connoissance du tort qu'elle reçoit, à la par-

tie aggravante , de bouche ou par écrit , suivant les circonstances des affaires , & demandera en consideration de l'amitié confederée de reparer cet abus, à quoi on satisfera par une juste & amiable Réponse , ainsi que ces prétentions étant faites , on ne procedera point par voye de fait , mais chaque partie sera remise dans sa premiere possession des Droits qu'elle avoit auparavant , & en cas qu'il arrive , que les deux parties ne puissent point s'accommoder pour ces differends entre eux , elles feront décider l'affaire juridiquement , ainsi & de la maniere que chaque partie demandera, en nommant deux Personnes Judiciaires des Cantons confederéz , pour decider cette affaire par proportions égales , ainsi que les deux parties se contenteront de cette Decision & en demeureront-là , pour terminer l'affaire. Les arbitres choisis pour cette Decision , seront en droit d'obliger la partie qui voudroit proceder en quelque maniere que cela puisse être , par voye de fait , & d'une maniere contraire au précis de la Decision , par les voyes de la douceur ; & en cas qu'elle ne réussit point , par des moyens plus serieux & plus violents , à dedommager la partie lezée du préjudice qu'elle a souffert.

LXXXIV. Tout ce qui s'est passé d'hostilité pendant les dernierstroubles entre les trois Cantons voisins susmentionnez , sera dès maintenant & à l'avenir , aboli & oublié , afin que l'amitié entre ces trois voisins soit rétablie de nouveau , entretenue & cultivée plus que jamais , à quoi aussi chacun exhortera les siens très sérieusement.

LXXXV. Pour ce qui regarde l'abolition de la Douanne à Lanquat ; les choses resteront dans l'état où elles sont à présent , jusqu'à ce que l'affaire soit terminée à l'amiable , ce qui se fera dans l'espace d'un an ; si donc les parties transigeantes , savoir les deux Cantons de Zurich & Berne , & S. A. le Prélat Doyen & Chapitre de St. Gal observent & executent inviolablement dans tous ses points & articles le present Traité , ils se donneront tant pour eux que pour leurs Successeurs , la foi & promesse sous les engagemens de leur Parole & Honneur , qu'ils s'y tiendront mutuellement , en vertu des Actes presens , dont on a composé trois de la même teneur , Messieurs les pacificateurs les ayant signez & apposé leurs Cachets , donné à Bade en Ergau , ce mercredi , quinzième d'Octobre , de l'an
de

326 LES INTERETS PRESENS
de nôtre Seigneur mil sept cent dix-
huit.

(L.S.) JEAN JACOB ULRICH , Lieu-
tenant & Conseiller de Berne.

(L.S.) JEAN HENRY HIRZEL , Lieu-
tenant & Conseiller de Zurich.

(L.S.) J. F. WILLADING , Seigneur
d'Urthener & Mattstedten & Bail-
lif de Berne.

(L.S.) JEAN ANTOINE TILLIER ,
Venner & Conseiller du petit Con-
seil de Berne.

(L.S.) JOSEPH ANTOINE PUNDTI-
NER , Conseiller & Chancelier du
Prélat de St. Gal.

(L.S.) GAL ANTOINE , Baron de
Thurn , Conseiller du Prélat & Ju-
ge suprême à Ranithorn.

[G G.]

1721. T R A I T É *d'Alliance entre la France l'Espagne & la Grande-Bretagne* , *conclu à Madrid en 1721.*
tiré du Corps Diplomatique.

L Es Differends qui sont survenus entre leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne d'une part , & Sa Majesté Catholique de l'autre , n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils se sont toujours portez l'un l'autre , ils ont continuellement souhaité avec une pareille ardeur de retabli la bonne correspondance & la sincere amitié qui devroient regner entr'eux , & qui seront toujours les plus fermes supports de la grandeur à laquelle Dieu les a elevez , & les plus sûrs moyens de conserver la tranquillité publique , aussi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets : & c'est en vûë de cimenter & fortifier encore davantage , s'il est possible , ces dispositions qui ne sont pas moins propres à la gloire & à la sûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles sont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe , que Leurs Majestez Britannique , Très-Chrétienne

ne

ne & Catholique ont pris la resolution de s'unir d'une maniere si étroite, qu'ils n'agissent dans la suite que comme s'ils n'avoient que la même vûë & le même intérêt; & pour cette fin, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné plein-pouvoir de traiter en son nom, à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Serenissime Roi Très-Chrétien ayant donné plein-pouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiste Louïs Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ses Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louïs, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majesté Catholique, & le Serenissime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son plein-pouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Rivera & d'Auzechal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secretaire d'Etat & des Dépêches; ils ont convenu entr'eux des Articles suivans.

I. Il y aura d'oresnavant & pour toujours

jours une exacte Union, & une sincere & permanente amitié entre le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi d'Espagne, leur Royaume & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui sont sous leur Domination, enforte que les injures, ou les dommages soufferts, durant la Guerre, laquelle a été terminée par l'accession du Serenissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même soin, du bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du sien, qu'on n'informera pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Païs qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils soient situez;
de

de sorte que Leurs Majestez étant attaquées contre ce qui a été résolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cessera, ou qu'ils seront satisfaits de la réparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En conséquence de l'Article précédent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les différends qui sont à démêler entre le Serenissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la présente Alliance ; & pour la fortifier davantage le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien & le Serenissime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le présent Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité générale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambray, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fussent atta-

attaquées ou troublées en aucune manière, dans la possession de leurs Royaumes & Terres par aucune Puissance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices aussi-tôt qu'ils en seront requis pour procurer au Parti attaqué la satisfaction du tort qui lui sera fait, & pour empêcher que l'agresseur ne continuë ses hostilités; & s'il arrivoit que ses bons offices ne fussent pas suffisans pour procurer promptement cette réparation, leurs susdites Majestez promettent de fournir le Secours suivant, conjointement ou separement; sçavoir,

Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majesté Catholique 8000. Hommes d'Infanterie & 4000. de Cavalerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaisseaux de Guerre ou de transport, ou même des Subsidés en Argent comptant; en ce cas-là, elle sera en liberté de choisir, & ils lui fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent, à proportion des dépenses des Troupes; & afin d'éloigner toute occasion de doute dans le compte desdits frais, Leurs Majestez con-

conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront reglez à dix mille Florins de Hollande; & mille Hommes de Cavalerie à trente mille par mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaisseaux; Leurs dites Majestez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il est nécessaire, leurs susdites Majestez s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Agresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entièrement satisfaites des sentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singulière qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce présent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conservation de ses Terres & de ses Droits, & pour le soutien de sa Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai ils uniront leurs bons offices & leurs efforts

pour

pour obtenir une juste satisfaction, & si elle est refusée, ils conviendront des mesures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui seront en leur pouvoir.

VI. Sa Majesté Catholique desirant donner à Sa Majesté Britannique & à Sa Majesté Très-Chrétienne une marque particuliere de son Amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occasion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ses Predecesseurs à la Nation Angloise & à la Nation Françoisé ; de sorte que les Sujets negocians du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Roi Très-Chrétien, puissent toujours jouir en Espagne des mêmes Droits, Prérogatives, Avantages & Privileges pour leurs Personnes, leur Commerce, Marchandises, Biens & Effets, dont ils ont jouï, ou dont ils devroient avoir jouï en vertu des Traités ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordez en Espagne à la Nation la plus favorisée.

VII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans
l'espace

l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleins pouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été insérée, avons signé le présent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721:

Signé.

(L.S.) WILL.	(L.S.) LAN-	(L.S.) EL
STANHOPE.	GERON	MAR-
	MAULE-	QUES DE
	VRIER.	GRI-
		MALDO.

ARTICLE S E P A R É.

L Es Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique , Très-Chrétienne & Catholique, ayant ce jour-d'hui, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, signé un Traité d'Alliance Defensive entre Leursdites Majestez ; ils ont en outre convenu que le Traité particulier qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestez Britannique & Catholique , dont la teneur s'ensuit , fera partie dudit Traité d'Alliance Defensive , conclu entre l'Angleterre , la France & l'Espagne.

*(Ici est inseré mot à mot le Traité entre
la Grande-Bretagne & l'Espagne ,
conclu à Madrid le 13 Juin 1721.
N. St.)*

L E susdit Traité particulier aura la même force , que s'il étoit inseré mot pour mot dans le Traité de l'Alliance Defensive, signé ce-jour-d'hui entre les trois Couronnes ; & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la manière qu'on a accoutumé , dans l'espace de six semaines , à compter du jour de la Signature , ou plutôt , s'il est possible.

En

En témoignage de quoi nous avons
signées Présentes en vertu de nos pleins-
pouvoirs & y avons mis les Sceaux de
nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin
1721.

Signé,

(L.S.) WILL.	(L.S.) LAN-	(L.S.) EL
STANHOPE.	GERON	MARQUES
	MAULE	DE GRI-
	VRIER.	MALDO.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ

LEs Ministres Plenipotentiaires de
Leurs Majestez Britannique &
Très-Chrétienne, ayant ce jourd'hui
signé avec les Ministres Plenipotentiai-
res du Roi d'Espagne, en vertu de leurs
pleins-pouvoirs particuliers, un Traité
d'Alliance Defensive ; les susdits Minis-
tres de Leurs Majestez Britannique &
Très-Chrétienne ont aussi convenu en-
tre eux, en vertu du même Pouvoir ;
que comme le principal but de cette
Alliance est de maintenir & de conser-
ver la Paix & la tranquillité de l'Eu-
rope, auquel on ne sauroit douter que
les Etats Generaux des Provinces-Unies
des Païs-Bas ne soient disposez de con-
courir

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 337
courir & de donner leur assistance, l'on
prendra de concert la premiere occasion
convenable pour les y inviter; & Leurs-
dites Majestez Britannique & Très-
Chrétienne promettent & s'engagent en
même tems de maintenir le Traité d'Al-
liance Défensive fait à la Haye entre le
Roi Très-Chrétien & les Etats Gene-
raux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que
rien ne se fera directement, ou indi-
rectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons
signées Présentes en vertu de nos pleins-
pouvoirs & y avons mis les Sceaux de
nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin.
1721.

Signé,

(L.S.) W. STAN-
HOPE.

(L.S.) LANG.
MAULEVRIER.

[HH.]

1724 TRAITE' entre l'Empe-
reur & le St. Siege, pour la Resti-
tution de Comachio; conclu à Rome
en 1724. tiré du Corps Diploma-
tique.

C Um salutis publicæ, & Orbi præ-
sertim Christiano omnino conve-
niat, stabilem inter Pontificiam, &
Tom. VI. P Cæsa-

Cæsaream Aulas Concordiam fervari, colique, & post occupatum casu Comaculum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuè institerint, dictum Comaculum in eum in quo prius erat, statum restitui nec antea Pacem, concordiamque futuram : Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimittate probe cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versata fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse; ea propter momentosum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentia propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiaro Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarîi nomine, & plenâ facultate ut suprâ in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comaculi, sal-

vo cujuscunque Jure convenerunt videlicet :

Primo , Promitti à Summo Pontifice pro se , suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolicâ , se eisdemque nec ratione damnorum , quæ occasione Comacli sive ante , sive per , sive etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus possessionem Territorio Sedis Apostolicæ , ejusve Subditis , quocunque demum modo illata fuissent , neque ratione fructuum ex Comaclo hætenus perceptorum , ullo unquam tempore à Sacrà Cæsareâ Majestate , Serenissimâque Domo Austriacâ quidpiam postulaturos , neque etiam à Subditis , & Incolis Comaclenfibus eo nomine ullos indemnitis , aut reparationis sumptus exacturos , quinimò vi hujus Articuli omnes istas , aliasque ejusmodi prætentiones pro penitus sublevis perpetuò habendas esse ,

Secundo , Possessionem Comacli à Sacrà Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti , ut in eandem Sedes Apostolica restituatur ut priùs , ità scilicet , ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum , neque Imperio , vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur , sed Sacræ Cæsareæ Majesta-

340 LES INTERETS PRESENTS
tis , & Imperii , Domusque Atestinae
Jura omnia tam respectu Professorii ,
quàm Petitorii salva remaneant , nemi-
nique ex hoc actu præjudicium ullum
irrogatum intelligatur usque dum cog-
nitum fuerit , ad quem Comaclum per-
tineat.

Tertiò , Convenisse de Amnestia ge-
nerali pro omnibus Subditis , & Inco-
lis Comaclensibus , & specialiter pro
iis , qui à tempore prædictæ occupatio-
nis , vel etiam ante suam erga Cæsa-
ream Majestatem , & Imperium devo-
tionem peculiariter testati vel Comacli
Politicis , Civilibus , Oeconomicis , aut
Militaribus Officiis functi vel etiam ex
causis sive publicis , sive privatis ad Au-
lam Cæsaream ejusve Administros ab-
legati fuerunt ; ac proinde vigore hu-
jus Amnestiæ prædictis Subditis , & In-
colis Comaclensibus nec quoad Perso-
nas neque quoad Bona , statum , vel se-
curitatem ex præmemoratis , aliisve hu-
jusmodi causis quidquam molestiæ , aut
impedimenti directè , vel indirectè in-
ferendum esse. Porro facta tecta servari
omnia Jura , Privilegia , Immunitates ,
& Prærogativas , quibus Subditi , &
Incolæ Comaclenses ante supradictam
occupationem usi , & potiti sunt , vel
uti , aut potiri debuissent.

Cum

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitoriarum die 22 Julii nuperi insitat, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiâ cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Camera Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comacensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo prius erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intra tres Menses à die Rati habitionis com-

putandos à dictâ Civitate Comaclensi ,
 Locisque occupatis recessuros , & tam
 Militares,quam Civiles cujuscunque ge-
 neris Officiales juxta consuetum in hu-
 jusmodi evacuationibus modum , sup-
 peditatis tamen Navigiis , vel curribus ,
 & jumentis pro locorum opportunitate
 necessariis ad asportanda Bellica , & pro-
 pria eorum mobilia , adeò ut integrum ,
 liberumque Summo Pontifici sit Præsi-
 dium suorum Militum inducere , & col-
 locare , ibidemque potestatem , liberè ,
 ut priùs exercere.

Denique promittunt etiam memora-
 ti Eminentissimi & Reverendissimi DD.
 Cardinales , omnium & singulorum ,
 quæ in presentis Instrumenti Articulis
 contenta , sunt , Ratihabitionem intra
 quadraginta dies ex Pontificiâ , & Cæ-
 sareâ Aulâ secuturam esse.

pro quibus prædictis omnibus obser-
 vandis , & implendis uterque ex dictis
 Eminentissimis DD. Cardinalibus Ple-
 nipotentiariis tactâ Cruce Pectorali ju-
 ravit , & manu propriâ duplex Exem-
 plum præsentis Instrumenti mutux Con-
 ventionis subscripsit , & signavit , ut
 unum eorum penès præfatum Eminen-
 tissimum Plenipotentiarium Pontificium
 & alterum penès dictum Eminentissi-
 mum Censuegos existat. Actum Ro-

mx

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 343
mæ vigesimâ quintâ Novembris Anno
Millesimo septingentesimo quarto.

(L.S.) Ego Fabri-
tius Episcopus Por-
tuenfis S. R. E. Car-
dinalis Paulutius
Sanctissimis Plenipo-
tentiarius affirmo ,
promitto , & juro ,
ut suprâ.

(L.S.) Ego Al-
varus Tit. S. Ban-
tholomei in Insulâ S.
R. E. Cardinalis
Ciensugos, Sac. Caf.
& Cathol. Majefta-
tis Plenipotentiaris
affirmo , promitto ,
& juro , ut suprâ.

Tenor Plenipotentie Pontificiæ.

*Ven. Fratri Nostro Fabricio Episcopo Por-
tuenfi & S. Rufine S. R. E. Cardî-
nali Paulutio nuncupato , Benedictus
Papa Decimus Tertius.*

VEn. Frater Noster salutem &c. De
Tuâ spectatâ fide , prudentiâ , in-
tegritate , & in rebus agendis dexterita-
te plenam in Domino fiduciam habentes
motu proprio , & ex certâ scientiâ & ma-
turâ deliberatione Nostris , deque Aposto-
licæ Potestatis Plenitudine Te ad ineun-
dam Conventionem per quam Sedes ,
seu Camera Nostra Apostolica dimissio-
nem , & possessionem Comacii , ac Per-
tinentiarum , aliorumque locorum re-
cipiat , in Nostrum , & Sedis prædic-
tæ Plenipotentiarium tenore præsen-

P 4

tium

344 LES INTERETS PRESENTS
tium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacini ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè & possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluderis, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(*L. S.*) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tuor

Tenor Plenipotentia Cæsarea.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ faventē Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno. Tir.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem, D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cataniensem S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotentiarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causa, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentia vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comacii uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique; verbo nostro Cæsareo promit-

P s ten-

346 LES INTERETS PRESENTS
rentes , quod Nos eandem Conventio-
nem , & Instrumentum omnino appro-
baturi , ratum , gratum , firmumque ha-
bituri simus , in quorum fidem , ac ro-
bur hæc manu Nostrâ subscriptas , Si-
gilloque Nostro Imperiali muniri ius-
simus. Datum in Civitate Nostrâ Vien-
næ die 21. Octobris Anno 1724. Reg-
norum Nostrorum , Romani Decimo
quarto , Hispanicorum vigesimo secun-
do , Hungarici & Boëmici vero pariter
Decimo quarto.

(L.S.) CAROLUS.

Vt. JOHANNES GUILIELMUS
Comes de WURMBRANDT.

*Ad Mandatum Sacra Cæsa-
rea Majestatis proprium
B. W. Nob. Dom. de
GEORGENTHAL.*

Tenor

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS P P. XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

C Um nuper , nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum , Nostrum , & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium , ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici , & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium , quædam super Dimissione , ac respectivè receptione possessionis Comacii , ac Pertinentiarum , aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ , & subscriptæ fuerint , quarum , ac utriusque Plenipotentia hujusmodi tenore est qui sequitur videlicet :

Cum Saluti publicæ &c. INSERTUR.

Hinc est , quod Nos Capitulationes

P 6 hu-

348 LES INTERETS PRESENTS
huiusmodi stabili, perpetuaque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certâ scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine capitulationes præinsertas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissâ per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentis Litteras nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas & efficaces existere, & fore suosque plenarios, & integros effectus sortiri & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo,
ceter-

cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanfuris ad præmissorum effectum specialiter & expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L. A. P.) FR. Card. OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cum inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Statûs Secretarium, necnon Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cataniensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum

ruga

rum plena cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens conventio inita, & conclusa fuerit, quæ incipit.

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam conventionem sic initam, & conclusam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus: & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali, Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ conventionem expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum majorem fidem, & testimonium præsentem ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 351
do, Hungarici, & Bohemici verò pari-
ter Decimo quarto.

CAROLUS.

(L. S.) *Vr. Frus Car. Com. de*
SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae
Majestatis proprium.

B. W. Nob. Dom. de
GEORGENTHAL.

[11.]

[II.]

1725. TRAITÉ de Paix entre
l'Empereur & le Roi d'Espagne , con-
clu à Vienne en 1725. tiré du Mer-
cure Historique.

*In Nomine Sacro-Sanctæ , & individue
Trinitatis; Amen.*

NOtum sit universis & singulis ,
quorum interest , aut quomodo-
cunque interesse potest.

Postquàm sub finem Anni millesimi
septingentesimi , quo Rex Hispaniarum
& Indiarum Catholicus Carolus Se-
cundus , Inclytæ Memoræ , improlis è
vita decessit , cruentum , diuturnum-
que Bellum super Successione in ejus-
dem Regna , inter Serenissimum & Po-
tentissimum Principem ac Dominum
Leopoldum , Romanorum Imperato-
rem , Hungariæ , Bohemiæque Regem ,
Archi-Ducem Austriæ , &c. Pientissimæ
recordationis ex una : & inter Serenif-
simum ac Potentissimum Principem
Dominum Philippum V. Hispaniarum
& Indiarum Regem Catholicum , in
assistentiâ Serenissimi & Potentissimi
Prin-

Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Serenissimus quoque & Potentissimus Magnæ Britannæ Rex Guilielmus, Ejusque in Regno Successor Serenissima & Potentissima Domina Anna, Celsique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii accesserunt : Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter istos factâ, Bellum, quod tunc inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac alterum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsecutam Anno 1714. Pacem Badensem quoque deletum : Tandem & illi Bellorum motus, qui alteram inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum Philippum V. adhuc fervebant ; per Accessionem ad Tractatum Londini die (2. Aug. St. n.) 22. Julii St. v. 1718. initum, acceptationemque conditionum utrique eorum, prout & Regni Sardiniae in eo propositarum felici quoque numine sedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhuc dum controversis ad particularem congressum subinde

de in Urbe Cameraci institutum remis-
 sis, sub Amicis Mediatoris Officiis Se-
 renissimi & Potentissimi Regis Gallia-
 rum Ludovici XV. ac Serenissimi &
 Potentissimi Regis Magnæ Britanniae
 Georgii definiendis. Quo quidem in
 loco per Plenipotentarios ab omnibus
 Partibus eò missos sub præfata media-
 tione à triennio abhinc operosè qui-
 dem, verùm ob varia impedimenta,
 absque fructu expectato allaboratum
 fuit, quod ipsum, cùm & spes nulla fœ-
 licioris in futurum successus afflueret,
 in causa erat, quòd Serenissimus His-
 paniarum Rex Catholicus consilium
 cœperit, dicta adhuc controversa Punc-
 ta cum Sua Majestate Cæsarea & Ca-
 tholica in ipsa Urbe Viennensi per Mi-
 nistros utrinque ad id opus cum plena
 potestate munitos amicè definiendi: ad
 quod Sua Majestas Cæsarea Catholica
 Celsissimum Principem ac Dominum
 Eugenium Sabaudiae & Pedemontium
 Principem, altèfatae Suae Majestatis Cæ-
 sareæ Catholicae Consiliarium actualem
 Intimum, consilii Aulico-Bellici Præsi-
 dem, suumque Locumtenentem Gene-
 ralem, Sacri Romani Imperii Campi
 Mareschallum, ac Ejusdem Statuum per
 Italiam Vicarium Generalem, Aurei
 Velleris Equitem: necnon Illustrissi-
 mum

mum & Excellentissimum Dominum
 Philippum Ludovicum Sacri Romani
 Imperii Thesaurarium Hæreditarium
 Comitem à Sinzendorff, Liberum Ba-
 ronem in Ernstbrunn, Dominum Dy-
 nastiarum Gfoll, Superioris Seloviz,
 Porliz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan,
 & Droskau, Burggravium in Reineck,
 Supremum Hæreditarium Scutiferum
 ac Præciforem in Superiori & Inferiori
 Austria, Hæreditarium Pincernam in
 Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equi-
 tem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majes-
 tatis Camerarium, actualem Consilia-
 rium Intimum, ac Primum Aulæ Can-
 cellarium; ac Illustrissimum & Excellen-
 tissimum Dominum Gundaccarum Tho-
 mam Sacri Romani Imperii Comitem
 de Starhenberg, in Schaumburg & Wa-
 xenberg, Dominum Ditionum Eschel-
 berg; Liechtenhaag, Rottenegg, Frey-
 statt, Haus, Oberwalsee, Senfftenberg,
 Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris,
 Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ
 Majestatis Consiliarium Intimum actua-
 lem, Archiducatûs Austriæ Superioris
 & Inferioris Mareschallum Hæredita-
 rium : Sua Majestas verò Regia Catho-
 lica Illustrissimum & Excellentissimum
 Dominum Joannem Guilielmum Baro-
 nem de Ripperda, Dominum de Jen-
 sema,

fema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiiis.

ARTICULUS I.

PAx sit Christiana, universalis perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæsaream Catholicam Majestatem, utriusque eorundem Hæredes, & Successores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Basis, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die (2. Aug. St. n.) 22. Julii St. v. Anni 1718, propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majestate Cæsarea Catholica eâdem ipsâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hærcomitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ con-

contra Pacem Badensem die 7. Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitam turbata fuerunt, actu restituit Suae Majestati Cæsareæ Insulam & Regnum Sardiniae in eo statu, quo erat tunc, cum illud occupavit: Renuntiavitque Suae Majestati Cæsareæ omnia Jura, Præventiones, Rationes, & Actiones. in dictum Regnum, ita, ut Sua Majestas Cæsarea de illo cedere sua plene libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro regula statuatur, ne Regna Galliae & Hispaniae, ullo unquam tempore in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque lineam coalescere, uniri que possent istaeque duæ Monarchiae perpetuis futuris temporibus separatae remanerent, atque ad ob firmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò necessariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni è duobus pro se, totaque sua Posteritate solenniter renuntiaverint, adeò ut ista utriusque Monarchiae Separatio in Legem

gem fundamentalem abjerit in Comitiiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatum Trajectensem die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi adeò necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistrae suspicionis ansam tollere, tranquillitatieque publicæ consulere volens, acceptat, & consentit in ea, quæ in Tractatu Trajectensi super jure, & Ordine Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro se, quàm pro suis Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Fœminis, omnibusque in universum Prætentionibus quibuscunque, nullâ penitus exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenses agnitus fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Sux Majestati Catholicæ, Partibusque Compaciscentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam

quam Sua Majestas Cæsarea amore Universalis Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit quòd Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, sinet præterea eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta; Rex Catholicus vicissim renunciat, tam suo, quàm suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum Marium & Fœminarum Nomine, Sux Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quasunque ,

que, nulla penitus exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatûs Londinensis obveniunt, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713.....cessus, disertè quoque comprehensus intelligatur, super quo solennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac super his Instrumenta consueta Suæ Majestati Cæsareæ, & Partibus compaciscentibus extradidit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Siciliæ reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætentionibus, quarum prætextu Suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes, & Successores, directè, vel indirectè tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

V I. Sua Majestas Cæsarea in contem-
pla-

plationem Serenissimæ Hispaniarum Reginae consensit jam sub reservato Imperii consensu, eoque subinde obtento iterum consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ; ceu agnita à Partibus compaciscentibus in Tractatu Londinensi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia Sexûs Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginae Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati: iisque deficientibus, secundo aliique Post-geniti ejusdem Reginae Filii pariter cum eorum Posteris masculis ex Legitimo Matrimonio natis Juris perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac consuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruriæ pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem Sua Majestas Cæsarea præfatis Principibus promissas Litteras Expectativas Eventualem Investituram continentes stilo solito actutum expedire, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, salvâque illorum per omnia quietâ possessione.

Placuit tamen Oppidum Liburni in

Tom. VI.

Q per.

perpetuum esse, & deinceps permanere Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quod Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Regina: Filio cederet, tradetque, quamprimùm iste tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatûs possessionem pertingat.

Abdicatque à se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi : quin nec Tutelam Principis, cui isti Ducatus obvenient, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bonâ fide se religioseque observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductitio milite acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundùm Literas investituræ Eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Hæredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Siciliae ad Coronam Hispaniae, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniae sibi reservato, Literasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suae Majestati Cæsareæ unâ cum Instrumento Ratificationis istius Tractatûs bonâ fide extradet : salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardiniae juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniae sibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Defensionem, seu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad Illos vigore Tractatûs Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, scriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè seu indirectè, gesta, aut patrata fuerunt ; Gaudcant-

Q 2 que

que istâ generali Amnestiâ , & Abolitione omnes & singuli utrinque Subditi cujuscunque Stâtus , Dignitatis , Gradus , Conditionis , aut Sexûs sint , tam Ecclesiastici , quàm Militares , Politici , & Civiles , qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt , vigore cujus universis & singulis permissum , & licitum sit , recipere plenariam Possessionem , & usumfructum suorum Bonorum , Jurium Privilegiorum ; Honorum , Dignitatum , & Immunitatum , iisque utentur , fruunturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli , vel quo tempore uni alterivè Parti adhærere cœperunt , gavisi , & fructi fuerunt , non obstantibus Confiscationibus , Arrestis & Sententiis sub Bello factis , latis , aut publicatis quæ pro nullis , & ceu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ , & Abolitionis omnibus & singulis Subditis , qui unam alteramve Partem secuti sunt , fas , liberumque esto , Patriam suam repetere , bonisque suis uti , frui , planè ac antè Bellum de iis disponere valere : Dignitas quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permanente , mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas , quæ ratione Titulorum adhuc motæ sunt , controversias ,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 365
verſias, placuit, ut Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majeſtas Hiſpaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Titulis utriusque aſſumptis impoſterum vitâ utriusque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Succeſſores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Poſſeſſione ſunt aſſumant, aliis verò abſtineant.

XI. Dux Parmæ conſervetur, & manuteneatur in Poſſeſſione omnium ſuorum Statuum, Jurium, & Actionum eodem modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis fuit; Quæ verò cum finitimis Sux Majeſtatis Cæſareæ Provinciis ſubvertunt controverſiæ, eæ per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabiliter decidentur.

XII. Sua Majeſtas Cæſarea adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hiſpaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectenſem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis ſubſcriptas, necnon per præſens Pacis Inſtrumentum confirmatum, tueri ſe, Guarantiamque deſuper præſtare, & quoties opus, manuteneſe velle; viciffim Rex Hiſpaniæ tueri, & guarantigiare quoque ſpondet, cum Succedendi ordinem, quem Sua

Q 3 Ma-

Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilis, ac Inseparabilis, Fidei-Commissi Primogeniturâ affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatum, Ducatum, Principatum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, ac grato, submissioque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus Serenissimarum Infantum *MARIÆ*, & *MARGARITHÆ*, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu usuræ annuæ pro ratione sortis stipulatæ percipiebantur, restituatur, vel loco istarum Dotium, & Hypothecæ sors ipsa in ære parato semel pro semper unâ cum fructibus tam antè obitum Regis *CAROLI II.* quàm post acceptatum Tractatum Londinensem ex iis perceptis Suæ Majestati Cæsareæ persolvantur.

XIV.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalaunia à se, vel ejus Nomine contracta, exsolvit, & quæ adhuc liquiddò extant, persolvenda in se recipit; ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Sux Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majestas Regia exsolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimestre à subscripta Pace ac utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis existentium variè actum sit, tandem super iis ità transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comitis extans cum Viennensi compensetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvat.

XVI. Sub hoc præsentis Pacis Tractatu comprehenduntur illi, qui intrà unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt Commissarii Cæsarei, & Re-

gius Legatus, Plenipotentiarîi ab Imperatore; & Rege Catholico, ad formam hîc mutuo placitam rati habitum, & Ratificationum Instrumenta intrâ bimestre spatium, aut citiùs si fieri possit, hîc reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porro cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprâ frequentior mentio facta est, partem istius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in solenni forma utrinque rati habitæ plenum robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annectere placuit.

Fiat insertio.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarîi Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L. S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L. S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L. S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L. S.) GUNDACCARUS Comes à
STARHENBERG. *De-*

Declaratio Regis Hispaniæ.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ ,
 Legionis, Arragoniæ, utriusque Si-
 cilix, Hierosolymarum, Navarræ, Gra-
 natæ, Toleti, Valentix, Galliciæ, Ma-
 joricarum, Hispalis, Sardinix, Cordu-
 bæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ Algar-
 biæ, Algeciræ, Gibraltaris, Insularum
 Canariæ, Indiarum Orientalium, & Oc-
 cidentalium, Insularum & Continentis,
 Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ,
 Dux Burgundiæ, Brabantix, & Medio-
 lani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Ty-
 rolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ,
 & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum
 Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitix,
 inter Serenissimum, & Potentissimum
 Romanorum Imperatorem Dominum
 CAROLUM hujus Nominis Sextum, &
 Nos, paucis abhinc diebus solenniter
 conclusi, per utriusque Partis Ministros
 Oratores, Legatos Extraordinarios, &
 Plenipotentiaros Viennæ in Austria die
 trigesimâ Aprilis Anno inferiùs notato,
 percussi, atque subscripti, & à Nobis no-
 vissimâ die vigesimâ quintâ Mensis Ma-
 ji, in Regia Nostra Aranjuez dicta se-
 cundùm ipsius Tenorem, & formam ex
 animi sententiâ acceptati, approbati,
 Q 5 &

& ratihabiti ; Enunciatur , proponatur ,
 & asseratur , quod Nos Rex Catholicus ,
 pro Nobis , Nostriſque in Regno Succeſ-
 ſoribus & Hæredibus, Poſteris item Noſ-
 tris utriuſque Sexûs in perpetuum Juri
 Reverſionis Regni Siciliae ad Coronam
 Hiſpaniae , in Instrumento Ceffionis de
 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardi-
 niae Nobis reſervato , renunciamus , Lit-
 teraſque , ut vocant , Reverſales deſuper
 confeſtas Suae Majeſtati Cæſareæ unâ
 cum Instrumento Ratihabitionis iſtius
 Tractatûs bonâ fide extradituri, &c. No-
 bis planè neceſſe viſum eſt , his præſen-
 tibus notum facere , & aperire , ſicut re
 ipſâ notum facimus , aperimus , & de-
 claramus , aſſerimus , & aſſeveramus ,
 quòd quamvis Nos , cùm Sereniſſimo
 Principi Sabaudiae Duci , nunc Sardiniae
 Regi Regnum Siciliae ceſſimus , Jus ipſius
 Reverſionis ad Coronam Hiſpaniae No-
 bis reſervavimus , nihilominùs Litteras ,
 ut vocant Reverſales , deſuper conficien-
 das , & expediendas, confeſtas unquam,
 aut expeditas fuiſſe , prout in prædicto
 Article Sept. ponitur , aſſeritur , uſque
 adhuc penitùs neſcimus, & ignoramus, &
 ſi reapſè confeſtæ, abſolutæ , & expedi-
 tæ fuerunt , quod quidem prorfus Nobis
 latet, nunquam nobis traditæ ſunt , ip-
 ſaſque nec accepimus , in poteſtate Noſ-
 tra

tra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistencia adimplere vetat, prout fas Nobis est, excusam haberi à Sua Cæsarea Catholica Majestate ingenuè cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque suadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quòd si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, si Nobis insciis in nostra potestate sint, bonâ fide, abjectâ omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Sux Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si fortè in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & conatibus Nostri curabimus & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cum pro Nobis tum pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne ex-

Q 6 qui,

qui, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Nostræ voluntati sub-
jaceat. In quorum fidem & validitatem
præsentes Nostras Declarationis Litteras,
expediri mandavimus, manu Nostrâ sub-
scriptas, Sigillique Nostri Secreti appo-
sitione roboratas, & infra scripti Statûs
Secretarii Nostri refrendatas. Datum in
Regia hac Nostra de Aranjuez nuncupa-
ta. Die Maji vigesima quintâ Anno
millesimo septingentesimo vigesimo
quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

Ce Traité a été ratifié par l'Empereur
le 16. Juin ; & par S. M. C. le 25. Mai
1725.

[K.K.]

[KK.]

1725. *TRAITÉ de Paix entre
l'Empereur & l'Empire, d'une part ;
& le Roy d'Espagne d'autre part ;
conclu à Vienne en 1725. tiré du
Mercure Historique.*

NOtum sit omnibus & singulis, quo-
rum interest, aut quomodolibet
interesse potest.

Cum Bello, quod præmatura Mors
Serenissimi quondam Hispaniarum Re-
gis Caroli Secundi per universam ferè
Europam super Successione in ejus Reg-
na excitavit, cum Sacra Cæsarea Majesta-
te Sacrum quoque Romanum Imperium
acceserit ; Pace porrò per Tractatus,
imprimis Trajectensem : deinde Baden-
sem, tandem per eum, qui Londini (2.
Augusti) Julii 22. Anno millesimo sep-
tingentesimo decimo octavo initus fuit,
inter Partes belligerantes majori ex par-
te reductâ id unum superesset, ut in-
spirante Deo, in cujus manu sunt corda
Principum, Pax quoque inter Sacrum
Majestatem Cæsareo-Catholicam, &
Sacram Romanum Imperium ex unâ ;
Sacramque Majestatem Regio-Catho-
licam

licam exaltera parte restabiliretur, Tractatus verò Cameracensis, ob varias rerum vicissitudines ad optatum finem deduci hucusque non potuerit ; ideo que modofatus Rex Hispaniarum ad conficiendum magnum hoc cum Majestate Cæsarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium , Legatum suum Extraordinarium , & Plenipotentiarium Hispanicum sufficienter instructum , ad Aulam Imperialem miserit , & in hunc finem , ac opus , Orbi Christiano tam salutiferum , tamque necessarium Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro sincero suo in communem Europæ salutem amore , ac studio promptas mox aures præbuerit , atque suo Cæsareo , Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiaë , ac requisitionis Statuum Imperii de die nonâ Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi Consiliarios suos Statûs Intimos, nempe.

Celsissimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiaë & Pedemontium Ducem, aurei Velleris Equitem , Consilii sui Aulico-Bellici Præsidem , & Locumtenentem Generalem suum , ac Sacri Imperii Campi Mareschallum , Regnorumque ac Statuum suorum Hæreditariorum per Italianam Vicarium Generalem.

Atque

Atque Illustrissimos , & Excellentissimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff , Sacri Romani Imperii Thesaurarium , Hæreditarium , Liberum Baronem in Ernstbrunn , Dominum Dynastiarum Gfoll , Superioris Seloviz , Porliz , Sabor ; Müllzig , Loos , Zaan , & Droskau , Burggravium in Rheinech , Supremum Hæreditarium Scutiferum , ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferioris Austriæ , Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum , aurei Velleris Equitem , Sacræ Cæsareæ Majestatis Provinciarum Austriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg , in Schaumburg , & Waxenberg , Dominum Ditionum Eschelberg , Liechtenhag , Rotenegg , Freystatt , Haus , Oberwalsée , Senfftenberg , Bodendorff , Hatwan , aurei Velleris Equitem , Archiducatûs Austriæ Superioris , & Inferioris Mareschallum Hæreditarium Supremum.

Ernestum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windisgraz , Liberum

berum Baronem de Wallenstein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Insulâ, Roten-Lotha, & Leopoldsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Consilii sui Imperialis Aulici Præsidentem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schonborn Bucheim, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelsberg, & Hesppeheim, & Comitem in Wisentheid, Dominum in Gollersdorff, Schonborn, Aspersdorff, Weirbug, & Parschenbrum Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Austriæ infra & supra Anasum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadjutorem, Majestatis Cæsareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, & Plenipotentiaros Cæsareos cum sufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, signandique nominaverit, ac intruxerit :

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majestas suum Hispanum Legatum Extraordinarium,

Illustriſſimum & Excellentiſſimum Dominum

minum Joannem Guillelmum Baronem de Ripperda , Dominum de Jenfema , Enhgelenburg , Polgeest , Koudekente , & Ferwert , Judicem Hæreditarium de Humsterlant , & de Campen.

Itidem cum sufficiente Mandato , plenâque Potentiâ agendi , tractandi , concludendi , signandique nominavit , ac instruxit :

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii , & Penipotentarii commutatis Mandatorum Tabulis , habitisque inter se colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis , qui sequuntur , conveniunt.

ARTICULUS PRIMUS.

PAX sit constans , perpetua , & universalis , ac amicitia vera inter Sacram Cæsaream , & Catholicam Majestatem , ejusque Successores , totum Sacrum Romanum Imperium omnesque ejusdem , ac singulos Electores , Principes , Status , & Ordines , Vassallos , Clientes , & Subditos ex unâ : & Sacram Regiam Majestatem Catholicam , ejusque Hæredes , Successores , Clientes & Subditos , ab alterâ parte : eaque ita sincerè fervetur , & colatur , ut neutra Pars in alterius injuriam , dispendium , vel detrimentum

trimentum, sub qualicunque prætextu, vel prætentione quidquam molietur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præstare possit, aut debeat; sed potius utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum seriò promoveat, non obstantibus quibuscumque in contrarium fortè Pactis, vel Fœderibus, quando & quomocunque factis, aut deinceps faciendis.

ARTICULUS II.

Sit perpetua utrimque Amnestia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione Belli hostiliter acta sunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ alter alteri quicquam molestiæ directè, viâ facti, vel sub specie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amnestia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vasalli, Clientes, & Subditi, hanc tamen additâ declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio ratione Principum, Vasallorum, & Subditorum Imperii in
Italia

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 379
Italia statuta, & in Pace Badensi Artic-
culo trigesimo cum Rege Galliaë inita
confirmata fuerint, in præfenti Tracta-
tu pro repetitis habeantur, ac ab utra-
que parte inviolatè observentur.

ARTICULUS III.

Virtute hujus Tractatus plenè resti-
tuantur, & restituta sunt à subscripta
Pace, Commercia inter Sacraë Cæsa-
reo-Catholicæ Majestatis, Imperiique,
& Sacraë Regio-Catholicæ Majestatis,
Regniq[ue] Hispaniæ Subditos in eam,
quæ ante Bellum fuit, libertatem, fru-
anturque utrinque omnes, & singuli, no-
minatim Urbium Imperialium, & Em-
poriorum Hanseaticorum Cives, & In-
colæ Terrâ, Marique plenissimâ secu-
ritate, Juribus, Immunitatibus, Privi-
legiis, & Emolumentis, quibus ante
Bellum frui sunt.

ARTICULUS IV.

Sacra Cæsarea Majestas Catholica
pro se, & Sacro Romano Imperio con-
sentit, ut si quando Ducatum Hetruriæ
aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu
in Tractatu Londinensi Anno millesi-
mo septingentesimo decimo octavo,
ad

ad pristina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciscantibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Posteritatis Masculinæ vacare contingeret, Filius Serenissimi Hispaniarum Regis ex Regina vivente, natus Principe Parmensi Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundus, aut alii postgeniti ejusdem Regis, Reginaque Filii, pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut nascituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Investituram continentes succedant :

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc est, perpetuò permanente.

Promittit insuper Rex Catholicus, quòd eveniente præmemorato casu Urbem Portûs Longi, unà cum Parte Insulæ Ilvæ, quam in illa possidet, Principi Infanti filio suo cedit.

Neque Ipse aut alius ejus in Regno Hispaniæ Successor Tutelam Principis, qui istos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum possidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam sibi acquirere retinere, aut possidere valeat.

Et

Et quæ de non introducendo , viventibus modernis Principibus , Milite proprio , aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinensis cauta sunt , religiosè observare velit , ità tamen , ut si quando casus aperturæ unius , vel alterius Ducatûs eveniat , Princeps Infans Don Carolus secundùm Literas Investituræ Eventualis , quarum tenor in omnibus , & singulis Punctis , Articulis Clausulis , & Conditionibus hîc pro repetito , ac plenè inserto habetur , ejusdem possessionem apprehendere possit.

ARTICULUS V.

Huic Paci includentur omnes illi , qui post permutatas ejusdem Rati habitationum Tabulas intra sex menses ab una vel altera Parte ex communi consensu nominabuntur.

ARTICULUS VI.

Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati Cæsarei , & Regius Hispanus ad formam hîc mutuò conditam , à Sua Majestate Cæsareo-Catholica & à Sua Majestate Regio-Catholica rati habitum , & publica Ratificationum Instru-

Instrumenta intrâ trium mensium spatium ab hodiernâ die computandorum, aut citiùs, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur supranominati Legati Plenipotentiarîi Cæsarei, & Regio-Hispanicus Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ in Austriâ die septimâ mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(*L.S.*) EUGENIUS (*L.S.*) J. G. BARO
à SABAUDIA. de RIPPERDA.

(*L.S.*) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes
à SINZENDORFF.

(*L.S.*) GUNDACCARUS Comes à STAR-
HENBERG.

(*L.S.*) ERNESTUS FRIDERICUS Comes
à WINDISGHRAZ.

(*L.S.*) FRID. CAROL. Comes à SCHON-
BORN.

[LL.]

1725. T R A I T É d' Alliance entre l'Empereur & l'Espagne, conclu à Vienne en 1725. tiré du Mercure Historique.

NOtum sit Universis. Quamvis sincera Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæque Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Gueldriæ ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Wirtembergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatia, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alsatia, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum &c. &c. Necnon Serenissimum & Potentissimum

simum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliae, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentia, Galliciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum & continentis Maris, Oceani, Archiducem Austria, Ducem Burgundiæ, Brabantia & Mediolani, Comitem Habsburgi, Flandriæ Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biscajæ & Molinæ &c. &c. per Accessionem ad Tractatum Londinensem à Sua Majestate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam stabilita, & per solennem Pacis Tractatum hîc Viennæ die 30. mensis Aprilis anno infrà notato confectum & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad stringendum nihilominus eò arctius hunc pro bono Christiani Orbis tam proficuum concordia nexum, per utrinque eorum Ministros respectivè Commissarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudia

diæ & Pedemontium Principem , alte-
 fatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholi-
 cæ Consiliarium Actualem Intimum ,
 Consilii Aulico-Belgici Præsidem, suum-
 que Locumtenentem Generalem , Sacri
 Romani Imperii Campi Mareschallum
 ac Ejusdem Statuum per Italiam Vica-
 rium Generalem , Aurei Velleris Equi-
 tem : necnon Illustrissimum & Excel-
 lentissimum Dominum Philippum Lu-
 dovicum Sac. Rom. Imperii Thesaurar-
 ium Hæreditarium Comitem à Sinzen-
 dorff , Liberum Baronem in Ernstbrunn,
 Dominum Dynastiarum Gfoll , Superio-
 ris Selowiz , Porliz , Sabor , Mulzig ,
 Loos , Zaan & Droskau , Burggravvium
 in Reineck Supremum Hæreditarium
 Scutiferum ac Præcisorem in Superiori
 & Inferiori Austria , Hæreditarium Pin-
 cernam in Austriâ ad Anasum , Aurei
 Velleris Equitem , Sacræ Cæsareæ Ca-
 tholicæ Majestatis Camerarium Actua-
 lem Consiliarium Intimum , ac Primum
 Aulæ Cancellarium : ac Illustrissimum &
 Excellentissimum Dominum Gundacca-
 rum Thomam Sac. Rom. Imperii Co-
 mitem de Starhenberg , in Schaumburg
 & Waxenberg , Dominum Ditionum
 Eschelberg , Liechtenhaag , Rottenegg,
 Freystat , Haus , Obervallsee , Senfften-
 berg , Bottendorff , Hattwan , Aurei

Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum actualem, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hæreditarium: Et pro parte Suæ Majestatis Regiæ Catholicæ per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, in præsens peculiare Amicitiae Fœdus juxtà sequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentiiis.

I. Sit maneatque Suam Majestatem Cæsaream Catholicam inter & Suam Majestatem Regiam Catholicam solida sinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut unus alterius commoda ceu sua promoveat, damna verò avertat.

II. Cùm verò per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, Restitutionem Gibraltarræ cum Portu suo per Regem Magnæ Britanniæ promissam fuisse, & Regem Hispaniæ insistere, ut Gibraltarra cum Portu suo & Insula Minorcæ cum Portu suo Mahon Majestati Suæ Regiæ Catholicæ restituantur, ex Parte Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis hisce declaratur, huic Restitu-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 385
Restitutioni, si amicabiliter fieret, sese
non opposituram, & ubi utile videbitur,
omnia bona Officia, & si Partes id de-
siderarent, etiam mediatoria adhibitu-
ram esse.

III. Ad contestandam magis since-
ram Amicitiam Serenissimus Hispania-
rum Rex Philippus V. promittit & spon-
det, Navibus Sacræ Cæsareæ Catholi-
cæque Majestatis, & ejus Subditorum
tutum, securumque ingressum daturum
in omnes suos Portus in continenti His-
paniæ sitos cujuscunque Nationis Impe-
ratori subjectæ sint, ita ut quæstum li-
berrimum non solum in illis, sed etiam
in omnibus Hispaniarum Regnis exer-
cere possint, gaudebuntque omnibus
Privilegiis & prærogativis, quibus ami-
cissima Natio, (uti Galli hucusque fue-
runt & Angli adhuc sunt) gaudet ac frui-
tur, idque statim à die publicatæ istius
Pacis, quæ in omnibus Portibus & Lo-
cis congruis sine morâ fiet, juxtà ac in
Tractatu Commerciorum hodie sub-
scripto conventum est.

IV. Si Naves Subditorum Sux Ma-
jestatis Cæsareæ à quopiam tam cis,
quàm citrà Lineam hostiliter impete-
rentur, Rex Catholicus promittit, se in
eo casu causam cum Suâ Majestate Cæ-
sareâ communem facturum ad vindi-

R 2 candidas

candas reparandasque illatas injurias & damna : Vicissim Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit , si Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majestatis à quopiam tam cis , quàm citrà Lineam hostiliter impeterentur se in eo casu pariter causam cum Suâ Majestate Regiâ communem facturam , ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterum etsi per Quadruplex Fœdus securitas Regnorum , Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compacifcentibus possessorum vicissim per Guarentiam stipulata sit , per hoc Fœdus nihilominus præfatam securitatem uberius explicare , Casibusque qui occurrere possunt , satius providere placuit. Idcirco ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auspiciis inter Sacram Cæsaream Catholicamque Majestatem , & Sacram Regiam Catholicam Majestatem Amicitiae studium , necessarium ac opportunum visum fuit de auxiliis mutuò præstandis , ac per ea debitâ securitate magis firmandâ sequentia statuere. Nimirum si Imperator , ejus Regna & provinciæ Hæreditariæ ubicunque sitæ hostiliter impeterentur , aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret , in eum casum Rex Catholicus spondet , seseque obligat , quòd Suæ Majestati Cæsareæ omni-

omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò Classim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaisseaux de Ligne*, instructam : insuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium submissurus sit, solitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam solvere possit, computatis in singulos mille Pedites viginti quatuor mille Florinis Rhenensibus per ratas mensuales in Urbe Genuâ persolvendis.

Quoad Naves verò, si Rex Hispaniæ eas Imperatori non submitteret, poterit satisfacere mittendo Decem millia Militum : vel loco illorum pecuniam juxta calculum supra factum. Vicissim Sua Majestas Cæsarea spondet ac se obligat, quod Regi Hispaniarum Catholico, in casum hostilis Aggressionis in Provinciis in Europâ ubicunque sitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò in auxilium submissurus sit triginta millia Militum, scilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, semper in naturâ suppeditandos, & solitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiae Fœderis promittunt utriusque Par-

tis respectivè Commissarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentarii à suâ Majestate Cæsareâ Catholica & à Regiâ Catholicâ Majestate ad formam hîc mutuo placitam ratihabitum solenniaque Rati-
habitionum Instrumenta intrâ spatium trium Mensium, aut citiùs si fieri queat, hîc reciprochè commutatum iri. In quorum fidem roburque præfati Ministri Legati Extraordinarii & Plenipotentarii hoc peculiaris amicitiae Fœderis Instrumentum propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc Viennæ Austriæ die 30. Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes
à SINZENDORFF.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STAR-
RHENBERG.

[MM.]

1725. *TRAITÉ d'Alliance entre les Rois de France , de la Grande Bretagne & de Prusse , conclu à Hano-
vre , en 1725. tiré du Corps Diplo-
matique.*

LEURS MAJESTEZ le Roi de la Gran-
de-Bretagne, le Roi Très-Chrétien,
& le Roi de Prusse ayant vû avec plaisir
combien l'Union étroite qui subsiste en-
tre Elles, a contribué non-seulement au
Bonheur de leurs propres Royaumes &
Sujets, mais aussi au Bien & à la Tran-
quillité publique ; étant persuadées en
même temps, qu'il n'y a point de moyen
plus propre à assurer & à affermir les mê-
mes Avantages contre tous les Evene-
mens qui pourroient naître, que de cul-
tiver de plus en plus ladite Union & la
rendre indissoluble; Et ayant réfléchi mû-
rement sur tous les Traitez qui subsistent
entre Leurssdites Majestez, (auxquels
Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par
le présent Traité déroger en aucune ma-
niere) Elles ont trouvé bon de prendre
d'avance de nouvelles mesures pour les
Cas où il pourroit arriver quelques Trou-
blés

bles dans l'Europe, en convenant entr'Elles de ce qui seroit necessaire, non-seulement pour la Sûreté & les Interêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces considerations, & dans cette vûë, Leurssdites Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne ont donné leurs pleins-pouvoirs; savoir, S. M. Britannique au Sieur Charles Vicomte de TOWNSHEND, Baron de Lynn, son Lieutenant dans le Comté de Nortfolk, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere &c., & son Secrétaire d'Etat; S. M. Très-Chrétienne au Sieur François, Comte de BROGLIO, Lieutenant-General de ses Armées, Directeur-General de sa Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne; & S. M. Prussienne au Sieur Jean-Christophe de W ALLENRODT, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du présent Traité,) ayant pesé avec toute l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leurssdites Majestez se
pro-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 391
proposent, sont convenus des Articles
suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour tous les
temps à venir, une Paix véritable, fer-
me & inviolable; une Amitié la plus sin-
cere & la plus intime, & une Alliance &
Union la plus étroite entre lesdits trois
Serenissimes Rois, leurs Heritiers & Suc-
cesseurs, leurs Etats, Païs, & Villes si-
tuées sur leurs Terres respectivement, &
leurs Sujets & Habitans tant dedans que
dehors l'Europe; & ils seront conservez
& cultivez de maniere, que les Parties
Contractantes puissent avancer fidèle-
ment leurs Interêts & Avantages récipro-
ques, & prévenir & repousser tous les
Torts & Dommages, par les moyens
les plus convenables qu'Elles puissent
trouver.

II. Comme c'est le véritable but & in-
tention de cette Alliance entre lesdits
Rois de conserver mutuellement la Paix
& la Tranquillité de leurs Royaumes res-
pectifs, Leurs Majestez susdites s'entre-
promettent leur Garantie réciproque,
pour proteger & maintenir generalement
tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans
que dehors l'Europe, dont chacun des

R 5 Alliez

Alliez sera actuellement en Possession au temps de la Signature de cette Alliance , aussi bien que les Droits , Immunités & Avantages & en particulier ceux qui regardent le Commerce , dont lesdits Alliez jouissent , ou doivent jouir respectivement : Et pour cette fin , lesdits Rois sont convenus que si en haine de cette Alliance , ou sous quelque autre prétexte , aucun desdits Alliez étoit attaqué hostilement , ou qu'il souffrît quelque tort dans les choses ci-dessus spécifiées , par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit , les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raison à la Partie lésée , & pour porter l'Agresseur à s'abstenir d'aucune hostilité ou tort ultérieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement , ou qu'Elle fût troublée dans les Cas susdits , & que les bons Offices ci-dessus mentionnez ne fussent pas assez efficaces pour procurer une juste satisfaction & réparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lésée , alors les autres Parties deux mois après que la Requisition leur aura été faite , fourniront les Secours suivans : C'est-à-dire ,

S. M. le Roi de la Grande-Bretagne :
don-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 393
donnera 8000. Hommes d'Infanterie, &
4000. Chevaux.

S. M. le Roi Très-Chrétien fournira
en pareil cas 8000. Hommes d'Infante-
rie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de Prusse fournira aussi
en pareil cas 3000. Hommes d'Infante-
rie, & 2000. Chevaux.

Mais si la Partie attaquée aimoit mieux
avoir des Vaisseaux de Guerre & de
Transport, ou même des Subsidés en Ar-
gent, ce qu'on laissera toujours à son
choix, alors les autres Parties lui four-
niront des Vaisseaux ou de l'Argent à
proportion de la dépense des Troupes à
donner comme ci-dessus : Et pour ôter
toute sorte de doute par rapport à cette
dépense, les Parties Contractantes con-
viennent que mille Hommes de pié se-
ront évaluez à 10000. Florins de Hollan-
de par mois, & mille Chevaux à 30000.
Florins de la même Monnoye, aussi par
mois ; & l'on fera le calcul pour les Vais-
seaux de Guerre & de Transport à pro-
portion. Si les Secours ci-dessus speci-
fiez ne suffisent pas pour faire faire Justi-
ce à la Partie lésée, alors les Parties Con-
tractantes conviendront ensemble des
Forces ulterieures à être fournies : Et en-
fin, en cas de nécessité, lesdits Alliez as-
sisteront la Partie lésée de toutes leurs

394 LES INTERETS PRESENTS
Forces, & même déclareront la Guerre à
l'Agresseur.

IV. Et comme lesdits trois Serenissimes Rois sont résolus de resserrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques possibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, sont convenus reciproquement, non-seulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entrecommuniquer fidèlement les Propositions qui pourroient leur être faites & de ne prendre sur ce qui leur seroit proposé, aucune Resolution que de concert & après avoir examiné conjointement ce qui seroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe, qu'il est si nécessaire de conserver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne interessée particulièrement par sa qualité de Garant des Traitez de Westphalie, a maintien des Privileges & Libertez du Corps Germanique, & Leurs Majestés Britannique & prussienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des semences de Division, & des plair

tes qui pourroient en fin éclater, & entraîner une Guerre qui embraseroit toute l'Europe par les suites funestes qui en resulteroient ; Leursdites Majestez étant toujours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'Empire en particulier , & celle de l'Europe en general , s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez , & des autres Actes , qui ayant statué sur les Affaires de l'Empire , sont regardez comme le Base & le fondement de la Tranquillité du Corps Germanique , & le soutien de ses Droits, Privileges, & Immunitéz , auxquels Leurs susdites Majestez désirent véritablement de pourvoir d'une maniere solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestez Britannique , Très-Chrétienne & Prussienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles , à acceder au présent Traité ; & Elles sont convenues dès à présent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

VIII. Ce présent Traité sera approuvé
&

396 LES INTERETS PRESENS
& ratifié par L. M. le Roi de la Grande-
Bretagne, le Roi Très-Chrétien & le Roi
de Prusse, & les Ratifications seront four-
nies dans l'espace de deux mois du jour
de la Signature du présent, ou plutôt, s'il
est possible.

*En foi de quoi nous, en vertu des Pleins-
Pouvoirs respectifs, avons signé le présent
Traité, auquel nous avons fait apposer le
Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER le
3. Septembre 1725.*

(L.S.) TO- (L.S.) BRO- (L.S.) WAL-
WNHSEND. GLIO. LEN-
RODT.

PRE.

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

COMME l'Affaire arrivée dernièrement dans la Ville de Thorn, & ce qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'Oliva, il n'arrive à cette occasion des Troubles, non-seulement dans la Pologne, mais aussi dans les Païs voisins, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Prussienne, qui comme Garantes du susdit Traité d'Oliva, sont interessées à ce qu'il soit maintenu & observé dans toute son étendue, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'Oliva; & pour cet effet, Leurssdites Majestez s'instruiront, de concert, par leurs Ministres en Pologne des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'Oliva, & des moyens d'y remédier d'une manière qui assure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée, si un Traité aussi solennel que celui d'Oliva souffroit quelque atteinte.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inferé de mot à mot
dans:

dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui ; il sera ratifié de la maniere , & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi , nous Souffignez , en vertu des Pleins-pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre , avons signé cet Article , & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.*

(S.L.) TO- (S.L.) BROG- (L.S.) WAL-
WNSHEND. LIO. LENRODT.

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

SI en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne , donneront à Sa M. Britannique & à S. M. Prussienne , pour les garentir du Trouble qu'Elles pourroient souffrir dans les Etats qu'Elles possèdent , l'Empire déclaroit la Guerre à Sadite Majesté Très-Chrétienne ; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne & le Serenissime Roi de Prusse , dont les Interêts auroient été l'occasion de la Guerre , que S. M. Très-Chrétienne auroit à soutenir ; non-seulement ils ne fourniroient point leur contingent en Troupes ,

DES
pes,
cours
dites
ne no
mées
l'Em
agiro
Très
trou
Sadi
d'ail
ce c
Trai
Très
prom
C
ces
dar
d'h
re,
gée
Y
ver
qu
avo
po
H
(L
w

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 399
pes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leurs-dites Majestez Britannique & Prussienne ne seroient pas comprises & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'Empire feroit à la France; mais Elles agiroient de concert avec Sa Majesté Très-Chrétienne, jusqu'à-ce que la Paix troublée à cette occasion fut rétablie; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs spécialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres les Traitez qu'Elle a conclu avec Sa Majesté Très-Chrétienne, laquelle de son côté promet de les observer fidelement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inferé de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souffignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.*

(L.S.) To-	(L.S.) Brog-	(L.S.) Wal-
WNHSEND.	LIO.	LENRODT.

TROI-

TROISIEME ARTICLE SEPARÉ.

S'il arrivoit que nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Chrétienne , d'observer exactement tous ses Traitez à l'égard de l'Empire , en ce à quoi il n'a point été dérogé par le present Traité , l'on voulût , de la part dudit Empire , prendre quelque résolution contre la France , au préjudice de la Garantie générale des Possessions , telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourd'hui , S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent , dans ce cas , d'employer leurs bons offices , crédit & autorité , le plus efficacement qu'Elles pourront , soit par leurs voyes & celles des Princes leurs Amis à la Diete , soit par tous les autres moyens convenables , pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire : Mais , si contre toute attente , & malgré tous leurs efforts , la Guerre étoit déclarée à la France de la part dudit Empire , quoiqu'en ce cas n'étant plus une défensive , Elles ne seroient pas obligées , suivant ses Constitutions , de fournir aucun Contingent : cependant , pour ôter tout doute entre Leursdites Majestez , si elles croyoient ne pouvoir se
dis-

dispenser de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps , Leursdites Majestez Britannique & Prussienne se réservent la liberté de fournir leur contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes , ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince , à leur choix , sans que Leurs Majestez Britannique & Prussienne , à raison de leur contingent ainsi fourni , soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourd'hui , qui demeurera dans toute sa force. L. M. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas , autres , ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. T. C. que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur contingent , & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû , leurs Engagemens envers Sa dite Majesté Très - Chrétienne ; laquelle de son côté ne pourra pour raison dudit contingent , exercer contre les Etats & Sujets dudit Serenissime Roi d'Angleterre & dudit Serenissime Roi de Prusse , dans l'Empire , ou ailleurs , aucune Hostilité , ni demander ou prétendre aucune Contribution , Fourage , Logemens de Gens de Guerre , Passages , ou autres choses à la charge desdits Païs & Etats , sous quelque prétexte que

que ce soit ; & de même lesdits Etats , Places , Lieux & Sujets ne pourront aussi fournir aucunes desdites choses aux Ennemis de Sa Majesté Très-Chrétienne , laquelle s'oblige aussi & promet de son côté que si dans l'Empire on venoit à prendre des Résolutions pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse , S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti , & ne manquera pas de les assister avec toute la vigueur nécessaire , en conformité de ce Traité , jusqu'à ce que les Troubles, Torts & Infractions cessent entièrement.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui ; il sera ratifié de la même manière , & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi , nous Soussignez , en vertu des pleins-pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre , avons signé cet Article , & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Hanover le 3. Septembre 1725.

(L.S.) TO- (L.S.) BRO- (L.S.) WAL-
WNSHEND. GLIO. LENDORT.
[NN.]

[NN.]

1726 *ACCESSION des Etats
Generaux des Provinces-Unies au
Traité de Hanovre. Copie Auten-
tique.*

Comme leurs Majestez le Roi Très-Chrétien , le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse , tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles , que pour la sûreté de leurs propres Royaumes & Etats , aussi-bien que pour la conservation de la Paix , & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance , dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles séparés , lesquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas , par le Sr. Marquis de Fenelon Ambassadeur de France , par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne , & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse , qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats
Gene-

Generaux d'accéder à ce Traité & aux Articles separez, conformément à ce dont ils étoient convenus dans le septième Article du même Traité, lequel avec les Articles separez sont ici de mot à mot inferez.

Fiat insertio.

Et comme lefdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ses Articles separez, ont témoigné qu'ils sont entièrement sensibles à l'honneur que leursdites Majestez leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'accéder à cette Alliance & qu'ils reconnoissent en même tems les soins qu'elles ont eû en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur Republique ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister, & comme ils ont ajouté qu'ils sont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précédente contractée, soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats; mais que plutôt l'intention est de les corroborer, & que

des l
que le g
uniquer
ensembl
soir, po
le main
Villes,
l'Europ
actuelle
la Sign
bien qu
tages,
dent le
hors d
liez jo
cette A
De
neraux
qu'en
vre, l
de la
West
ment
d'Har
cles f
rale
mais
tend
fions
d'eux
ils jo
au c

que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que des Droits, Immunités & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Accession.

De plus lesdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme persuasion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Traitez de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles séparés, à laquelle Garantie generale, ils ne se sont jamais engagez : mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits possessions & Droits,

406 LES INTERETS-PRESENTS
Droits , & que c'est-là l'intention de
Leurs Majestez.

Quant aux affaires de Thorn dont il
est fait mention dans le premier des Ar-
ticles separez du Traité d'Hanovre ils
s'engagent seulement d'employer con-
jointement avec les Hauts Contractans
leurs offices amiables pour obtenir une
raisonnable satisfaction & reparation
des infractions qui pourroient être fai-
tes au Traité d'Oliva ; & en cas que ces
amiables offices fussent sans effet &
qu'on trouvât necessaire de faire quel-
que chose de plus , alors ils auront en
cela une pleine liberté dans leurs deli-
berations , sans être obligez à rien de
plus qu'aux bons offices , à moins qu'ils
n'y donnent un nouveau consentement.

Enfin puisque cette Alliance entre
autres a pour but l'établissement d'une
entiere confiance entre les Parties con-
tractantes , les Seigneurs Etats Generaux
supposant que les Alliez se communi-
queront mutuellement en toute confi-
dence leurs pensées sur les voyes &
moyens qu'on jugera les plus efficaces
en cas de besoin , pour conserver &
maintenir les possessions & Droits sus-
mentionnez , tant par raport au Com-
merce qu'autres , tant au dedans que
dehors de l'Europe.

Et

DES
Et
me o
but &
rez ,
pour
de s'
haute
tié &
Traité
infere
les S.
Linte
Loche
nolde
Bour
de R
Putte
land
Pens
Holl
Gran
de la
Noe
le de
Ame
niqu
Doe
Men
trecl
ce ;
mai
7

Et comme dans la persuasion & ferme confiance que c'est-là le véritable but & intention de Leurfdites Majestez , lesdits Seigneurs Etats Generaux pour donner une marque de leur desir de s'unir étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance , ont résolu d'accéder au Traité & aux Articles separez ci-dessus inferez , & à cet effet ils ont nommé les Sieurs Chrétien Charles Baron de Lintelo , Seigneur d'Esse , Baillif de Lochum & Drossart de Bedevors : Arnolde de Zuylen de Nievelt ; ancien Bourguemaistre & Sénateur de la Ville de Rotterdam , Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaf de Schieland : Isaac van Hoornbeeck Conseiller Pensionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Westfrise , Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province ; Nicolas Henri Noey , ancien Bourguemaistre de la Ville de Tholen : Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique , Commandeur du même Ordre à Doesburgh , élu dans le Conseil premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province ; J. Abraham van Schurman Bourguemaistre & Sénateur de la Ville de Slot ;

Everard Rouse Bourguemaistre de la Ville de Deventer ; & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen , tous Deputez à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre , de Hollande & de Westfrise , de Zeelande , d'Utrecht , de Frise , d'Overyssel , de Groningue & Ommelanden , & les ont munis d'un Plein-pouvoir pour convenir de cette Accession avec les Sieurs Marquis de Fenelon , Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne , Finch , Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynhertzhagen Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse , pareillement munis de Pleins-Pouvoirs.

Lesquels ayant conféré ensemble sont convenus de la maniere suivante. Que lesdits Seigneurs Etats Generaux accederoient) ainsi que lesdits Sieurs Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'accéder en leur nom & de leur part , audit Traité & Articles (séparez :) les obligeans envers Leurssdites Majestez à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majestez avoiant leur but & intention être tels qu'il est exprimé ci-devant , accepteront l'Accession de leurs Hautes Puissances ,
ainsi

ainsi que lesdits Srs. Ambassadeurs, Ministres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de leursdites Majestez cette Accession, les obligeant envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, tout de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article sixième du Traité, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précédens qui subsisteront entre les Hauts Contractans & spécialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des Etats Generaux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux mois du jour de la Signature du présent, on

plûtôt s'il est possible: en foi de quoi nous
 soussignés constitués Plenipotentiaires à
 l'effet des précédentes & munis des
 Pleins-pouvoirs de Leurs Majestez le Roi
 Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bre-
 tagne & le Roi de Prusse, & lesdits Sei-
 gneurs Etats Generaux, avons signé le
 présent Traité & y avons fait apposer le
 Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le
 9 d'Août 1726.

Etoit Signé,

(L.S.) LE MARQUIS	(L.S.) C. C. DE
FENELON.	LINTELO.
(L.S.) W. FINCH.	(L.S.) A. V. ZUY-
	LEN VAN NY-
	VELT.
	(L.S.) IS. VAN
	HOORNBEECK.
	(L.S.) N. J. H.
	NOEY.
	(L.S.) A. V.
	SCHURMAN.
	(L.S.) EVE-
	RARD ROUSE.
	(L.S.) L. H. EM-
	MER.

AR-

ARTICLE SEPARÉ ET SECRET.

L Es Seigneurs Etats Generaux ayant représenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Accession signée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de maniere qu'ils seroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défense, & qu'alors le temps necessaire pour attendre le succès des offices qui auront été employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur fournir les secours stipulez par l'Article troisiéme du Traité d'Hanovre, pouvoit leur causer un préjudice considerable & les laisser exposez aux attaques les plus vives sans les secours des Princes leurs Alliez, Leurs Majestez Très-Chrétienne, Britannique & prussienne pour donner aux Seigneurs Etats Generaux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conservation de leur Republique ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui mettroient ladite Republique dans un danger évident ; elles fourniront les secours stipulez par l'Article troisiéme sus-mentionné, même sans attendre le succès des offices & des Instances qu'Elles auroient commencé employer

S 3 auprès

auprès de l'Aggresseur pour procurer la satisfaction ou réparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui ; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps que le Traité. En foi de quoi nous soussignez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

DE-

DECLARATION.

Comme dans le quatrième Article du Traité signé à Hanover le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est nécessaire de conserver pour le bien de la Paix en général, les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres des trois Puissances Contractantes, ont réservé que Leurs Majestez venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Generaux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Generaux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eüe avant leur Accession audit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Declaration sera ratifiée de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que-

celles du Traité de quoi nous soussignez
constituez Plenipotentiaires en vertu des
Pleins - pouvoirs de Leurs Majestez le
Roi Très-Chrétien, le Roi de la Gran-
de-Bretagne & le Roi de Prusse, & les
Seigneurs Etats Generaux des Provin-
ces-Unies avons signé la presente Decla-
ration, & y avons fait apposer les Ca-
chets de nos Armes. Fait à la Haye le
9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

QUoi qu'il soit clair & incontestable que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le cinq & sixième Articles du Traité de Munster de l'an 1647, entre l'Espagne & la Republique des Provinces-Unies ont acquis un Droits qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Oâtroi que lesdits Seigneurs Etats Generaux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par consequent ce Droit tombe notoircement dans la Garantie des Droits à laquelle

quelle les Alliez se sont mutuellement obligez par l'Article deuxiême du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Neanmoins pour ôter là-dessus tout sujet de doute & de scrupule, les soussignez Ambassadeurs, Envoyez Extraordinaires Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, à la requisition des soussignez Deputez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu declarer, comme ils declarent par ces presentes au Nom & de la part de Leurs Majestez que le susdit Droit resultant des Articles cinquiême & sixiême du Traité de Munster, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre; & que si à cause de l'exercice de ce Droit, ou en h^{on}neur de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, voulût suspendre ou retenir le payement des Subsidies dûs à la Republiques pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Interêts & Capitaux hypotequez sur divers fonds assignez par Sa Majesté Imperiale pour la sureté de ce payement, on voulût user de quelque sorte de represailles ou voyes de fait, que l'intention

S ; de

de Leursdites M. est que les Alliez prote-
geront & maintiendront lesdits Seigneurs
Etats-Generaux, conformément à l'Al-
liance à laquelle ils ont accédé aujour-
d'hui, & se concerteront sans aucun retar-
dement sur les moyens les plus efficaces
& les plus propres, à maintenir lesdits Sei-
gneurs Etats Generaux dans ce Droit &
dans l'exercice de ce Droit, & les ga-
rantiront de toutes les suites qui en
pourroient resulter, sans pourtant que
l'on puisse proceder aux voyes de fait
contre la Compagnie d'Ostende dans les
Indes ou ailleurs, avant que les Puif-
sances Contractantes de cette Alliance
se soient concertées là-dessus. Cet Ar-
ticle séparé aura la même force que s'il
avoit été inferé de mot à mot dans le
Traité concludu & signé ce jourd'hui. Il
fera ratifié de la même manière, & les
Ratifications en seront échangées dans
le même-tems que le Traité. En foi de
quoi nous soussignez constituez Pleni-
potentiaires, en vertu des Pleins-pou-
voirs de Leurs Majestez le Roi Très-
Chrétien, & le Roi de la Grande-Bre-
tagne & des Seigneurs Etats-Generaux
avons signé le présent Article, & y
avons fait apposer les Cachets de nos
Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août
1726. *Signé comme ci-dessus.*

DE-

D E C L A R A T I O N.

L Es Deputez des Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, la résolution prise par Leurs Hautes Puissances d'accéder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouré qu'eux Srs. Deputez étoient munis d'un Plein-pouvoir, & qu'ils étoient prêts à procéder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparés, dressez sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleins-pouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Meinnertshagem, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Plein-pouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Bri-

tanique , comme aussi les Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs États Generaux considerant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre , & que tout ulterieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la Republique au Traité d'Hanovre , ne pourroit être que très-désavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité , & en même-tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse , n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparés. C'est par cette consideration & dans cette ferme confiance , qu'ils ont procédé à la Signature du présent Traité & des Articles séparés , laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même , aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé , que si contre toute attente , Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution , ledit Traité & les Articles séparés ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clausés , de la manière qu'il a été stipulé , & que les Rati-fications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez constitués Plenipotentiaires en vertu des pleins-pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

[00.]

1727. *ACCESSION de la Suede
de au Traité de Hanovre. Copie
Autentique.*

NOtoire soit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir, Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede, ayant été amiablement invitée de la part de Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defensive que Leurs Majestez ont conclüe à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles séparés y joints, lesquels, aussi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

Et Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede étant toujours disposé à concourir à un but si salutaire, & voulant faire

re

re connoître combien cette invitation lui a été agreable , a muni de son Pleinpouvoir en forme duë , ses Commissaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie soussignez , pour entrer en conference avec les soussignez Ministres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien , munis de Pleins-pouvoirs pareils , pour négocier & convenir de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre , & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conference , & ayant produit leurs Pleins-pouvoirs de part & d'autre , sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent , que Sadite Majesté , ses Héritiers & Successeurs accèdent pleinement à l'Alliance défensive conclüe à Hanovre , & ci-dessus inserée de même qu'aux trois Articles séparés , qui s'y trouvent joints , & que Sa Majesté & la Couronne de Suede , en vertu de cette Accession , se joignent & s'associent , comme Partie principale Contractante , à Leurs Majestez les Serenissimes Rois
de

de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant lefdites Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, conjointement & separement, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & clauses, comprises dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & ses trois Articles separez, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformément aux obligations du Traité, le tout de la maniere & aussi fidèlement, comme si S. M. & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les susdits Serenissimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leurfdites Majestez conjointement ou separement les Articles & conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles separez.

Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles separez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, déclarent & promettent de
leur

leur côté , que Leurs Majestez , leurs Héritiers & Successeurs , observeront & rempliront conjointement , & séparément , de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & clauses contenuës dans ladicte Alliance Défensive & ses Articles separez.

Cet Acte d'Accession sera aprouvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede , & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien , & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois , à compter du jour de la Signature du présent Acte , ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous , en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs , avons signé ce présent Acte , & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le quatorze Mars V. St. l'an mil sept-cens vingt-sept.*

ARTICLES SEPAREZ.

Quoique par l'Acte d'accession & d'admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accèdent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Commel'Alliance Défensive, conclüe à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulièrement celle de Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité, ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Accession, mais resteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majestez déclarent en même temps, qu'Elles sont dès à présent, & seront toujours dans la ferme Résolution de

de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidèlement tous les engagements pris par le présent Traité d'Accession & les Articles séparés & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune manière, sous prétexte des Traitez & engagements antérieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suède n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se réservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suède ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Païs trop éloignés, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien partout ailleurs, Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part
du

du Roi & de la Couronne de Suede , dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux, conformément à ce qui est réglé dans ledit Traité d'Hanovre.

I V. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par rapport aux Actes mentionnez dans le cinquième Article du Traité d'Hanovre, comme aiant statué sur les affaires de l'Empire déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & approuvez par les États de l'Empire de la maniere accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent qu'Elles accèdent aux deux derniers Articles séparés du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hormis celles qui sont nommement comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs
Ma-

Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi TrèsChrétien s'entrepromettent reciproquement de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre , & sans un concours mutuel d'engagement , avec quelque autre Puissance , qui puisse être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité , ni ses Articles séparez & secrets.

VII. Leurs Majestez Suedoise , Britannique & Très-Chrétienne sont convenuës & s'entrepromettent reciproquement , que si en haine du présent Traité , ou sous quelque autre prétexte également injuste , Elles venoient à être attaquées , troublées ou infestées , conjointement ou séparément par quelque Puissance que ce fut , Elles feront cause commune contre l'Agresseur , qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement , de bonne foi & de la maniere la plus efficace , selon l'exigence du danger , & selon le situation de leurs affaires respectives , sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre , ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chré-

Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangemens nécessaires pour cela pourront être faits; le troisième, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours dont on est convenu par l'acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employé là où les cas d'Alliance le rendront nécessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez

jestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde lesrecruës & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors réglées par une Convention particuliere, Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le Droit de rappeler ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra necessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles séparéz & secrets auront la même force, que s'ils avoient été inferez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foide quoi nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé les présens Articles separez & secret. Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. Septembre l'an 1727.

Fin du sixième Tome.

ANT
1314648





